

Ubi Soft Entertainment est le 3<sup>ème</sup> éditeur européen de jeux vidéo, et l'un des leaders mondiaux d'un secteur qui, en terme de chiffre d'affaires, dépasse désormais celui du cinéma en salle. La croissance soutenue de son activité, en moyenne à 40 % sur les cinq dernières années, conforte son ambition d'être dans le **top 5 mondial des éditeurs indépendants** en 2005/2006. L'ambition du groupe repose sur une croissance interne supérieure au marché et sur des acquisitions ciblées.

Créé en 1986, Ubi Soft réunit les talents de 1900 personnes sur les cinq continents. La société est aujourd'hui **la deuxième force de création de jeux vidéo au monde**. De ses studios sont issues des créations originales telles que **Rayman®** et des hits tirés de licences célèbres comme **Batman™ : Vengeance** ou **Disney's Tarzan™ Freeride**. Ubi Soft est également un éditeur reconnu de jeux à succès, tels que **Myst®III : Exile**, **IL2 Sturmovik™** ou **Battle Realms®**. Son réseau de distribution performant dans 21 pays assure la diffusion efficace de ses produits dans le monde.

La pérennité du groupe est ainsi assurée à la fois par l'expérience de ses studios, la création et le déploiement de **marques internationales**, des acquisitions stratégiques et de solides bases financières.



## MESSAGE DU PRESIDENT

**Cette année encore, nous avons maintenu notre cap de croissance de plus 40 %, et c'est une réussite de toutes les équipes Ubi Soft.**

Avec 369 millions d'euros, le chiffre d'affaires progresse de 42 % : la croissance interne est deux fois plus rapide que celle du marché, la contribution des acquisitions est supérieure aux prévisions.

Cette croissance soutenue et maîtrisée favorise l'amélioration de la rentabilité et des ratios financiers. Ainsi le résultat d'exploitation a progressé de +292 % et s'inscrit à 31 millions d'euros pendant que le résultat net atteint 8 millions d'euros.

Nous avons également renforcé notre capacité de financement grâce au succès des opérations de levée de capitaux effectuées : 150 millions en obligations convertibles et 130 millions en ligne de crédit syndiqué.

■ Ubi Soft assoit son développement sur quatre choix stratégiques clés.

Des studios de création internationaux pour des marques fortes. Nous avons investi dans nos premiers studios de création et de développement en 1994. Nous disposons aujourd'hui de la deuxième plus grande force de création de jeux vidéo au monde. Elle est déployée dans 10 pays, en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Grâce à ces talents extraordinaires et à l'intégration réussie de nos acquisitions, le cœur de notre catalogue se compose aujourd'hui de 6 marques phares.

**Rayman®**, avec plus de 12 millions d'exemplaires vendus depuis son lancement, reste un incontournable du genre. Il a à nouveau connu le succès cette année, dans sa version Game Boy® Advance.

Dans la catégorie jeux d'action stratégie, les titres **Tom Clancy's Rainbow Six®** et **Tom Clancy's Ghost Recon™**, se sont très rapidement imposés comme des références. **Myst®III : Exile**, best seller de l'exercice avec plus d'un million de copies vendues, et **Chessmaster®**, bénéficient de leur notoriété sur PC pour s'installer sur toutes les plates-formes. **Settlers®** et **Prince of Persia®** ont déjà été commercialisés respectivement à plus de 3 et 2 millions d'unités et les suites, en développement actuellement, sont très attendues.

Et je n'oublie pas les licences fortes que nous acquérons et développons d'année en année : elles enrichissent notre large catalogue, comme **Batman™** : **Vengeance**, **IL2 Sturmovik™** l'année dernière, et bien d'autres à venir...

La qualité de ces marques et de nos studios, nous ont permis de réaliser des gains de productivité significatifs qui sont encore plus perceptibles dans les comptes pro forma US Gaap. Nous les communiquons, pour information, à partir de cette année, afin de mieux nous comparer à nos pairs.

### Des acquisitions ciblées.

Notre stratégie repose également sur des acquisitions de marques reconnues, de savoir-faire et de technologies. Nous avons pleinement réussi l'intégration des acquisitions de l'année dernière, Red Storm, Blue Byte, et la division Entertainment de The Learning Company. Nous avons su adopter et déployer avec succès les nouvelles marques ; nous avons créé un partage des connaissances et des liens de collaboration fructueux avec nos studios. Nous nous sommes enrichis de nouveaux talents et de créativité. Ces sociétés ont contribué aussi à la réalisation de nos objectifs au-delà de nos estimations, représentant 108 millions d'euros de chiffre d'affaires.

### Un déploiement international puissant.

Dès les débuts de la société, le choix a été de créer un réseau de distribution mondial. De plus en plus, nous maîtrisons notre développement international et renforçons la distribution. Nous sommes présents dans 21 pays et nous distribuons nos jeux dans plus de 50. Sur l'exercice 2001/2002, nous avons ouvert des nouvelles filiales de distribution : en Belgique, Hollande, au Canada et en Suisse, auxquelles se sont rajoutées la Corée et la Finlande en 2002. En Amérique du Nord, le chiffre d'affaire a doublé. En Europe nous connaissons également une accélération de nos ventes, la croissance est de 21 % ; et la zone Asie est en expansion très forte : nos ventes y ont progressé de 55 %. Cet important réseau nous permet de toujours mieux connaître et comprendre nos clients.

### L'anticipation des évolutions technologiques.

Grâce à nos studios internes, à notre recherche et développement, mais aussi à des choix marketing clairvoyants, Ubi Soft est toujours bien positionné au lancement des nouvelles consoles. Cette année encore nous avons su être au lancement des nouvelles plates-formes GameBoy® Advance, GameCube™ et Xbox™ avec des produits majeurs. Le développement de l'activité on-line s'inscrit dans la continuité : 80 % de nos jeux PC sont d'ores et déjà multijoueurs on-line. Nous anticipons ainsi, encore une fois l'évolution prochaine du marché PC et bientôt Console. Au cours de l'exercice, nous avons lancé **ubi.com**, le portail de référence de tous les fans des jeux Ubi Soft. Grâce à ce portail, nous renforçons le contact avec les joueurs et nous leur donnons les moyens de participer à des communautés autour des mêmes passions.

### ■ Les perspectives sont également prometteuses.

Nous poursuivons la création interne de **best-sellers**. Aussi, pour que notre créativité se transforme à coup sûr en succès, nous plaçons le consommateur au centre de nos actions. Nous sommes à l'écoute du joueur partout dans le monde grâce à nos développeurs et spécialistes de l'édition et à leur engagement dans le métier du jeu.

Notre expertise est reconnue et récompensée : **Tom Clancy's Splinter Cell™** a ainsi obtenu le prix du meilleur jeu<sup>(1)</sup> de l'année 2002, meilleur jeu d'action/aventure et celui du meilleur jeu Xbox™<sup>(2)</sup> ; il est largement plébiscité par la presse. Le nouvel exercice, commencé en avril 2002, n'a jamais été aussi prometteur. Nos prochains blockbusters se nomment **Tom Clancy's Splinter Cell™**, **Tom Clancy's Rainbow Six® Raven Shield™**, **Rayman®3 : Hoodlum Havoc, XIII, La Somme de Toutes les Peurs™** et **Ghost Recon™** : à eux seuls, nous estimons que ces jeux devraient représenter 6 millions d'unités vendues. D'autres triples "A" qui vont vous surprendre, sont déjà planifiés et/ou en développement dans nos studios. Pour n'en citer que quelques uns : les suites de **Myst**, **Prince of Persia®**, **Project BG&E\***, **Settlers®V, Loose Cannon™**, et bien d'autres...

Nous poursuivons parallèlement notre **percée dans le jeu on-line**. D'ici à la fin de l'année, deux titres massively multiplayer on-line (MMO) vont être lancés. **Shadowbane**, l'un des jeux les plus attendus dans sa catégorie, sortira en Amérique du Nord ; et en Europe, nous allons éditer le plus célèbre des MMO, **EverQuest®**, dans des versions localisées.

A l'horizon 2006, nous serons dans le **top 5 des éditeurs mondiaux**. Fort de cet objectif, nous poursuivons l'amélioration de tous nos ratios financiers : j'ai la conviction que nous disposons de tous les atouts pour y arriver.

Seize ans après la création de la société, nous devons toujours nos succès à l'implication et au talent de toutes les équipes. Je tiens à leur renouveler mes remerciements aujourd'hui. Je suis également reconnaissant à nos partenaires commerciaux, financiers et actionnaires de la confiance qu'ils ont toujours manifestée dans notre société. Ensemble, nous travaillons à faire avancer l'univers des jeux vidéo et à fournir aux joueurs des moments intenses et inédits de divertissement.



**Yves Guillemot,**  
Président Directeur Général

(1) Salon ECTS, Londres 29-31 août 2002.

(2) Elu Meilleur jeu Action/Aventure par les journalistes de l'E3, Los Angeles 22-24 mai 2002. Elu Meilleur jeu de l'année 2002 sur Xbox™ par Gamespot.

\* Titre provisoire.

## Le chiffre d'affaires consolidé d'Ubi Soft a progressé

au rythme de 40 % par an, en moyenne, sur les cinq derniers exercices.

Cette croissance soutenue et maîtrisée offre des bases solides

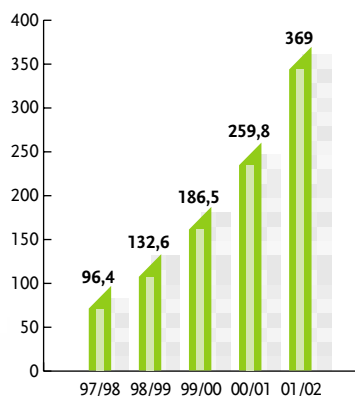
de développement et d'une amélioration de la rentabilité.

# UNE STRATEGIE GAGNANTE EN CHIFFRES

### UNE CROISSANCE DYNAMIQUE

Conformément à ses prévisions, Ubi Soft a dégagé, au cours de l'exercice 2001/2002, un chiffre d'affaires en progression de 42 % par rapport à l'exercice antérieur, dont 18 % de croissance interne. Supérieure aux objectifs du Groupe, la contribution des acquisitions réalisées en 2000/2001 est forte. Elle a représenté 108 millions d'euros.

#### Chiffre d'affaires consolidé (en millions d'euros)

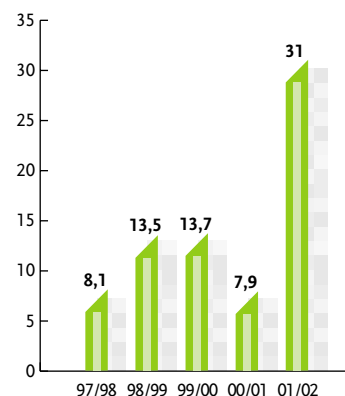


### AMELIORATION SIGNIFICATIVE DE LA RENTABILITÉ

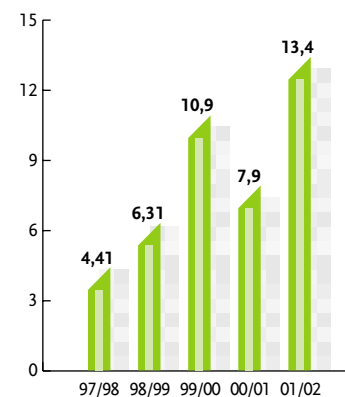
La croissance soutenue des ventes, l'amélioration des marges brutes, la bonne maîtrise des dépenses opérationnelles et la poursuite des gains de productivité, contribuent à la forte progression du résultat d'exploitation (+292 %).

Ainsi, le chiffre d'affaires par employé progresse de 38 % pour s'établir à 194 000 euros, après une augmentation de 26 % l'année précédente. La maîtrise des dépenses opérationnelles est confirmée par leur progression inférieure à celle des ventes (+34 % contre +42 %).

#### Résultat d'exploitation \* (en millions d'euros)



#### Bénéfice net \* (en millions d'euros)



\* Avant amortissement des écarts d'acquisition et des fonds de commerce.

40 % de croissance par an,  
en moyenne, sur les 5 derniers exercices.



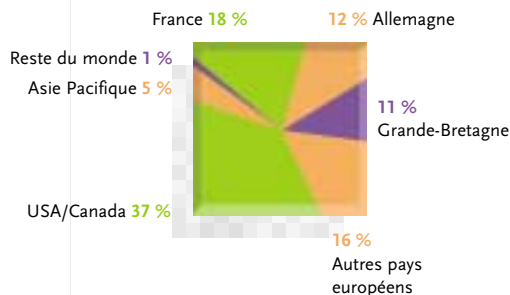
## UBI SOFT INTERNATIONALISE SES COMPTES

Parallèlement à ses comptes consolidés en normes comptables françaises, Ubi Soft présente désormais, des comptes pro forma selon les normes US Gaap. Ces comptes facilitent la comparaison avec les autres grands éditeurs mondiaux de jeux vidéo. Selon les normes américaines, les dépenses de recherche et de développement interne sont passées en charges, au lieu d'être amorties sur plusieurs exercices comme l'autorisent les normes françaises.

## PARTIE GAGNANTE SUR TOUS LES CONTINENTS

Ubi Soft a renforcé sa présence sur des marchés clés grâce à l'accélération des performances dans les structures existantes avec l'ouverture de nouvelles implantations commerciales et par ses acquisitions. Les ventes ont doublé en Amérique du Nord, progressé de plus de 20 % en Europe et de 55 % dans la zone Asie Pacifique.

### Chiffre d'affaires par zone géographique



## CHIFFRES CLÉS

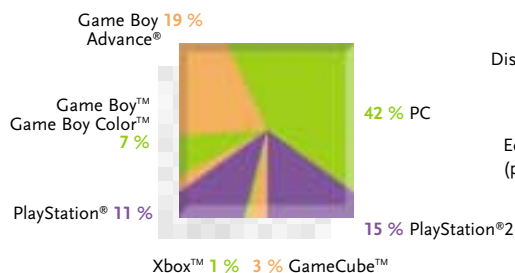
en millions d'euros	Normes françaises		Pro forma US Gaap	
	01/02	00/01	01/02	00/01
Chiffre d'affaires	369,0	259,8	369,0	259,8
<b>Résultat d'exploitation (avant goodwill)</b>	<b>31,0</b>	<b>7,9</b>	<b>8,7</b>	<b>(19,1)</b>
Marge opérationnelle	8,4 %	3 %	2,4 %	NS
Résultat net consolidé (avant goodwill)	13,4	6,0	(1,2)	(12,5)
Résultat net consolidé (après goodwill)	8,0	3,6	(6,6)	(13,9)
Bénéfice par action (avant goodwill) *	0,77	0,30	(0,07)	(0,74)
Bénéfice net par action (après goodwill) *	0,46	0,21	(0,38)	(0,82)

\* En euros par action.

## UNE NOUVELLE GENERATION DE SUCCES

Ubi Soft a anticipé la montée en puissance des nouvelles plates-formes avec des titres phares adaptés à chaque console. Au lancement des nouvelles consoles Xbox™ et GameCube™, plusieurs titres Ubi Soft figuraient parmi les premières sorties. Parallèlement les ventes de jeux sur PC ont bénéficié des succès de **Myst®III : Exile** et de **Tom Clancy's Ghost Recon™**, entre autres...

### Chiffre d'affaires par type de plate-forme



## DES JEUX POUR TOUS

Un axe fondamental de la stratégie d'Ubi Soft est la création des jeux en interne. Les titres majeurs de l'exercice sortent de ses studios : le chiffre d'affaires du développement en effet, progresse de 6 points en pourcentage par rapport à l'année précédente.

### Chiffre d'affaires par activité



**Ubi Soft est coté depuis 1996** à la Bourse de Paris.

L'action Ubi Soft figure dans l'indice SBF120 et a intégré l'Indice Next Economy depuis janvier 2002.

Quatre titres sont aujourd'hui cotés sur le premier marché d'Euronext Paris.

# UBI SOFT EN BOURSE

## **ACTION :**

(Euroclear : 5447,  
Reuters : UBIP.PA)  
Bloomberg : UBI FP)  
Nombre d'actions  
au 31 mars 2002 :  
17 368 732 actions.

## **BON DE SOUSCRIPTION D'ACTION**

(Euroclear : 22 552)  
Prix d'émission : 136 €  
(soit 892,10 F)  
Prix d'exercice : 170 €  
(soit 1115,13 F)  
Période d'exercice :  
du 3 novembre 1999  
au 2 novembre 2002 inclus.

## **OBLIGATION CONVERTIBLE 3,80 %**

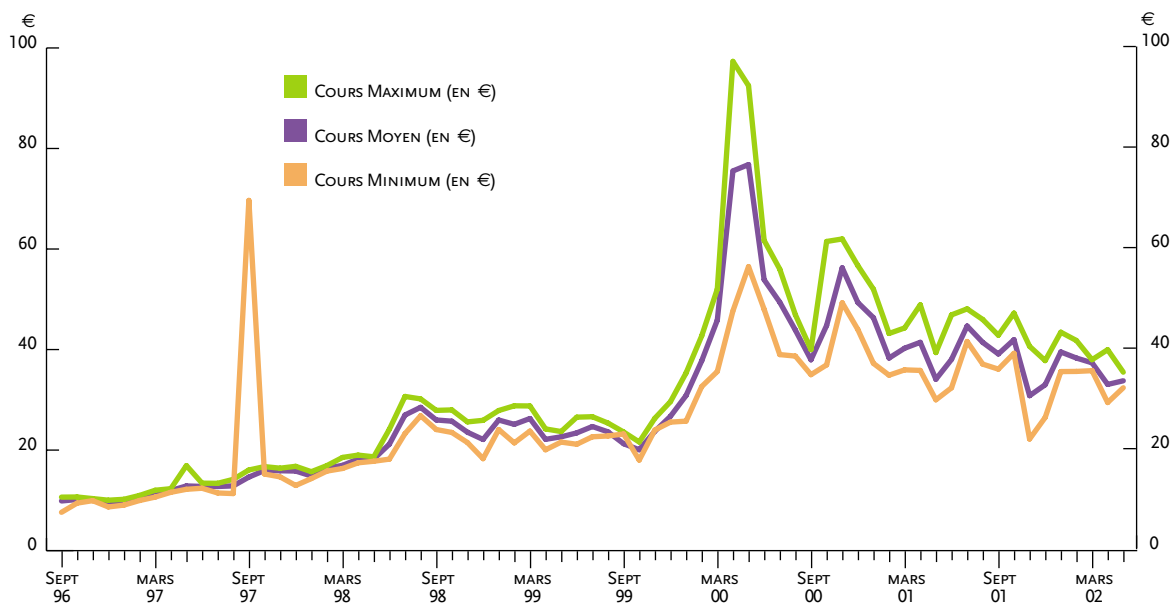
(Euroclear : 18 062)  
Prix d'émission : 164,64 €  
(1 080 F) par obligation  
(au 16 juillet 1998).  
(Suite à la division du nominal  
par 5, 1 obligation permet  
de souscrire à 5 actions  
de 0,31 € de nominal)  
Durée de l'emprunt : 7 ans  
Intérêt annuel : 3,80 % l'an,  
soit 6,26 € par obligation,  
payable à partir du 16 juillet  
de chaque année.

## **OCEANE**

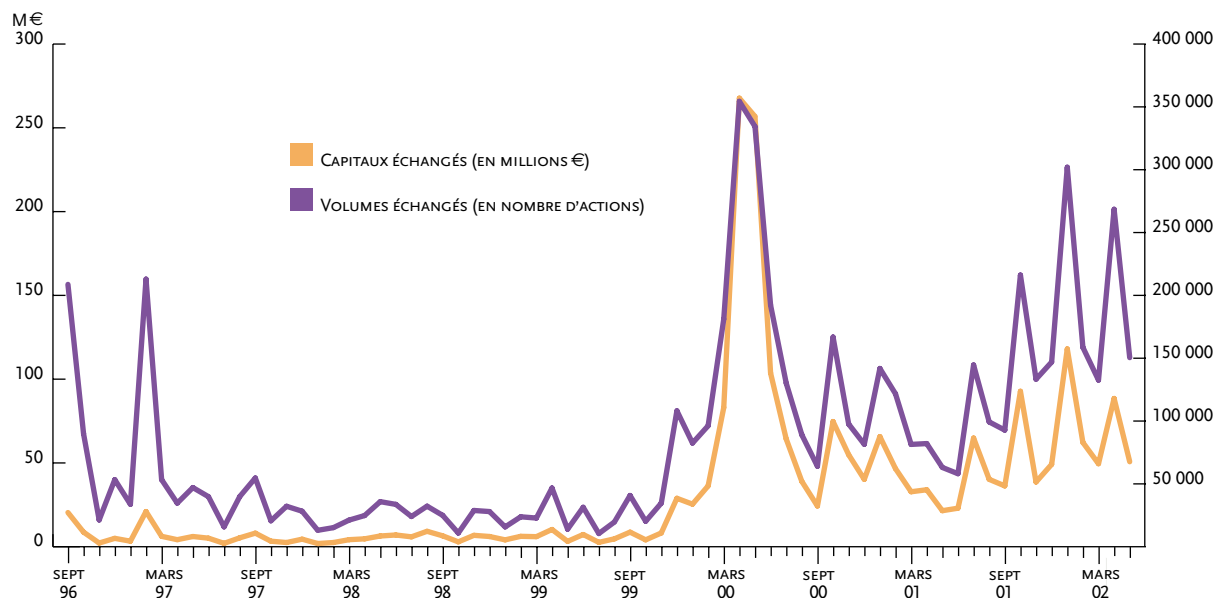
(Euroclear : 18 812)  
Prix d'émission : 47,50 €  
(au 30 novembre 2001)  
Durée de l'emprunt : 5 ans  
Intérêt annuel : 2,5 % l'an  
payable à terme échu le  
30 novembre de chaque année,  
plus une prime de 2 %  
l'an, payable à l'échéance.

Informations actionnaires  
[www.ubisoft.finance.com](http://www.ubisoft.finance.com)

## EVOLUTION DE L'ACTION PAR MOIS <sup>(1)</sup>



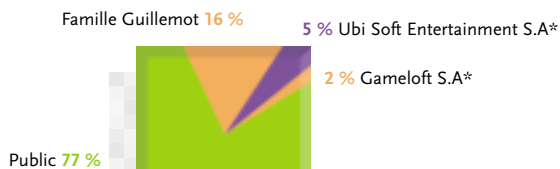
## VOLUME ET CAPITAUX ECHANGES PAR MOIS <sup>(1)</sup>



(1) Les données tiennent compte de la division du nominal par 5, le 17.01.00.

## REPARTITION DU CAPITAL

Au 1<sup>er</sup> août 2002, la famille Guillemot détenait 26 % des droits de vote.



\* Sans droit de vote.

### Un réalisme à toute épreuve

“Avec ses nouveaux graphismes et la possibilité d'aller aux quatre coins du monde avec un équipement high tech, cette série établit une nouvelle norme”. - PC Gamer

- La gamme Tom Clancy est la deuxième marque de jeu de tir la plus populaire de tous les temps.
- La gamme Rainbow Six s'est vendue à plus de 7,5 millions d'exemplaires dans le monde.

# TOM CLANCY'S RAINBOW SIX® : RAVEN SHIELD™







# TOM CLANCY'S SPLINTER CELL™

"Les graphismes sont époustouffants, et le gameplay est particulièrement stimulant. Ce jeu suscite beaucoup d'attention et va faire un malheur sur Xbox™." - Microsoft

■ Tom Clancy's Splinter Cell permet à la marque de s'attaquer à un nouveau genre: le jeu d'action tactique à la troisième personne.

**L'arrivée de la nouvelle génération de consoles** sur tous les marchés internationaux a renforcé le développement du secteur : en 2001 le chiffre d'affaires de l'industrie du jeu vidéo a dépassé celui du box office. L'engouement grandissant pour les jeux conforte l'ambition d'Ubi Soft : l'industrie du loisir interactif devrait peser plus de 22 milliards de dollars en 2004, soit une croissance de plus de 22 % par an.

# LE JEU VIDEO PREND UNE NOUVELLE DIMENSION

## LES JEUX VIDEO UN UNIVERS POUR TOUS

L'univers du joueur a changé en quelques mois. Après le succès de la console portable GameBoy® Advance de Nintendo, lancée en juin 2001 et vendue à près de 8 millions d'unités<sup>(1)</sup> dans le monde en six mois, deux nouvelles consoles sont apparues en fin d'année : la GameCube™

et la Xbox™. Offrant des capacités de base équivalentes et des potentialités différentes, chacune a rencontré son public.

Aux Etats-Unis, 1,5 million<sup>(2)</sup> de consoles vendues à la fin 2001 pour la Xbox™ de Microsoft, et 1,3 million<sup>(3)</sup> d'unités pour la Nintendo GameCube™.

Ces deux nouvelles consoles n'ont fait leur apparition en Europe qu'au premier semestre 2002.

Leur installation va donc s'accélérer sur la fin de l'année et le marché va connaître en 2003-04 une croissance estimée à plus de 20 %.

Ce nouveau parc s'ajoute en effet à celui de la PlayStation®2, commercialisée depuis 2000, qui a pris une longueur d'avance avec une base installée mondiale de 30 millions<sup>(4)</sup> à la fin 2001. Pour sa part, le PC fournit au secteur du jeu une base solide et stable à forte rentabilité, qui a représenté un marché de 2,7 milliards de dollars en 2001<sup>(5)</sup>. La croissance a été de 6 % en valeur (4 % en unité) aux Etats-Unis, et en Europe, le segment a progressé de 7 % en unité et est resté stable en valeur.

La croissance des jeux PC devrait se situer entre 4 et 5 % par an jusqu'en 2005<sup>(6)</sup>.

(1) (2) (3) (4) (5) (6) IDG, mars 2002.



Stand E3 2002 - Ubi Soft - Los Angeles.

		Sony PlayStation®2	Microsoft Xbox™	Nintendo GameCube™
USA	prix de lancement	299 \$	299 \$	199 \$
	date de lancement	26 oct. 2000	15 nov. 2001	18 nov. 2001
	prix actuel*	199 \$ (mai 2002)	199 \$ (mai 2002)	149 \$ (mai 2002)
Europe	prix de lancement	300 €	479 €	199 €
	date de lancement	24 nov. 2000	14 mars 2002	3 mai 2002
	prix actuel*	259 € (sept. 2002)	249 € (sept. 2002)	199 €
Japon	prix de lancement	29 800 ¥ (320\$)	34 800 ¥ (260\$)	25 000 ¥ (185\$)
	date de lancement	4 mars 2000	22 fev. 2002	14 sept. 2001
	prix actuel*	230 \$	162 \$	162 \$

\* (Septembre 2002).

## UN LOISIR TOUT PUBLIC

Le décollage de la Xbox™ et de la GameCube™ a été assuré par une cible particulière, le "hardcore gamer", ou joueur assidu. Premier acheteur des nouvelles consoles, ce joueur est passionné de jeux vidéo, âgé au minimum de 18 ans, est très exigeant. Il dispose d'un budget élevé dédié aux divertissements et achète en moyenne entre 6 et 12 jeux par an. Le "hardcore gamer" assure l'installation des premiers millions de machines et le succès des jeux. La baisse des prix, quelques mois après leurs lancements, a facilité l'arrivée des nouvelles consoles sur le marché, car elle a permis d'élargir le public des "experts" du départ, à un public plus large. Après les succès passés de la PlayStation® et de la Nintendo 64, le jeux vidéo intéresse donc plus que jamais le marché de masse. Les loisirs interactifs deviennent un phénomène de mode largement répandu, touchant toutes les populations. Les jeux vidéo progressent dans les familles y compris parmi les adultes. On note aussi un intérêt croissant chez les femmes, en témoignent les succès de **Myst® III : Exile**, **Chessmaster®**...

Ainsi, aux Etats-Unis, marché référence par rapport à l'Europe, les jeux vidéo arrivent en tête des loisirs d'intérieur<sup>(7)</sup> (pour 35 % des familles), loin devant la télévision, les films (19 %), ou la lecture (13 %). Parmi les familles américaines qui possèdent une console, 36 % disent acheter en moyenne un jeu par mois.

## ET DEJA D'AUTRES NOUVELLES GENERATIONS DE JOUEURS...

L'arrivée du jeu en ligne sur les consoles et la démocratisation des jeux en réseaux sur PC n'a cessé d'élargir l'univers du jeu.

Le jeu massivement multijoueurs en ligne (MMO) est un jeu permanent, qui évolue 24h/24.

Il commence avec son installation et vit indépendamment de la présence du joueur.

En moyenne, plus de 100 000 personnes y jouent tous les jours, à toutes les heures, partout dans le monde.

Avec l'aménagement progressif de bandes passantes à haut débit (broadband), les MMO vont connaître une véritable explosion.

En 2001 aux Etats Unis, la vente des jeux MMO a pour la première fois dépassé le million<sup>(8)</sup>,

le marché mondial des MMO a été estimé en 2001 à 200 millions de dollars<sup>(9)</sup>.

Aux Etats-Unis, d'ici 2005, près de 40 % des familles bénéficieront de connexions à bande passante large et, parmi les joueurs, près de 70 % en disposent déjà.

Ces nouvelles options en ligne des jeux vidéo devraient donc également élargir ce loisir à de nouveaux adeptes.



## UBI SOFT, BIEN POSITIONNE SUR UN MARCHE EN CROISSANCE

Ubi Soft développe des jeux sur les créneaux les plus porteurs du marché et sur les plates-formes leaders. Développer un jeu sur plusieurs supports permet, avec un coût supplémentaire maîtrisé, de multiplier les ventes et d'atteindre tous les joueurs.

Parmi les hits de l'année 2001/2002

**PC : Myst® III : Exile**, **Tom Clancy's Ghost Recon™**, **Chessmaster®**, **Battle Realms™**, **Scrabble®** (hors USA), **IL-2 Sturmovik™**, **Silent Hunter™2**, **Pool of Radiance™**.

**PlayStation®2 : Rayman®M™**, **Batman™ : Vengeance**, **Disney's Tarzan™ Freeride**, **Grandia II™**, **Pro Rally 2002**, **Worms Blast**, **Ministry of Sound...**

**GameCube™ et Xbox™ : Batman™ : Vengeance**, **Disney's Tarzan™ Freeride**, **Disney Donald Duck - Couak Attack** et **Star Wars™ : Rogue Leader™ : Rogue Squadron™ II**, (uniquement GameCube),...

**GameBoy Advance® : Rayman® Advance**, **Tom Clancy's Rogue Spear™**, **Planet of Apes™**, **Salt Lake 2002™**, **Tom & Jerry : The Magic Ring**, **Ice Age™**, **ET™ The Extra-Terrestrial**, **Breath of Fire...**

(7) Datamonitor, 2002.  
(8) ICG, mars 2002.



**La qualité d'un jeu n'a de sens** que si elle est perçue par le joueur. Les attentes des joueurs sont une donnée essentielle dans la conception d'un jeu, de son univers ou de son game play, mais aussi pour le choix des genres et l'adaptation des jeux aux différentes plates-formes. Le consommateur est au cœur de toutes les démarches d'Ubi Soft : du concept, en passant par la maquette, jusqu'au jeu final.

Ubi Soft a choisi, dès ses débuts, d'intégrer la création et le développement de ses jeux dans des studios internes. Aujourd'hui, le développement représente 72 % du chiffre d'affaires consolidé.

## DES STUDIOS CRÉATEURS DE HITS

### LES MARQUES INTERNES ET LES STUDIOS : UN FACTEUR DIFFÉRENCIATEUR FORT

Ubi Soft est créateur de marques.

Aujourd'hui la société développe des marques internationales fortes, créées dans ses studios ou par les sociétés acquises :

**Rayman®**, **Settlers™**, **Chessmaster®**, **Tom Clancy's Rainbow Six®**, **Tom Clancy's Ghost Recon™**

et **Tom Clancy's Splinter Cell™** font partie de son riche portefeuille de titres.

De Montréal à Paris, de Casablanca à Shanghai ou encore à Raleigh en Caroline du Nord et dans tous les sites de développement, les 1260 spécialistes d'Ubi Soft mettent leur talent au service de la création et partagent une même priorité : concevoir des jeux d'excellente qualité, futurs succès mondiaux, qui passionneront le joueur.

Des créations de marques originales et extraordinaires, comme **Project BG&E\***, le futur jeu de Michel Ancel ou encore des jeux issus de licences fabuleuses telles que **XIII** ou **Batman™** : **Vengeance** renforcent la réputation des studios Ubi Soft. De plus, les acquisitions de 2000/2001 ont apporté de nouveaux genres et de nouveaux savoir-faire.



Leur intégration rapide a permis de démultiplier la force créative d'Ubi Soft et de proposer dès cette année, de nouveaux titres triple "A" adaptés sur les consoles nouvelle génération. La série **Tom Clancy's** a ainsi bénéficié de la synergie des studios Ubi Soft et de Red Storm - maîtres du genre Tactical Shooting sur PC. Cette année, après son formidable succès sur PC, **Tom Clancy Ghost Recon™** va être lancé sur console, **Tom Clancy : Raven Shield™**, le troisième volet de la célèbre série **Rainbow Six®**, a été développé. Un nouveau genre, parmi les marques du groupe -le Third Person Stealth Action- a été également créé dans le studio de Montréal avec **Splinter Cell™**.



## DES JEUX POUR TOUTES LES PLATES-FORMES

En 2002, Ubi Soft avait en développement 151 titres. Le choix stratégique d'Ubi Soft est désormais de concentrer la production interne sur la création et le renforcement des marques existantes ainsi que sur des titres à très fort potentiel. Actuellement 75 jeux sont en développement dans ses sites, et les nouveaux blockbusters sont déjà en planification et en développement pour 2003/2004.

De plus, grâce à son savoir-faire, Ubi Soft réussit à la fois, à se positionner très tôt sur les nouvelles consoles, à accompagner leur montée en puissance et à adapter ses produits à l'évolution du marché. Parmi les titres en développement dans les studios, Ubi Soft compte 34 jeux sur PS2, 26 sur GameCube™, 21 sur Xbox™, 20 pour GBA et 48 sur PC.

■ Les blockbusters de 2002-2003 vont être **Tom Clancy's Splinter Cell™**, **Rayman®3 : Hoodlum Havoc**, **Tom Clancy's Rainbow Six® Raven Shield™**, **XIII**, **Tom Clancy's Ghost Recon™**, **La Somme de Toutes les Peurs™**.

## UN PALMARES TOUJOURS IMPRESSIONNANT

A chaque édition du salon E3 de Los Angeles, (l'événement international majeur du jeu vidéo), la qualité et la créativité des nouveaux jeux signés Ubi Soft est consacrée :

### **Tom Clancy's Splinter Cell™**

Elu Meilleur jeu Action/Aventure par les journalistes de l'E3 2002.  
Elu Meilleur graphisme de l'année 2002 sur Xbox™ par IGN.com.  
Elu Meilleur jeu de l'année 2002 sur Xbox™ par Gamespot.

### **Rayman®3 : Hoodlum Havoc**

Elu Meilleur jeu de l'année 2002 sur GameCube™ et sur GameBoy® Advance par IGN.com.

### **Tom Clancy's Rainbow Six® : Raven Shield™**

Elu Meilleur jeu de simulation tactique par SimHQ.  
Elu Meilleur jeu de l'E3 2002 de la catégorie First Person/Tactical Shooters par Wargamer.

et bien d'autres...

**Lock On : Air Combat Simulation** - Meilleur jeu de simulation E3 2002 (Wargamer) ; Nominé dans la catégorie Meilleure simulation (IGN.com).

**Disney Lilo & Stitch™** - Nominé dans la catégorie Meilleurs graphismes sur Game Boy® Advance (Europe seulement) (IGN.com).

**Far Cry™** - Nominé dans les catégories Meilleur jeu d'action, Excellente technologique et plus grande surprise (IGN.com).

**Larry Bond's : Harpoon®4** - Meilleur combat naval (SimHQ).

**IL-2 Sturmovik™ : the Forgotten Battles™** - Meilleur jeu de simulation E3 2002 (Wargamer).

La 2<sup>ème</sup> plus grande force de création de jeu vidéo au monde.



# UN SUCCES INTERNATIONAL

## **SEDUIRE CHAQUE JOUEUR, PARTOUT DANS LE MONDE**

La présence mondiale d'Ubi Soft lui permet de connaître précisément les attentes des joueurs, de suivre l'évolution des goûts et des tendances.

## **Un succès international**

Ubi Soft a implanté des filiales commerciales sur les principaux marchés : aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France ou encore au Japon ou en Chine...

Au total, le groupe a des équipes de vente en contact direct avec les détaillants, dans 21 pays et indirectement dans plus de 50. Cette maîtrise de la distribution garantit à Ubi Soft un contrôle local des ventes de ses produits, et un bon positionnement dans les linéaires. Ubi Soft a ainsi gagné des parts de marché sur tous les pays. Il est 6<sup>ème</sup> sur PC aux Etats-Unis et positionné entre la 3<sup>ème</sup> et la 5<sup>ème</sup> place, toutes plates-formes confondues, en Europe. Ubi Soft est également le premier éditeur en Chine.

La proximité du joueur permet d'être toujours à l'écoute pour adapter chaque produit et chaque lancement au territoire concerné. Ainsi Ubi Soft localise ses jeux dans 25 langues en créant des versions multilingues du produit, mais aussi de l'emballage et du manuel d'utilisation.



Ubi Soft a implanté des filiales commerciales sur les principaux marchés.

## DES LICENCES PRESTIGIEUSES...

Les licences sont un fabuleux support pour le jeu vidéo. Issues d'une série culte de la télévision, du cinéma ou de la BD, elles offrent un excellent tremplin pour séduire un plus grand nombre de joueurs et multiplier les ventes.

Ubi Soft capitalise sur la forte notoriété des personnages ou des univers pour concevoir de nouveaux jeux à succès. Chaque jeu est créé "sur mesure" afin de trouver le concept le mieux adapté, à la fois à l'esprit et à l'univers des héros. Sa capacité à construire des marques et à les exploiter dans la durée, est unanimement reconnue, les plus grands lui font confiance :

**CBS : Crime Scene Investigation,**

**Dargaud : XIII,**

**Dupuis : Largo Winch,**

**Disney studios : Blanche Neige™,**

**Peter Pan™ - Retour au Pays Imaginaire,**

**Lilo & Stitch™, Treasure Planet...**

**Fox Interactive : L'Age de Glace™,**

**La Planète des singes...**

**Jim Henson : Bear in the Big Blue House...**

**Mattel : Scrabble® (hors USA),**

**Paramount Viacom : La Somme de Toutes les Peurs™.**

**Sony Pictures : Drôles de Dames™,**

**Tigre et Dragon™,**

**Viacom : Sabrina,**

**Universal : La Momie.**

## DES ACCORDS D'EDITION MAJEURS

La dimension internationale et la notoriété d'Ubi Soft lui permettent de tisser des liens avec des partenaires puissants et à forte visibilité du monde du jeu vidéo. Le groupe signe régulièrement des accords d'édition (publishing) avec des majors du secteur, pour l'édition de leurs jeux.

**Bethesda Softworks : Morrowind™.**

**Capcom : Megaman 2, Street Fighter3 (GBA).**

**Codemasters : Colin McRae Rally et Mike Tyson (GBA).**

**Crave Entertainment : Battle Realms™ :**

**Winter of the Wolf, UFC.**

**Eidos : Lara Croft Tomb Raider™ : the Prophecy (GBA).**

**NewKidCo : Tom & Jerry™, ET™ the Extra-Terrestrial.**

**Sony Online : EverQuest® : Planes of Power.**

**Team 17 : Worms Blast®.**



## DES PARTENAIRES MARKETING

Des accords avec des multinationales, renforcent la visibilité et la pérennité des jeux Ubi Soft.

**Grande consommation :** BN (France), Burger King (USA), Dragon Optical (USA), Langer's Juice (USA), Kentucky Fried Chicken (Grande-Bretagne), Kraft/Nabisco (USA), Nivea (Allemagne), Oasis (Cadbury – France), Phoskitos (Nutrexpa – Espagne), Rauch (Italie), Quick (France), Wendy's (USA).

**Media :** AOL(UK), Cartoon Network (USA), Discovery Channel/Animal Planet (USA), Fox (Grande-Bretagne), Mirror (UK), T-Online (Allemagne).

**Edition :** Bayard Publishing (France), Goldmann Publishing (Allemagne), Group Correo publishing (Espagne).

**Divertissement :** Futuroscope (France), Panini (Europe), Universal Pictures (Europe), Universal Music (Allemagne), Futuroscope (France).

### Créer des marques originales

"...facilement l'un des jeux les plus impressionnants graphiquement sur la PlayStation® 2". - GameSpot, Mai 2002

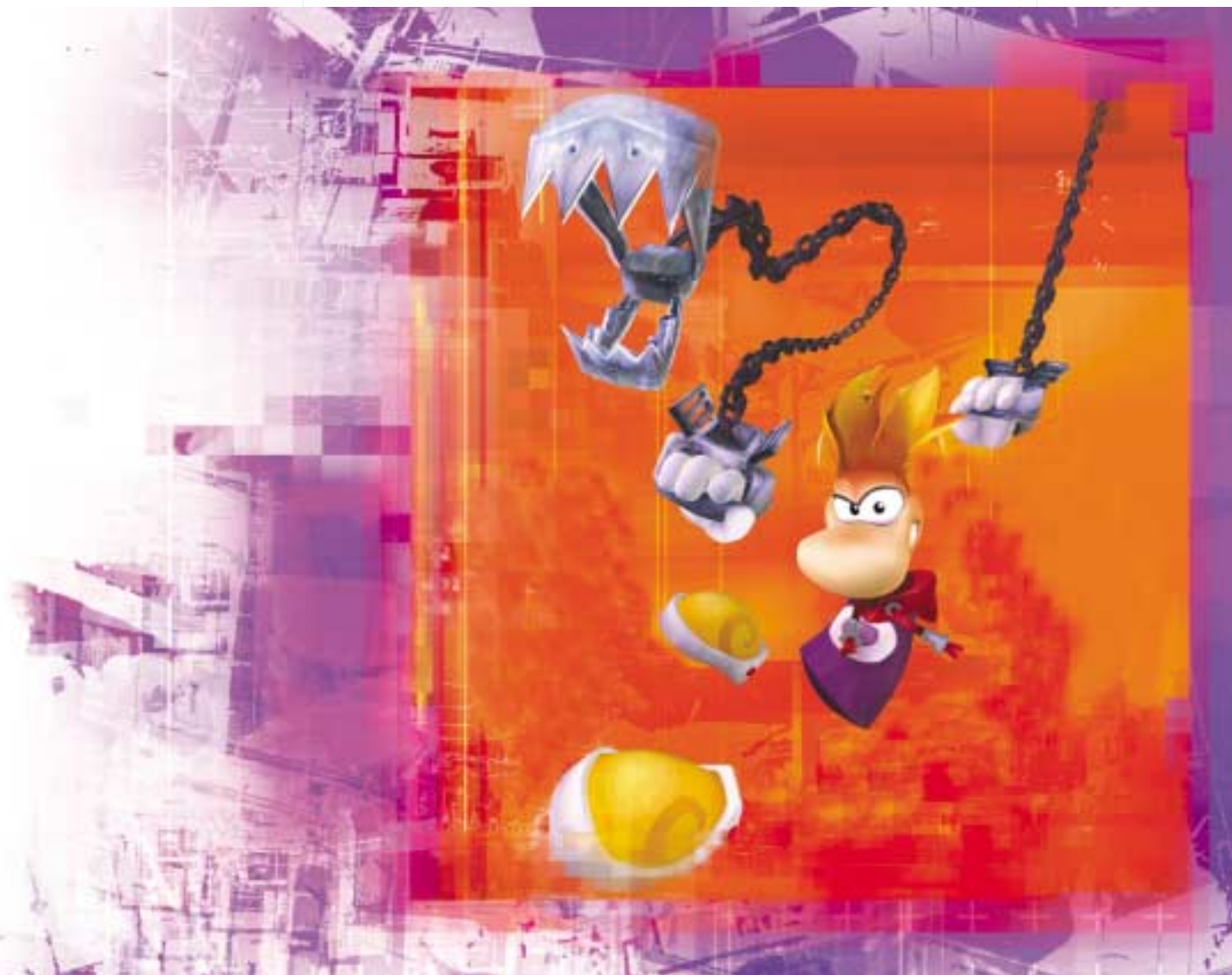
■ Les critiques ont salué cette dernière œuvre de Michel Ancel, le créateur de **Rayman®**.

# PROJECT BG&E™\*



\* Titre provisoire.





# RAYMAN® 3 : HOODLUM HAVOC

## Lancer des hits

"**Rayman®3** est l'un des titres les plus beaux pour les consoles nouvelle génération". - IGN.com

■ La franchise Rayman s'est vendue à plus de 12 millions d'exemplaires dans le monde.

**Le développement des jeux en ligne** modifie la façon de jouer. Le jeu en ligne procure des nouvelles sensations au joueur, il lui ouvre de nouveaux horizons et crée de nouveaux défis. "L'accès" multijoueurs en ligne ajoute un nouvel intérêt au jeu comme le firent la couleur, le son et la 3D. La création du portail ubi.com en 2001 constitue une présence offensive sur ce secteur du marché et renforce les relations avec les joueurs. Aujourd'hui, Ubi Soft passe à la vitesse supérieure, avec pour objectif de se hisser parmi les cinq premiers acteurs mondiaux du jeu en ligne d'ici 2005/2006.

## UBI.COM : JOUER POUR LE FUTUR

### UBI.COM : LA PARTIE A COMMENCE

Créé en 2001, le portail ubi.com accueille déjà 2 millions de visiteurs uniques par mois et compte plus d'1 million de membres dès sa première année. Plusieurs milliers de passionnés sont connectés en permanence pour jouer en ligne aux jeux Ubi Soft. Grâce au portail, une quinzaine de communautés de joueurs se sont créées autour des principaux titres et sont ainsi en contact direct avec les marques phares du groupe. Cette nouvelle proximité permet de mieux connaître les joueurs, de dialoguer avec eux, d'identifier leurs exigences et de les informer sur leurs jeux. Un jeu sur deux développé dans les studios d'Ubi Soft offre des fonctionnalités en ligne : la proportion a atteint cette année 80 % pour les jeux sur PC.

Les jeux sur consoles deviennent à leur tour multijoueurs en ligne à mesure que les consoles offrent la possibilité de connexions Internet. La Xbox™ de Microsoft, avec son service Xbox™ Live, intègre déjà des fonctionnalités haut débit. Au lancement de son service, en novembre prochain, Ubi Soft, sera encore une fois présent, avec **Tom Clancy's Ghost Recon™**, l'un des sept premiers jeux disponibles.



Shadowbane



## ENTREE REMARQUEE DANS LE MMO

Les jeux massivement multijoueurs en ligne (MMO) forment un segment à part et en pleine croissance du jeu en ligne, notamment aux USA et en Asie. Même si les MMO sont encore un marché de niche, c'est le seul secteur du jeu en ligne qui génère un revenu récurrent via un système d'abonnement, en général mensuel.

En éditant **Shadowbane** en Amérique du Nord, Ubi Soft fait une première incursion remarquée sur le premier marché des jeux MMO.

**Shadowbane**, développé par Wolfpack Studios, est le premier jeu en ligne massivement multijoueurs qui combine les genres du jeu de rôles médiéval-fantastique et du jeu de stratégie. Les joueurs peuvent modifier l'histoire, l'environnement et le contexte politique du jeu lui-même.

Attendues avec impatience par tous les fans, des versions localisées d'**EverQuest®** seront lancées en Europe fin 2002 et en Chine début 2003.

Ubi Soft a signé avec Sony Online Entertainment, des contrats d'édition, de localisation et de service clients pour le célèbre jeu.

Ainsi, pour la première fois, le plus populaire des jeux MMO au monde, qui compte actuellement 450 000 abonnés, sera enfin accessible en français, allemand et chinois, s'ouvrant ainsi à de nouveaux marchés.

Ubi Soft a également acquis les droits mondiaux pour éditer la future version en ligne de **Myst®** qui sera lancée fin 2003.



## MYST ONLINE\* : UN UNIVERS HORS DU COMMUN

Rand Miller, le créateur de **Myst®**, a élaboré un jeu d'aventure multijoueurs en ligne, basé sur un monde persistant, qui fera revivre l'extraordinaire univers visuel de **Myst®**.

Ubi Soft, déjà éditeur des précédents titres de la série, en a acquis les droits mondiaux.

La série **Myst®**, s'est vendue à plus de 11 millions d'exemplaires à travers le monde sur PC.

**Myst®** en ligne saura donc passionner les inconditionnels de la saga et les fans de jeux MMO qui apprécieront son atmosphère captivante, son esthétisme et sa simplicité d'utilisation. Le jeu présente des graphismes 3D en temps réel extraordinaires, des intrigues riches, et la possibilité de "dialoguer" avec les autres joueurs. **Myst®** en ligne permettra à tous les joueurs de vivre pleinement les Ages de l'histoire de **Myst®**.

\*Titre provisoire.

Se hisser parmi les 5 premiers acteurs  
mondiaux du jeu en ligne d'ici 2006.

## La série culte

"The **Settlers**® est une série incroyable qui s'améliore à la sortie de chaque nouveau volet..." PC Format

■ Cette série s'est vendue à plus de 3,5 millions d'exemplaires dans le monde.

# THE SETTLERS® IV







# CHESSMASTER® 9000

## La légende du genre

"La gamme **Chessmaster®** est incontournable quand on cherche un jeu d'échec".  
GameSpot.com

■ **Chessmaster®**, la marque la plus vendue dans la catégorie jeux d'échecs, s'est vendue à plus de 5 millions d'exemplaires dans le monde.

**Le succès des jeux Ubi Soft** repose sur le savoir-faire de 1900 hommes et femmes qui partagent la volonté d'être les meilleurs dans leur domaine. Tous mettent leur talent et leur enthousiasme au service d'une même ambition : se hisser au 5<sup>ème</sup> rang mondial en 2005/2006.

# LES MEILLEURS TALENTS POUR UNE MEME AMBITION

## LES EQUIPES D'UBI SOFT

Elles sont avant tout formées d'experts qui maîtrisent parfaitement leur spécialité et sont proches des joueurs auxquels elles s'adressent : leur moyenne d'âge est de 29 ans.

Ubi Soft recrute des profils de haut niveau en création de jeux vidéo et les juniors sont issus des meilleures formations.

Tous prennent une part active au développement de l'entreprise, à leur échelle.

Ils utilisent et maîtrisent les dernières technologies, ainsi que des outils de pointe que les équipes R&D développent en interne.

De plus, le déploiement à l'international de la société permet au groupe de s'enrichir de la culture et de l'ingéniosité de 22 nationalités :

cette diversité culturelle profite à tous, aux consommateurs et aux équipes elles-mêmes.

Respectueux des talents qui construisent tous les jours son succès, à l'écoute des initiatives, Ubi Soft permet à chacun de réaliser ses projets professionnels dans un cadre de travail stimulant.



## PROFESSION : TALENT CHEZ UBI SOFT

Une trentaine de métiers participent à la création d'un jeu vidéo. 540 femmes, 1 360 hommes, 22 nationalités...

### A la production, ils sont :

graphistes, game designers, sound designers, info-designers, informaticiens, animateurs, scénaristes, data managers, testeurs...

### A l'édition, ils sont :

chefs de produits, responsables des achats, contrôleurs de gestion...

Partager la même ambition :  
se dépasser.

### Suspense garanti

“**XIII** est l'un des jeux de tir à la première personne les plus novateurs de l'année”. GameSpot.com

■ **XIII** plonge les joueurs dans un univers de type cartoon.

# XIII





## L'une des marques PC la plus vendue au monde

"**Myst**® III bénéficie des mêmes paysages riches et envoûtants que ses célèbres prédécesseurs". Time Magazine

■ La série **Myst**® s'est déjà vendue à plus de 11 millions d'exemplaires dans le monde.

# MYST® III : EXILE



2001/2002

# RAPPORT FINANCIER

# RAPPORT FINANCIER

<b>1. Historique du groupe</b>	<b>28</b>
1.1 Dates clés et grandes étapes	28
<b>2. Exercice 2001/2002</b>	<b>30</b>
2.1 Faits marquants de l'exercice 2001/2002	30
2.2 Organigramme du groupe	33
2.3 Analyse de l'activité	34
2.3.1 Chiffre d'affaires consolidé trimestriel et annuel	34
2.3.2 Chiffre d'affaires par métier	34
2.3.3 Evolution des volumes de production	35
2.3.4 Chiffre d'affaires par zone géographique	35
2.3.5 Chiffre d'affaires par type de support	35
2.3.6 Chiffre d'affaires des principales filiales	36
2.4 Effectifs	36
2.5 Commentaires sur les résultats de l'exercice 2001/2002	37
2.6 Renseignements de caractère général et évaluation des risques	38
2.6.1 Protection des marques	38
2.6.2 Politique d'investissement	39
2.6.3 Politique de recherche et développement	39
2.6.4 Litiges	39
2.6.5 Risques	39
2.6.6 Engagements	40
2.6.7 Assurances	40
2.7 Evolution récente	41
2.8 Perspectives et stratégie	42
2.8.1 L'environnement sectoriel et compétitif	42
2.8.2 La stratégie de croissance	42
2.8.3 Regard sur l'exercice 2002/2003	42
<b>3. Les comptes au 31 mars 2002</b>	<b>43</b>
3.1 Comptes consolidés au 31 mars 2002	43
3.1.1 Bilan consolidé au 31 mars 2002	43
3.1.2 Compte de résultat consolidé au 31 mars 2002	44
3.1.3 Tableau de financement consolidé au 31 mars 2002	45
3.1.4 Annexes aux comptes consolidés	46
3.2 Comptes sociaux au 31 mars 2002	68
3.2.1 Bilan au 31 mars 2002	68
3.2.2 Compte de résultat au 31 mars 2002	69
3.2.3 Tableau de financement au 31 mars 2002	70
3.2.4 Annexes aux comptes sociaux	71
3.2.5 Tableau financier (art.135 du décret du 23 mars 1967)	85
<b>4. Rapport des commissaires aux comptes</b>	<b>86</b>
4.1 Rapport sur les comptes consolidés - exercice clos le 31 mars 2002	86
4.2 Rapport général relatif à l'exercice clos le 31 mars 2002	87
4.3 Rapport spécial sur les conventions réglementées	88
4.4 Rapport sur les rémunérations	90

<b>5. Projet des résolutions soumis au vote de l'Assemblée Générale Mixte du 12 septembre 2002</b>	<b>91</b>
5.1 Ordre du jour ordinaire	91
5.2 Ordre du jour extraordinaire	92
<b>6. Renseignements de caractère général</b>	<b>100</b>
6.1 Renseignements concernant la société	100
6.1.1 Dénomination sociale et siège social	100
6.1.2 Forme juridique	100
6.1.3 Législation applicable	100
6.1.4 Date de constitution et expiration de la société	100
6.1.5 Objet social (article 3 des statuts)	100
6.1.6 Registre du Commerce et des Sociétés	100
6.1.7 Lieu de consultation des documents juridiques relatifs à la société	100
6.1.8 Exercice social	101
6.1.9 Répartition statutaire des bénéfices (article 17 des statuts)	101
6.1.10 Assemblées Générales (article 14 des statuts)	101
6.2 Renseignements concernant le capital	102
6.2.1 Capital social	102
6.2.2 Conditions de modification du capital et droits respectifs des diverses catégories d'actions (articles 7 et 8 des statuts)	102
6.2.3 Capital autorisé non émis	103
6.2.4 Titres non représentatifs du capital	105
6.2.5 Identification des porteurs de titres	105
6.2.6 Capital potentiel	105
6.2.7 Augmentation de capital réservée aux salariés	105
6.2.8 Tableau d'évolution du capital	108
6.3 Répartition du capital et des droits de vote au 1 <sup>er</sup> Août 2002	110
6.4 Evolution du capital et des droits de vote au cours des trois derniers exercices	111
6.5 Marché des titres	113
6.6 Dividendes	113
<b>7. Gouvernement d'entreprise</b>	<b>114</b>
7.1 Direction du Groupe	114
7.2 Composition du Conseil d'Administration	115
7.3 Mandats exercés par les Administrateurs	116
7.4 Intérêts des dirigeants	119
<b>8. Responsable du document de référence et responsables du contrôle des comptes</b>	<b>120</b>
8.1 Responsable du document de référence	120
8.2 Attestation du responsable du document de référence	120
8.3 Attestation des Commissaires aux Comptes portant sur la situation financière et les comptes historiques donnés dans le présent document de référence	121
8.4 Noms et adresses des Commissaires aux Comptes	122
8.5 Politique d'information	122
8.6 Calendrier de la communication financière prévu pour l'exercice 2002/2003	122
<b>Glossaire</b>	<b>123</b>
<b>Table de concordance</b>	<b>124</b>

# 1 HISTORIQUE DU GROUPE

## 1.1 Dates clés et grandes étapes

### LES DATES CLES :

#### **1986 : Création d'Ubi Soft S.A.**

Les cinq frères Guillemot, Claude, Michel, Yves, Gérard et Christian, passionnés par les loisirs interactifs, créent Ubi Soft, société d'édition et de diffusion de logiciels ludiques et éducatifs.

Les débuts d'Ubi Soft sont marqués par :

- le succès de la commercialisation des jeux pour PC, AMSTRAD, AMIGA et ATARI.
- la part croissante prise par la diffusion des logiciels des plus grandes sociétés d'édition américaines, anglaises et allemandes : Elite, Microprose, Electronic Arts, Sierra, LucasArts™, Interplay, Software Toolworks, Novalogic®...

#### **1989/1990 : Début de l'internationalisation**

Ubi Soft ouvre des filiales de commercialisation sur les grands marchés mondiaux (Royaume-Unis, Allemagne et USA).

#### **1991 : Lancement des produits pour consoles**

Ubi Soft se lance dans la commercialisation de produits pour les consoles de jeux Nintendo® et Sega®, alors en pleine expansion.

#### **1994/1995 : Création des premiers studios de production interne, lancement de Rayman®**

Ubi Soft ouvre ses premiers studios de production interne à Montreuil et met en place une importante structure intégrée de création et de développement de produits multimédia. Le premier studio intégré à l'étranger est créé en Roumanie. A l'automne 1995, Ubi Soft lance le premier jeu basé sur les exploits du personnage "sans bras ni jambes" : **Rayman®**.

#### **1996 : Ubi Soft S.A. devient Ubi Soft Entertainment S.A. et s'introduit en Bourse**

En juillet 1996, Ubi Soft Entertainment S.A. s'introduit au Second Marché de la Bourse de Paris (SICOVAM 5447). Le titre est souscrit plus de 75 fois pour l'ensemble de l'Offre Publique de Vente.

En décembre, la famille Guillemot élargit le flottant de la société, le portant de 20 % à 36 %.

En janvier 2000, l'action Ubi Soft Entertainment S.A. est transférée au Premier Marché à Règlement Mensuel de la Bourse de Paris. Le titre fait conjointement l'objet d'une division du nominal par 5 qui ramène à 2 francs la valeur de l'action. Depuis août 2000, l'action Ubi Soft Entertainment S.A. est éligible au SRD et figure à l'indice SBF 120.

#### **1999/2000 : La société se structure selon son organisation actuelle**

Deux pôles géographiques EMEA (Europe, Moyen-Orient, Asie) et USA se partagent la commercialisation et le marketing des produits.

Une structure "corporate", basée à Montreuil, est créée pour la gestion des filiales de commercialisation, des studios et de la qualité des produits.



## 2000/2001 : Des acquisitions sélectives de marques fortes

Ubi Soft Entertainment consolide sa structure internationale et son portefeuille de marques mondiales grâce à l'acquisition :

- des studios de production Sinister Games (Etats-Unis) et Grolier Interactive Ltd. (Grande-Bretagne),
- de Red Storm Entertainment, éditeur américain de jeux vidéos à succès tels que la série des **Tom Clancy's Rainbow Six®**, une gamme qui totalise plus de 5 millions d'exemplaires vendus,
- de Blue Byte Software, société allemande qui regroupe les activités de production, d'édition et de distribution de jeux vidéos essentiellement destinés aux PC. Blue Byte est notamment à l'origine des séries : **The Settlers Series®** et **The Battle Isle Series™** (respectivement vendues à 2,7 millions d'unités et 650 000 unités dans le monde jusqu'en février 2001),
- et de la division Entertainment de The Learning Company. Cette dernière acquisition confère au groupe les droits d'édition exclusifs sur plus de 80 titres dont : **Prince of Persia®**, **Pool of Radiance™**, **Chessmaster®** et **Myst®**, la référence des jeux d'aventure sur PC avec plus de 10 millions d'exemplaires vendus dans le monde.

## LES GRANDE ETAPES :

### L'internationalisation

- En 1989/1990, Ubi Soft ouvre ses premières filiales de commercialisation en Europe, (Royaume-Uni et Allemagne) et aux Etats-Unis.
- L'internationalisation se poursuit rapidement avec la création de filiales de commercialisation et l'ouverture de bureaux distribution : au Japon et en Espagne en 1994, en Italie en 1995, en Australie en 1996, à Hong-Kong et au Danemark en 1997/1998, au Brésil en 1999.

- Ubi Soft renforce encore son réseau de distribution en rachetant en Autriche la société de distribution Gamebusters (mars 2000) et en Italie la société 3D Planet SpA (Juillet 2000). Le groupe a également repris la distribution des logiciels à la société Guillemot Corporation en Allemagne (Mai 2000), en France (Janvier 2001), Hollande (Mars 2001), Belgique et Canada (Avril 2001).

## La force de création interne

- Création des premiers studios de production interne en 1994 à Montreuil, puis en Roumanie.
- Nouvelles unités de production en Chine (Shanghai) en 1996, en 1998 au Québec (Montréal), et au Maroc (Casablanca).
- Nouvelles structures de conception et production en 1999/2000, à Barcelone et Milan.
- Renforcement de la capacité de production grâce aux acquisitions en 2000/2001.

## Le renforcement du catalogue par des accords d'édition et des licences prestigieuses

- 1991 : Ubi Soft négocie ses premières licences avec des sociétés prestigieuses (Electronic Arts, Sierra, LucasArts...) ou des personnalités reconnues (Kick Off de Jean-Pierre Papin, Eric Cantona Football Challenge).
- 1997/1998 : Signature d'un accord avec **Playmobil®** pour réaliser en exclusivité les aventures virtuelles des célèbres personnages de la firme.
- Ubi Soft adopte une logique de "gamme" et lance, entre autre, le best-seller **F1 Racing Simulation**, premier titre d'une gamme de jeux de simulation de course de Formule 1.
- 1999/2000 : Nombreuses signatures de licences dont Disney, Warner, Sony Pictures.
- 2000/2001 : accords de licences et d'édition avec Crave Entertainment, Sony Online Entertainment/Verant, Sony Pictures, In Utero™, Codemasters et Capcom.

# 2 EXERCICE 2001/2002

## 2.1 Faits marquants de l'exercice 2001/2002

### Avril 2001

- Annonce de la nouvelle série **Rayman® M**, jeu d'un nouveau genre de shoot et course multijoueur. Le jeu sera disponible sur PC et PlayStation®2, Xbox™ et GameCube™.
- Ouverture d'une nouvelle filiale de distribution au **Canada**. Ubi Soft acquiert la division de distribution de logiciels interactifs de Guillemot Corporation pour le Canada. La nouvelle structure comptera une dizaine de personnes.

### Mai 2001

- Signature d'un accord avec Sony Online Entertainment pour l'édition de **PlanetSide™**, le premier jeu de shoot en ligne massivement multijoueurs. L'accord exclusif concerne l'Europe, l'Australie et le Japon. Sa sortie est prévue pour le second trimestre 2002.
- Signature d'un accord avec Crave Entertainment pour l'édition de **Battle Realms™** sur PC.
- Signature d'un accord mondial avec Sony Picture pour le développement de **Tigres et Dragons™**, un jeu inspiré du célèbre film, primé par 4 Oscars. Prévu pour le printemps 2003, le jeu sera développé sur PlayStation®2, PC, GameCube™, Game Boy®Advance et Xbox™.
- Signature d'un accord de licence avec Codemaster pour trois jeux sur Game Boy®Advance, **Colin Mc Rae Rally™ 2.0**, **Mike Tyson Boxing** et **TOCA World Touring Cars**.
- Ubi Soft reçoit plusieurs prix par IGN lors du salon de l'E3 (Electronic Entertainment Expo) à Los Angeles :
  - **Rayman®Advance**, prix pour les meilleures performances et graphismes pour consoles portables,
  - **IL 2 Sturmovik™**, prix du meilleur jeu de Simulation PC,
  - **Battle Realms™**, prix du meilleur jeu de Stratégie PC,
  - **Pool of Radiance™ II**, prix du meilleur jeu de rôle (RPG).

### Juin 2001

- **Myst®III : Exile** est numéro 1 des ventes aux Etats-Unis selon le classement de PC Data et Amazon.com. Selon l'Inform Official National Chart australien, ce jeu est également le titre qui s'est le mieux vendu dans le pays durant la semaine du 13 mai.
- Sortie de **Rayman®Advance** aux Etats-Unis et en Europe parallèlement au lancement de la console portable de Nintendo.
- Signature d'un accord avec Capcom®, pour sept jeux Game Boy®Advance.  
Parmi les sept jeux : **Super Street Fighter II Turbo Revival**, **Street Fighter Alpha 3** (nom provisoire), **Mega Man Battle Network**, **Breath of Fire** et **Final Fight One**. Ubi Soft éditera ces jeux en Europe, Australie, Nouvelle-Zélande et Europe de l'Est.

### Juillet 2001

- Ubi Soft et Ludigames annoncent la sortie de 15 jeux pour PDA (assistants personnels) pour Noël 2001.
- Signature d'un accord d'édition mondiale avec Team 17 portant sur le prochain jeu de la marque **Worms** sur PlayStation®2, PC, Game Boy®Advance et GameCube™.

### Août 2001

- Ubi Soft annonce **Shadowbane**, un jeu massivement multijoueurs en ligne (MMO) en Amérique du Nord, développé par Wolfpack Studios (Texas). La sortie du jeu est prévue pour le deuxième semestre 2002. Ubi Soft crée parallèlement une nouvelle division : ubisoft.com, destinée à gérer de nouveaux sites de jeux et les jeux MMO "pay-per-play".
- Signature d'un accord de licence exclusif avec Mattel pour le développement et la publication du jeu **Scrabble®** au format interactif. Cet accord d'une durée de cinq ans concerne toutes les plates-formes de jeu existantes et tous les territoires à l'exception de l'Amérique du Nord.

- Ubi Soft signe une ligne de crédit syndiqué à moyen terme d'un montant de 130 millions d'euros auprès d'un groupe de grandes banques françaises et étrangères. Cette ligne de crédit revolving, d'une maturité de 3 ans, extensible à cinq ans, permet de renforcer les ressources du groupe afin de financer sa croissance et le développement de son activité.

## Septembre 2001

- Signature d'un accord mondial entre Ubi Soft Entertainment, Fox Interactive et Visiware pour la création de jeux vidéo basés sur le film **La Planète des singes™** pour PC, Game Boy® Advance et Game Boy Color™.
- Signature d'un accord pour commercialiser l'un des premiers jeux de rôle conçu pour la GameCube : **Evolution Worlds**. Ubi Soft en a acquis les droits d'édition auprès de Entertainment Software Publishing, Inc. Le jeu sera édité partout dans le monde, à l'exception du Japon, de la Chine, de la Corée et de Taiwan, au cours du premier semestre de 2002.
- Signature d'un accord d'édition exclusif avec Eidos Interactive pour commercialiser la version Game Boy® Advance de **Salt Lake 2002™**, le jeu officiel des jeux olympiques d'hiver sous licence du CIO.

## Octobre 2001

- Signature d'un accord de licence international pour développer un jeu vidéo basé sur la célèbre série télévisée **Bear in the Big Blue House**, créé par The Jim Henson Company. Diffusée chaque jour sur Playhouse Disney, la série vient d'entamer sa quatrième saison aux Etats-Unis et est distribuée dans plusieurs pays européens. Ubi Soft Entertainment développera le jeu vidéo sur les consoles PlayStation®, Game Boy® Advance et GameCube™.

## Novembre 2001

- Ubi Soft Entertainment lance **ubi.com**, le portail de référence pour tous les fans de jeux. Ce nouveau portail de jeux va révolutionner la façon dont les joueurs utilisent Internet. ubi.com leur permettra en effet de prendre part à des communautés en ligne et de jouer à leurs jeux préférés, le tout sur un même site Web.

- Emission d'une obligation à option de conversion et/ou d'échanges en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) d'un montant de 150 millions d'euros dont le remboursement est prévu en 2006. L'intérêt annuel a été fixé à 2,5 % et est payable à terme échu le 30 novembre de chaque année. Le taux de rendement actuariel brut sera de 4,5 %.
- Signature d'un accord entre Sony Pictures Consumer Products et Ubi Soft portant sur la licence **Drôles de Dames**. Ubi Soft acquiert le droit exclusif de développer et éditer dans le monde entier des jeux vidéo "Drôles de dames" sur Nintendo GameCube™, Game Boy Advance®, Microsoft Xbox™, PlayStation®2 et PC.

## Décembre 2001

- Ubi Soft signe avec Destination Software un accord de distribution pour 11 jeux GameBoy® Advance. Parmi ces jeux : **Formula One, Tiger Woods PGA Tour 2002, Medal of Honor Underground, Johnny Bravo...** Pour la majorité de ces titres, l'accord est valable dans tous les pays ayant adopté le standard PAL, à l'exception du Royaume-Uni.
- A l'occasion de la sortie européenne de **Rayman®M™** sur PC, Ubi Soft annonce que 10,5 millions d'exemplaires de la gamme Rayman® se sont vendus dans le monde depuis le lancement du premier jeu en 1995.
- Ubi Soft renforce son implantation en Europe en ouvrant une nouvelle structure de distribution en **Suisse** à Lausanne. La nouvelle filiale comptera sept personnes, en charge de la vente, de la distribution et de la promotion des produits Ubi Soft sur l'ensemble du territoire.

## Janvier 2002

- Ubi Soft s'associe à la 20<sup>th</sup> Century Fox pour adapter **L'âge de glace™** à la console Game Boy® Advance. Adapté du film d'animation, ce jeu est destiné au marché international.
- Signature d'un contrat d'édition européen exclusif avec Bethesda Softworks® Inc. L'accord porte sur neuf jeux dont **The Elder Scrolls III : Morrowind™** pour PC et Xbox™, et le très primé **Sea Dogs™**.
- Ubi Soft lance son étonnant jeu d'échecs **Chessmaster®** sur Game Boy® Advance. Le jeu, destiné autant aux débutants qu'aux experts, sera commercialisé dans le monde au cours du premier semestre de 2002.

- Ubi Soft annonce que son jeu **Tom Clancy's Ghost Recon™** a été nommé jeu PC de l'année par IGN.com et par la célèbre revue américaine PC Gamer.

## Février 2002

- Ubi Soft et la Fédération Internationale de Tennis signent un accord de licence pour le développement et l'édition de jeux autour de la **Coupe Davis**. Cette licence valable dans le monde entier est exclusive pour les supports PC et consoles.
- Signature d'un nouvel accord avec Disney Interactive. Ubi Soft va distribuer trois jeux vidéo pour GameBoy® Advance en Europe : **Disney Peter Pan™ – Retour au Pays Imaginaire**, **Disney Lilo & Stitch™** et **Disney Treasure Planet**.
- Ubi Soft signe un accord de licence exclusif avec Archie Comic Publications Inc., Viacom Consumer Products et la Division Licences de Paramount Television. Ubi Soft développera et distribuera un jeu basé sur la série télévisée **Sabrina**, l'apprentie sorcière. Ce jeu pour GameBoy® Advance sera disponible dans tous les pays, et sera commercialisé à la fin de l'année 2002.
- Signature d'un accord de licence mondiale avec les Studios Universal, pour développer le jeu issu de la série télévisée **The Mummy**. Le jeu sera produit pour Game Boy® Advance.
- Ubi Soft signe un contrat de licence exclusif avec CBS Consumer Products® pour concevoir des jeux pour PC et consoles, tirés de la série télé **Les experts™**. La version PC sera la première à être commercialisée dans le monde entier au deuxième semestre 2003.

## Mars 2002

- Ubi Soft annonce le développement et l'édition du nouvel épisode de la série **Tom Clancy's Rainbow Six® : Raven Shield™**. Le jeu sortira sur PC à la fin de l'année 2002 et progressivement sur les autres plate-formes. Ce sera le troisième épisode de la gamme Rainbow Six, dont plus de 6,7 millions d'exemplaires ont été vendus à travers le monde.
- Annonce de la sortie, sur l'exercice fiscal 2002-2003, de **Rayman® 3 Hoodlum Havoc** aux Etats-Unis et en Europe, le jeu sera disponible sur toutes les consoles nouvelle génération et sur PC.
- Ubi Soft renforce sa présence en Europe grâce à l'ouverture d'une filiale en **Finlande**. Ubi Soft est désormais présent dans 21 pays à travers le monde. Cette implantation s'inscrit dans une stratégie de renforcement de la présence locale du

groupe, afin de répondre toujours mieux aux spécificités de chaque marché et être proche de ses clients.

- Ubi Soft signe un accord pour distribuer un jeu PC, adapté et inspiré par le maître du suspense Alfred Hitchcock. Le jeu d'aventure **Alfred Hitchcock – the final cut**, basé sur les meilleurs films du cinéaste sera distribué au Canada et aux Etats-Unis.
- Ubi Soft annonce que le jeu **XIII** sera disponible sur PC, GameCube, Xbox et PlayStation 2 au cours du premier trimestre 2003.
- Ubi Soft lance la gamme de jeux vidéo **E.T.™ L'extra-Terrestre**. Le jeu sera disponible sur consoles et PC.
- Ubi Soft annonce un accord mondial avec la 20<sup>th</sup> Century Fox pour développer sur Game Boy® Advance le jeu de la licence **Aliens VS Predator**, dont Ubi Soft a acquis les droits jusqu'en 2003.



## 2.2 Organigramme du groupe

**Au 1<sup>er</sup> août 2002, le groupe est structuré autour des :**

- 29 sociétés de production dans 10 pays dont notamment : France, Allemagne, Canada, Etats-Unis, Chine, Maroc.

La production est organisée par "business units" et opère comme prestataire de services auprès des équipes de conception et marketing du groupe.

- 24 filiales de commercialisation implantées dans 21 pays sur les principaux marchés du secteur : Etats-Unis, Japon, Europe (France, Allemagne, Royaume-Uni...),



**Les relations intra-groupe sont les suivantes :**

GameLoft S.A.	France	12,16 %
Ubi Soft Holdings Inc.	(USA)	100,00 %

### Administration

Ubi Books & Records SARL	(France)	99,00 %
Ubi Administration SARL	(France)	99,99 %

### Production

Ludimedia S.A.	(France)	99,76 %
Ludi Factory SARL	(France)	99,80 %
Ubi Game Design SARL	(France)	99,00 %
Ubi Studios S.A.	(France)	99,60 %
Ubi Research & Development SARL	(France)	99,80 %
Ubi Simulations SARL	(France)	99,80 %
Ubi Soft Entertainment Inc. NY	(USA)	100,00 %
Ubi Pictures SARL	(France)	99,00 %
Ubi Animation SARL	(France)	99,80 %
Ubi Graphics SARL	(France)	99,80 %
Ubi Sound Studio SARL	(France)	99,00 %
Ubi Soft Divertissements Inc.	(Canada)	100,00 %
Shanghai Ubi Computer Software Co Ltd.*	(Chine)	100,00 %
Ubi Networks SARL	(France)	99,98 %
Ubi Soft Entertainment Sarl	(Maroc)	99,78 %
Ubi Music Publishing Inc.	(Canada)	100,00 %
Ubi Info Design SARL	(France)	99,80 %
Ubi World Studios SARL	(France)	99,97 %
Ubi Productions France SARL	(France)	99,80 %
Ubi Computer Software Beijing Co Ltd.	(Chine)	100,00 %
Ubi Studios Srl	(Italie)	97,50 %
Ubi Studios S.L.	(Espagne)	99,95 %
Ubi Color SARL	(France)	99,80 %
Ubi Soft S.R.L.	(Roumanie)	99,35 %
UBI Music Inc.	(Canada)	100,00 %
Ubi Studios Ltd.	(Royaume-Uni)	100,00 %
Sinister Games Inc.	(USA)	100,00 %
Red Storm Entertainment (1)	(USA)	100,00 %
Blue Byte Software Inc. (1)	(USA)	100,00 %

### Commercialisation

Ubi Soft France S.A.	(France)	99,94 %
Ubi Soft Entertainment Ltd.	(Royaume Uni)	100,00 %
Ubi Soft Entertainment GmbH	(Allemagne)	100,00 %
Ubi Soft S.A.	(Espagne)	99,95 %
Ubi Soft SpA	(Italie)	99,99 %
Ubi Soft Inc.	(Etats-Unis)	99,99 %
Ubi Soft KK	(Japon)	100,00 %
Ubi Soft PTY Ltd.	(Australie)	100,00 %
Ubi World S.A.	(France)	99,88 %
Ubi Marketing & Communication S.A.	(France)	99,94 %
Ubi Soft Entertainment Nordic A.S	(Danemark)	99,50 %
Ubi Soft Entertainment SprL	(Belgique)	99,33 %
Ubi Soft Entertainment Ltd.	(Chine)	99,50 %
Ubi Soft Entertainment B.V.	(Hollande)	99,98 %
Ubi Soft Entertainment Sweden A.B	(Suède)	98,00 %
Gamebusters GesmbH	(Autriche)	100,00 %
Ubi Soft Entertainment Ltda	(Brésil)	99,00 %
Ubi EMEA SARL	(France)	99,99 %
Ubi Soft Canada Inc.	(Canada)	100,00 %
Blue Byte Software Ltd.	(Royaume Uni)	100,00 %
Ubi soft Entertainment OY	(Finlande)	100,00 %
Ubi soft Entertainment Norway A.S.	(Norvège)	98,00 %
Ubi Manufacturing SARL	(France)	99,86 %
Ubi soft Entertainment S.A.	(Suisse)	99,80 %

### Internet

Ubi.com S.A.	(France)	99,98 %
Ubi.com Inc.	(Etats-Unis)	99,50 %

(1) Ces sociétés sont détenues indirectement par Ubi Soft.

\* Production et distribution.

- Les sociétés de production facturent leurs travaux en fonction de l'état d'avancement de leurs projets.
- Les sociétés de commercialisation sont facturées par Ubi Soft Entertainment S.A. selon leur volume de ventes.

Les services rendus par les sociétés de production et de commercialisation sont facturés aux conditions de marché.

- Dans aucun pays, Ubi Soft Entertainment n'est propriétaire des immeubles qu'elle occupe.

## 2.3 Analyse de l'activité

### 2.3.1 Chiffres d'affaires consolidé trimestriel et annuel

#### Chiffre d'affaires en millions €

	2001/2002	2000/2001	Croissance
Premier trimestre	60,3	23,0	162 %
Second trimestre	53,1	42,9	24 %
<b>Premier semestre</b>	<b>113,4</b>	<b>65,9</b>	<b>72 %</b>
Troisième trimestre	165,1	114,4	45 %
Quatrième trimestre	90,5	79,5	14 %
<b>Second semestre</b>	<b>255,6</b>	<b>193,9</b>	<b>32 %</b>
<b>Total</b>	<b>369,0</b>	<b>259,8</b>	<b>42 %</b>

Le chiffre d'affaires d'Ubi Soft a progressé de 42 % sur l'année 2001/2002.

A périmètre constant (c'est-à-dire sans les acquisitions de 3D Planet (Italie), Sinister Games (Etats-Unis), Red Storm (Etats-Unis) consolidées depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2000, Blue Byte (Allemagne) consolidée depuis le 6 février 2001 et la division Entertainment de TLC, consolidée à compter du 13 mars 2001), le chiffre d'affaires a progressé de 18 %.

La croissance du chiffre d'affaires organique confirme la capacité d'Ubi Soft à surperformer le marché (en progression de 10 % aux Etats-Unis et d'environ 5 % en Europe en 2001).

### 2.3.2 Chiffres d'affaires par métier

Le chiffre d'affaires d'Ubi Soft se répartit entre : Développement, Edition et Distribution de jeux vidéo.

Par **développement** on entend les revenus de titres développés, produits et commercialisés par les studios internes d'Ubi Soft. Dans le développement est inclus également le chiffre d'affaires réalisé par les développeurs-tiers (Third Parties), pour lesquels Ubi Soft assure la supervision, la co-production et est garant de la qualité du produit final.

Par **édition (publishing)** on entend les revenus des titres conçus et produits par des développeurs-tiers, dont Ubi Soft finance et supervise la production en contrepartie de l'acquisition de la licence.

Ubi Soft se charge ensuite de la localisation et de la fabrication, du marketing et de la commercialisation. La société perçoit les revenus des ventes des produits et verse des royalties aux développeurs et/ou aux propriétaires de la marque.

Le chiffre d'affaires **distribution** correspond aux revenus des ventes des produits d'éditeurs avec lesquels Ubi Soft a conclu des accords de diffusion et assure la prise en charge du marketing et de la commercialisation.

Ces accords peuvent être locaux, (uniquement dans un territoire géographique limité) ou sur plusieurs zones.

	2001/2002	2000/2001
Développement	72 %	66 %
Edition/Publishing	23 %	31 %
Distribution	5 %	3 %

### 2.3.3 Evolution des volumes de production

**Nombre de titres sortis en production interne et co-production (third-party) :**

	2001/2002	2000/2001
Nombre de titres *	58	61

\* titre = 1 jeu sur plusieurs plate-formes (ex. Batman™ Vengeance PS2, GameCube™, Xbox™ et GameBoy®Advance c'est quatre formats mais un seul titre).

La société attache une importance stratégique à son activité de développement interne car elle permet d'assurer :

- une meilleure qualité de jeu et un suivi rigoureux des délais et des budgets ;
- une meilleure rentabilité grâce au développement sur plusieurs formats, particulièrement pour les titres à fort potentiel ;
- le développement et la création d'outils et de technologies réutilisables d'un jeu à l'autre.

Le nombre de titres de développement légèrement inférieur, confirme la stratégie du groupe de se concentrer davantage sur des jeux à fort potentiel tels que **Myst®3** : Exile qui a été commercialisé à 1 120 000 unités, **Rayman®Advance** (770 000), **Batman™ : Vengeance** (plus de 670 000) et la série **Tom Clancy's Ghost Recon™** (plus de 760 000).

### 2.3.5 Chiffre d'affaires par type de support

	2001/2002	2000/2001
PC	42 %	27 %
PlayStation®	11 %	27 %
PlayStation®2	15 %	9 %
Dreamcast/Nintendo 64	n.s.	8 %
GameBoy/Gameboy™Color	7 %	23 %
GameBoy/Gameboy®Advance	19 %	/
GameCube™	3 %	/
Xbox™	1 %	/
Autres	2 %	7 %

Les ventes sur les nouvelles plates-formes (GameBoy®Advance, PlayStation®2, Nintendo GameCube™ et Xbox™) contribuent à hauteur de 38 % au chiffre d'affaires annuel (9 % l'année précédente). Les ventes sur PC, portées notamment par les succès de **Myst®3** : Exile, **Tom Clancy's Ghost Recon™** contribuent pour 42 % au chiffre d'affaires annuel.

### 2.3.4 Chiffre d'affaires par zone géographique

	2001/2002		2000/2001	
	CA	% CA	CA	% CA
France	67,97	18 %	61,13	24 %
Allemagne	43,89	12 %	34,89	13 %
Grande-Bretagne	41,46	11 %	34,05	13 %
Reste de l'Europe	59,01	16 %	45,89	18 %
<b>Total</b>	<b>212,33</b>	<b>58 %</b>	<b>175,95</b>	<b>68 %</b>
USA/Canada	136,51	37 %	64,41	27 %
Asie Pacifique	18,03	5 %	11,64	4 %
Reste du Monde	2,09	1 %	7,81	3 %
<b>Total</b>	<b>368,96</b>	<b>100 %</b>	<b>259,82</b>	<b>100 %</b>

Le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord est de € 137 millions sur l'année contribuant pour 37 % au chiffre d'affaires du groupe.

La zone Europe contribue à hauteur de 58 % au chiffre d'affaires

annuel avec € 212 millions (+21 %) : l'Allemagne, le Benelux et la Scandinavie réalisant les croissances plus fortes.

La zone Asie-Pacifique représente 5 % des ventes annuelles, en progression de 55 %.

## 2.3.6 Chiffre d'affaires des principales filiales

### Filiales en milliers €

	CA consolidé	Résultat	CA consolidé	Résultat	CA consolidé	Résultat
	31/03/2002	31/03/2002	31/03/2001	31/03/2001	31/03/2000	31/03/2000
Ubi Soft Inc. (Etats-Unis)	135 441	8 721	62 385	- 6 994	41 610	2 981
Ubi Soft Entertainment GmbH (Allemagne)	43 891	1 419	28 655	2 038	15 333	7,47
Ubi Soft Entertainment Ltd. (Royaume-Uni)	40 935	- 425	33 077	404	11 568	45

## 2.4 Effectifs

### a) Evolution des effectifs

Au 31 mars 2002, Ubi Soft comptait 1 901 collaborateurs, d'une moyenne d'âge de 29 ans. En un an, on a observé une augmentation de 3,5 % des effectifs, cette légère hausse est liée au développement de l'activité d'Ubi Soft et à la création de nouvelles filiales de distribution.

### b) Turn over

Le turnover n'est pas significatif.

### c) Contrats

Les salariés du groupe sont essentiellement embauchés en CDI. Il arrive cependant que certaines missions ponctuelles nécessitent la mise en place de CDD et de contrat d'intérim.

### d) Esprit d'entreprise

Ubi Soft recrute des experts en création de jeux et les juniors sont issus des meilleures formations. Ils apprennent et progressent aux côtés des seniors. Tous prennent une part active au développement de l'entreprise, à leur échelle. La curiosité, l'ouverture d'esprit, la volonté d'échange, le sens de l'initiative et la convivialité sont les valeurs communes à l'entreprise. Le développement et le partage des connaissances occupent une place privilégiée : la richesse multiculturelle du groupe y contribue pleinement. Grâce à ses implantations à l'international et à ses divers métiers en interne, Ubi Soft offre de nombreuses possibilités de mobilité et d'évolution de carrière. La société est à l'écoute des initiatives, et permet à chacun de réaliser ses projets professionnels dans un cadre de travail stimulant.

### e) Aménagement et réduction du temps de travail en France

Le passage aux 35 heures s'est traduit soit par une réduction du temps de travail journalier, soit par la mise en place de journées RTT dans les sociétés françaises du groupe.

	31.03.02	31.03.01	31.03.00
Production	1 259	1 234	1 160
Vente, Marketing et Administration	642	602	492
<b>Total</b>	<b>1 901</b>	<b>1 836</b>	<b>1 652</b>

### Répartition des effectifs d'Ubi Soft Entertainment par pays au 31 mars 2002 :

Pays	Effectifs
Allemagne	86
Australie	14
Autriche	9
Belgique	8
Brésil	3
Canada	369
Chine	219
Danemark	16
Espagne	64
Etats-unis	211
France	603
Grande-Bretagne	52
Hollande	7
Hong Kong	2
Italie	81
Japon	13
Maroc	73
Norvège	1
Roumanie	63
Suisse	4
Suède	3
<b>Total</b>	<b>1 901</b>



## 2.5 Commentaires sur les résultats de l'exercice 2001/2002

### **Hausse significative de la rentabilité, amélioration continue de la productivité**

Conformément à ses prévisions, Ubi Soft a dégagé, au cours de l'exercice 2001/2002, un chiffre d'affaires en progression de 42 % par rapport à l'exercice antérieur.

La marge brute a crû de 50 % en valeur. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, elle s'est appréciée de 3 points par rapport à l'année 2000/2001. Le résultat d'exploitation a progressé de 292 %, grâce à la poursuite des gains de productivité et à une bonne maîtrise des dépenses opérationnelles. Ainsi, le chiffre d'affaires par employé progresse de 38 % pour s'établir à 194 000 euros, après une augmentation de 26 % entre 1999/2000 et 2000/2001. La maîtrise des dépenses opérationnelles est confirmée par leur progression inférieure à celle des ventes (+34 % contre +42 %).

Le recul du résultat financier s'explique principalement par le niveau d'endettement plus élevé, lié aux acquisitions réalisées en 2000/2001, et par des provisions pour dépréciation de titres de participations (2 millions d'euros). Le résultat exceptionnel provient essentiellement d'un gain de 3,8 millions d'euros, lié au litige avec la société américaine Take 2, et d'une provision pour créances douteuses de 1,8 million d'euros constituée pour tenir compte de la faillite du distributeur américain K Mart.

Avant amortissement des écarts d'acquisition et des fonds de commerce, le résultat net ressort à 13,4 millions d'euros, soit + 168 % par rapport à l'exercice 2000/2001.

Afin d'appliquer la nouvelle norme édictée en France par le Conseil National de la Comptabilité (bulletin 123, septembre 2001), Ubi Soft ajoute dorénavant l'amortissement des fonds de commerce (2,1 millions d'euros) à celui des écarts d'acquisition (3,3 millions d'euros en année pleine). Il en résulte un alourdissement de ce poste à 5,4 millions d'euros, contre 1,4 million d'euros l'an dernier.

### **Progrès continu des ratios financiers**

Les ratios financiers d'Ubi Soft ont continué de s'améliorer. Ainsi, le besoin en fond de roulement ne représentait plus, au 31 mars 2002, que 40 % du chiffre d'affaires, soit un recul de près de 5 points par rapport à l'année passée. Le niveau des stocks a été sensiblement baissé : 3,8 mois, contre 4,8 précédemment. Les délais de règlement clients ont été ramenés à 105 jours, contre 112 jours l'an dernier. Enfin, à 131,7 millions d'euros, l'endettement net représente 42 % des fonds propres.

### **Présentation pro forma US GAAP**

Ubi Soft présente parallèlement à ses comptes consolidés selon les normes comptables françaises, des comptes pro forma US GAAP dans lesquels les coûts de développement internes ont été passés en charges comme le font certains éditeurs américains de jeux vidéos.

#### **Principales différences entre les normes :**

- Normes françaises ou "French Gaap" :
  - Immobilisation puis amortissement des dépenses de recherche et développement internes ;
  - depuis avril 2001, application de la nouvelle norme du Conseil National de la Comptabilité (CNC) sur l'amortissement des écarts d'acquisition (ou "goodwill") et des fonds de commerce.
- Normes US Gaap (Pro forma) :
  - comptabilisation en charges des dépenses de recherche et développement internes.

Selon cette présentation pro forma, les principaux impacts sur les comptes 2001/2002 sont les suivants :

En millions €		
	2001/2002	2000/2001
Résultat d'exploitation (hors amortissement des écarts d'acquisition et des fonds de commerce)	8,7	(19,1)
Résultat net (hors amortissement des écarts d'acquisition et des fonds de commerce)	(1,2)	(12,5)
Résultat net (après amortissement des écarts d'acquisition et des fonds de commerce)	(6,6)	(13,9)
En € par actions		
Bénéfice net par action (hors amortissement des écarts d'acquisition et des fonds de commerce)	(0,07)	(0,74)
Bénéfice net par action (après amortissement des écarts d'acquisition et des fonds de commerce)	(0,38)	(0,82)

Présentation pro forma non auditée

Impact de la présentation pro forma US GAAP sur le résultat d'exploitation des cinq derniers exercices :

En millions €					
	2001/2002	2000/2001	1999/2000	1998/1999	1997/1998
Résultat d'exploitation publié	31	7,9	13,7	13,4	8,1
- Dépenses de R&D capitalisées	-77	-60,7	-45,6	-33,7	-25,9
+ Amortissement des immobilisations incorporelles	54,7	33,7	37,8	21,5	10,8
Résultat d'exploitation pro forma US GAAP	8,7	-19,1	5,9	1,2	-7,0

Présentation pro forma non auditée

## 2.6 Renseignements de caractère général et évaluation des risques

### 2.6.1 Protection des marques

Les jeux d'Ubi Soft Entertainment bénéficient des lois sur la protection intellectuelle au niveau européen et l'international (pour la France : l'Institut National de la Propriété Industrielle à Paris ; pour le dépôt européen : l'Office d'Harmonisation du Marché Intérieur ; pour les dépôts internationaux : l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et enfin pour le marché Nord Américain, Patent and Trademark Office à Washington).

Par ailleurs, les jeux conçus par Ubi Soft Entertainment sont couverts par la législation internationale sur les copyrights.

Ubi Soft Entertainment n'a pas déposé de brevet et n'a pas de dépendance vis-à-vis de brevets particuliers.

Le groupe Ubi Soft Entertainment, comme l'ensemble des éditeurs de jeux de loisir, est confrontée au problème du piratage. Elle est adhérente au SELL (Syndicat des Editeurs de Logiciels de Loisir) et poursuit tous les cas de contrefaçon de logiciels avérés en France et à l'étranger (par la constitution de partie civile, si applicable, ou toutes autres voies

pénales ou civiles existantes<sup>1</sup>. Dans le cadre du piratage par Internet, la société entame systématiquement des démarches contre les "hackers" afin d'obtenir le retrait des jeux mis illégalement en ligne.

## 2.6.2 Politique d'investissement

Depuis ses débuts en tant que distributeur, Ubi Soft s'est transformé en entreprise intégrée, assurant toutes les étapes de production d'un jeu, depuis la conception jusqu'à la distribution. Aujourd'hui sa stratégie est centrée sur la production de jeux vidéo de qualité "triple A".

L'année 2001/2002 a été caractérisée par la consolidation des opérations de croissance externe réalisées dont les principales ont été : aux Etats-Unis, Red Storm Entertainment (septembre 2000), Blue Byte Software en Allemagne (février 2001) et la division Enternatinment de The Learning Company (mars 2001).

### Investissements liés à la production :

Les données sont exprimées en millions d'euros :

2001/2002	2000/2001	1999/2000
77	69	55
Prévisions pour l'exercice 2002-2003 : entre 73 et 78 millions d'euros		

### Investissements liés à la commercialisation :

La maîtrise de la distribution garantit à Ubi Soft un contrôle local de ses produits dans un environnement hautement concurrentiel.

Ubi Soft en 2001/2002 a intégré des circuits de distribution en Finlande, avec l'ouverture de Ubi Soft Entertainment OY, et en Suisse avec une filiale à Lausanne.

## 2.6.3 Politique de recherche et développement

Dans l'effort constant de développer des jeux vidéo d'excellence, Ubi Soft a mis au point une politique de recherche et de développement d'outils par projet, intégrant les évolutions technologiques les plus récentes. En effet, le choix des outils intervient très en amont dans un projet, car de ces choix dépendent les investissements nécessaires, en termes de temps, de ressources humaines et de financements du jeu.

Grâce à l'intégration de son équipe d'ingénieurs qui maîtrisent les meilleures technologies existantes, Ubi Soft a aujourd'hui une approche très pragmatique de ses projets : en fonction des problématiques et des résultats attendus sur un jeu, le choix des outils se portera soit sur des développements spécifiques internes, soit sur des logiciels existants sur le marché, soit sur un mix des deux. La recherche est donc focalisée sur l'innovation et la fonctionnalité, grâce à des technologies adoptées à un produit de grande qualité. Le développement est concentré sur la créativité des jeux pour un total agrément du joueur.

Les frais de recherche et développement constituent des frais de création d'outils ; ils sont donc immobilisés et amortis sur trois ans. Il n'y a pas de recherche fondamentale.

La société n'a pas entrepris de démarche pour l'octroi des certificats ISO (9000-9001).

## 2.6.4 Litiges

A la connaissance de la société, il n'existe pas de faits exceptionnels ou litiges susceptibles d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière, le patrimoine de la société Ubi Soft Entertainment S.A. et de ses filiales.

## 2.6.5 Risques

### Dépendance au regard des clients, sous-traitants et fournisseurs :

La société n'a pas de dépendance significative au regard des sous-traitants, fournisseurs et clients susceptible d'affecter son plan de développement.

Ubi Soft possède deux types de réseaux de distribution :

- le modèle anglo-saxon centralisé (Etats-Unis, Royaume-Uni, Japon) : l'acheteur de la chaîne achète les produits et les distribue lui-même auprès de ses magasins,
  - le modèle européen décentralisé (Allemagne, France, Suisse, Benelux, Italie, Espagne,...) : la chaîne achète les références en centralisé, mais demande à un distributeur d'en assurer la livraison auprès de chacun de ses magasins.
- Les 10 premiers clients d'Ubi Soft représentent 33,5 % du chiffre d'affaires hors taxes du groupe.

Dépendance vis-à-vis des constructeurs : Ubi Soft, comme tous les éditeurs de jeux pour consoles, achète les cartouches et supports de jeux auprès des fabricants de consoles. L'approvisionnement est donc soumis à la fabrication des supports. Pour le jeu PC, il n'y a aucune dépendance particulière.

### Risques liés au départ d'hommes clés

La société est aujourd'hui structurée de façon à minimiser les risques de départ ou d'indisponibilité prolongée des collaborateurs ou dirigeants clés. Un programme de conservation et partage du savoir-faire, est, par exemple, en cours de déploiement dans la société, pour la conservation et la transmission du savoir dans l'entreprise. De plus, la politique de ressources humaines, commune à tout le groupe, vise la capacité à attirer, former, retenir et motiver des collaborateurs disposant de fortes compétences techniques et manageriales.

### Risques liés aux problèmes de liquidité et de volatilité des cours

Le marché d'Euronext a connu ces derniers mois d'importantes variations en termes de prix et de volume qui ont significativement affectées les cours des titres d'un grand nombre de sociétés cotés. Ces fluctuations n'ayant parfois aucun lien avec la performance opérationnelle des sociétés. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que ces fluctuations de marché peuvent avoir une incidence sur le cours de l'action de la Société.

### Risques liés aux acquisitions futures et à l'intégration des acquisitions

La Société pourrait procéder à moyen et/ou long terme à des opérations de croissance externe. La structure bilantielle saine de la société et la récente levée de capitaux (emprunt obligataire de 150 millions d'euros et un crédit syndiqué de 130 millions d'euros) devraient minimiser les risques liés à ces opérations. Ces risques pourraient toutefois être : une dilution de l'actionnariat actuel, la constitution d'une dette importante à long terme, des pertes éventuelles, la constitution de provisions liées à la nécessité de constater une survaleur ou à d'autres immobilisations incorporelles, ou encore avoir un impact négatif sur sa rentabilité.

En outre, il est à considérer dans les risques de fusion et acquisition, la perte éventuelle de collaborateurs clés de la société cible. Cette perte pourrait avoir un effet négatif sur le chiffre d'affaires de la société acquise, ses résultats et/ou sa situation financière : Ubi Soft a cependant toujours montré, une capacité effective dans l'intégration des acquisitions.

## 2.6.6 Engagements

Il n'existe pas d'investissements futurs ayant déjà fait l'objet d'engagement ferme de la part des dirigeants de la société.

## 2.6.7 Assurances

La société n'est pas assurée en cas de perte d'exploitation. Il n'existe pas d'assurance particulière au sein du groupe.



## 2.7 Evolution récente

### Avril 2002

- Signature d'un accord de licence mondial avec Viacom Consumer Products pour l'édition de jeux adaptés du film **La somme de toutes les peurs™** adapté du célèbre roman de Tom Clancy.

### Mai 2002

- A la sortie européenne de la console Nintendo Gamecube™, Ubi Soft est présent avec quatre titres : **Star Wars™ Rogue Leader™**, **Rogue Squadron™ II**, **Batman™**, **Vengeance**, **Disney's Donald Couak Attak** et **Disney's Tarzan Freeride**.
- Annonce d'un accord exclusif avec Rage Software pour l'édition de jeux basés sur la célèbre série de films **Rocky**. Le jeu sera disponible sur toutes les consoles nouvelle génération et sera lancé en Amérique du Nord cet automne.
- Signature d'un contrat de licence exclusif avec MGA Entertainment pour adapter les poupées **Bratz** au PC et aux consoles.
- Signature d'un accord exclusif avec Eidos Ltd. concernant le jeu **Lara Croft Tomb Raider™ - The prophecy**, le jeu sortira à Noël sur la Game Boy® Advance.
- Signature d'un contrat exclusif et mondial avec Cyan Worlds Inc. pour éditer et gérer **Myst® on line** (titre provisoire), le lancement est prévu au second semestre de 2003.
- Signature d'un important contrat d'édition et de support technique avec Sony On Line Entertainment pour le jeu **EverQuest®**. Cet accord permettra de lancer en Europe des versions localisées du jeu le plus populaire parmi les jeux massivement multijoueurs en ligne au monde.

### Juin 2002

- Jacques Villeneuve, Ubi Soft et Weg Management présentent en avant-première leur nouveau jeu vidéo **Jacques Villeneuve Racing Vision**.
- Ouverture d'une nouvelle succursale en **Corée**, à Séoul à compter de juin 2002. Pour le groupe il s'agit d'asseoir sa présence sur un marché en pleine expansion. Désormais Ubi Soft est présent dans 21 pays en distribution directe.
- Ubi Soft et Shanghai Animation Film Studio vont développer un jeu PC basé sur la célèbre série télévisée d'animation **Music Up**. Le jeu sortira en Chine à l'été 2002.
- **The Settlers®V**, nouvel épisode est actuellement en développement dans le studio allemand d'Ubi Soft, Blue Byte.

- Ubi Soft a reçu plusieurs prix, dans diverses catégories, lors du salon de l'E3 (Electronic Entertainment Expo) à Los Angeles :
  - **Splinter Cell™**, prix du meilleur jeu d'action/aventure, meilleur jeu sur Xbox™ et des meilleurs graphismes
  - **Tom Clancy's Rainbow Six®: Raven shield™**, meilleure simulation tactique
  - **Rayman® 3 : Hoodlum Havoc** – Nominé dans la catégorie Meilleur jeu de plates-formes pour GameCube™ et Game Boy® Advance
  - **IL-2 Sturmovik™ : the Forgotten Battles™** – Meilleur jeu de simulation E3 2002 par Wargamer

### Juillet 2002

- Phase finale du développement de la nouvelle édition de **Chessmaster® 9000**, jeux d'échecs pour PC de renommée internationale. La sortie mondiale est prévue cet automne.

### Août 2002

- Annonce du chiffre d'affaires du premier trimestre : 32 millions d'euros. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2002/2003 (avril - juin), Ubi Soft a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 32 millions d'euros, soit une variation de - 46,8 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette variation significative s'explique par un effet de base important : le chiffre d'affaires du premier trimestre 2001/2002 avait progressé de +162 % du fait du lancement de deux titres majeurs **Rayman® Advance** et **Myst® III : Exile** qui avaient représenté 53 % des ventes de la période ; 24 titres ont été commercialisés contre 32 l'année précédente.

### Septembre 2002

- Annonce de la signature d'un accord avec Microsoft pour distribuer plusieurs titres majeurs de Microsoft dont **Age of Empires® Gold Edition**, **Microsoft® Flight Simulator 98**, **Microsoft® Combat Flight Simulator 1**, **Microsoft® Pandora's Box...** Tous ces jeux seront sur les linéaires à l'automne 2002. L'accord, couvre l'Europe (à l'exception du Royaume-Uni), le Canada, l'Amérique latine, l'Australie et la zone Asie-Pacifique (à l'exception de la Corée et du Japon).
- Avec l'un des jeux les plus attendus de l'année 2002, Ubi Soft s'apprête à s'installer à la tête du genre Action / Infiltration - l'un des plus importants segments du marché du jeu vidéo. Tout droit sorti des studios de développement d'Ubi Soft Montréal, **Tom Clancy's Splinter Cell™** ajoute une nouvelle récompense à son palmarès en étant élu Meilleur Jeu de l'ECTS 2002 - premier salon professionnel européen du jeu vidéo.



## 2.8 Perspectives et stratégie

### 2.8.1 L'environnement sectoriel et compétitif

- A partir du lancement des consoles à 128 bit le marché des jeux vidéo a entamé un nouveau cycle de croissance. En très peu de temps les 3 nouvelles plate-formes ont conquis le marché. La PS<sup>®</sup>2 enregistre en Europe et en Amérique du Nord depuis son lancement plus de 12 millions d'unités vendues, 1,3 millions pour la GameCube<sup>™</sup> et 1,5 millions pour la Xbox<sup>™</sup> \*.

Bien que les événements du 11 septembre 2001 aient accentué encore les variations boursières, particulièrement violentes au sein du secteur technologique, le marché mondial des jeux vidéo devrait enregistrer une croissance de 20 % à 25 % en 2002.

De plus, le développement du jeu en ligne sera un facteur de croissance additionnel. L'arrivée des connexions internet dans les consoles, opérationnelles au second semestre 2002, sera également un accélérateur de la croissance du jeu en ligne.

- Le secteur des jeux vidéo connaît une très forte concentration depuis dix ans ; la compétition entre les fabricants de jeux est mondiale.

Compte tenu des nombreuses fusions et acquisitions, les principaux éditeurs de jeux vidéo\*\* ayant plus de 10 ans d'activité sont désormais en nombre restreint : Activision, Electronic Arts, Infogrames Sega, THQ, Ubi Soft. A l'inverse, quelques entreprises majeures ont disparu ou ont été absorbées, parmi lesquelles des éditeurs tels que Broderbund, Sierra, Cendant, GT Interactive, TLC, Time-Warner Interactive, BMG Interactive. De nombreux studios de production, de plus petite taille, ont également été rachetés (Mindscape, Crystal Dynamics, Westwood, Wizzards...).

Ce marché reste toutefois très fragmenté : aux Etats Unis, les huit premiers éditeurs contrôlent uniquement 63 % du marché. Le secteur devrait connaître un accroissement des concentrations dans les années à venir.

### 2.8.2 La stratégie de croissance

L'objectif d'Ubi Soft est de figurer parmi les cinq premiers éditeurs mondiaux (hors constructeurs) avec un objectif de 1,5 milliard de dollars de chiffre d'affaires en 2005/2006.

La stratégie de croissance du groupe repose sur la constitution d'un portefeuille de marques fortes internes, telles que **Rayman<sup>®</sup>**, **Rainbow Six<sup>®</sup>**, **The Settlers<sup>®</sup>**, **Myst<sup>®</sup>**, **Prince of Persia<sup>®</sup>**, sur l'exploitation de licences à forte notoriété et sur une politique d'acquisitions ciblées.

### 2.8.3 Regard sur l'exercice 2002/2003

Les studios d'Ubi Soft situés dans le monde entier, développent et planifient actuellement 75 titres sur toutes les plate-formes.

Parmi les titres phares de l'année :

- **Tom Clancy's Splinter Cell<sup>™</sup>**
- **Rayman<sup>®</sup> 3 : Hoodlum Havoc**
- **Tom Clancy's Rainbow Six<sup>®</sup>: Raven Shield<sup>™</sup>**
- **Tom Clancy's Ghost Recon<sup>™</sup>**
- **XIII**
- **La Somme de Toutes les Peurs<sup>™</sup>**

Sur l'exercice 2002/2003, la saisonnalité entre le premier semestre et le deuxième sera plus marquée qu'à l'habitude. La sortie des titres majeurs se fera sur le second semestre, contrairement à l'exercice 2001/2002. L'activité du groupe, hors croissance externe et à taux de change constant (mai 2002), devrait progresser entre 17 % et 22 %, pour atteindre un chiffre d'affaires de 430-450 millions d'euros sur l'année fiscale.

Le positionnement d'Ubi Soft est déjà favorable pour l'exercice **2003/2004** : de nombreux titres\*\*\* majeurs sont planifiés ou en préparation, dont :

- **Project BG&E<sup>™</sup>**
- **Prince of Persia<sup>®</sup>**
- **Crouching Tiger, Hidden Dragon<sup>™</sup>**
- **Settlers<sup>®</sup> V**
- **Myst<sup>®</sup>On Line**
- **Far Cry<sup>™</sup>...**

et des nouveaux épisodes de marques internes.

\* Source : International Development Group, mars 2002.

\*\* Hors fabricants de consoles.

\*\*\* Les titres sont provisoires.

# 3 LES COMPTES AU 31 MARS 2002

## 3.1 Comptes consolidés au 31 mars 2002

### 3.1.1 Bilan consolidé au 31 mars 2002

#### Actif en K€

		31.03.02	31.03.02	31.03.02	31.03.01	31.03.01	31.03.00
	Notes	Brut	Amort/ Dépr	Net	Net	Net Pro forma	Net
Ecart d'acquisition / Fonds de commerce / Marques	I	119 094	7 124	111 970	110 342	55 089	606
Immobilisations incorporelles	II	276 325	113 022	163 303	125 551	188 903	68 820
Immobilisations corporelles	III	34 284	20 931	13 353	12 465	12 465	9 990
Immobilisations financières	IV	23 459	2 963	20 496	11 415	11 415	7 077
Actif immobilisé		453 162	144 040	309 122	259 773	267 872	86 493
Stocks et en-cours	V	49 714	1 069	48 645	46 674	46 674	13 449
Avances et acomptes versés	VI	55 097	/	55 097	37 626	37 626	28 097
Clients et comptes rattachés	VII	109 092	2 614	106 478	79 991	79 991	87 524
Autres créances et comptes de régularisation *	VIII	70 176	/	70 176	52 323	52 409	36 551
Valeurs mobilières de placement	IX	40 365	/	40 365	51 195	51 195	103 754
Disponibilités	X	30 548	/	30 548	34 986	34 986	43 238
Actif circulant		354 992	3 683	351 309	302 795	302 881	312 613
<b>Total Actif</b>		<b>808 154</b>	<b>147 723</b>	<b>660 431</b>	<b>562 568</b>	<b>570 753</b>	<b>399 106</b>

#### Passif en K€

		31.03.02	31.03.01	31.03.01	31.03.00
	Notes		Pro forma		
Capital (1)		5 384	5 156	5 156	5 055
Primes (1)		266 406	259 343	259 343	251 573
Réserves et résultat consolidés (2)		36 959	28 562	36 740	26 075
Autres (3)		306	173	173	49
Capitaux propres (Part du Groupe)	XI	309 055	293 234	301 412	282 752
Intérêts minoritaires		/	203	211	/
Provisions pour risques et charges	XII	481	190	189	615
Dettes financières (4)	XIII	228 897	173 432	173 432	52 514
Comptes courants d'actionnaires		1 187	1 187	1 187	8 381
Avances et acomptes reçus		3 637	4 367	4 367	1 456
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		62 295	55 483	55 483	32 926
Autres dettes et comptes de régularisation	XIV	54 879	34 472	34 472	20 462
Total des dettes		350 895	268 941	268 941	115 739
<b>Total Passif</b>		<b>660 431</b>	<b>562 568</b>	<b>570 753</b>	<b>399 106</b>
(1) de l'entreprise mère consolidante					
(2) dont résultat net de l'exercice		7 953	3 619	-3 327	10 946
(3) dont subventions d'investissement		306	173	173	49
(4) dont part à moins d'un an :		38 015	131 928	131 928	10 689
dont part à plus d'un an :		190 882	41 504	41 504	41 825

\* dont avances aux entreprises liées non consolidées par intégration globale ou proportionnelle au 31 mars 2002 : 114 K€

### 3.1.2 Compte de résultat consolidé au 31 mars 2002

En K€

		31.03.02	31.03.01	31.03.01	31.03.00
	Notes		Pro forma		
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>I</b>	<b>368 961</b>	<b>259 815</b>	<b>283 646</b>	<b>186 527</b>
Autres produits d'exploitation	II	93 346	72 169	86 916	53 167
Achats consommés		-151 941	-115 528	-122 831	-66 907
Charges de personnel		-93 012	-72 950	-81 119	-50 859
Autres charges d'exploitation	III	-116 200	-91 425	-117 508	-69 398
Impôts et taxes		-3 477	-3 181	-3 325	-2 213
Dotations aux amortissements et aux provisions	IV	-66 715	-40 968	-43 806	-36 598
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>30 962</b>	<b>7 932</b>	<b>1 973</b>	<b>13 719</b>
Charges et produits financiers *	V	-10 560	-3 140	-3 489	431
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>		<b>20 402</b>	<b>4 792</b>	<b>-1 516</b>	<b>14 150</b>
Charges et produits exceptionnels	VI	2 177	-64	-91	-573
Impôts sur les résultats	VII	-9 216	302	1 013	-2 592
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>		<b>13 363</b>	<b>5 030</b>	<b>-594</b>	<b>10 985</b>
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		/	/	/	/
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition/fonds de commerce/marques		-5 410	-1 379	-2 698	-39
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>7 953</b>	<b>3 651</b>	<b>-3 292</b>	<b>10 946</b>
Part des intérêts minoritaires		/	32	36	/
<b>Résultat net (Part du groupe)</b>		<b>7 953</b>	<b>3 619</b>	<b>-3 328</b>	<b>10 946</b>
Résultat par action		0,46	0,21		0,66
Résultat dilué par action (calculé selon l'avis n°27 de l'OEC)		0,48	0,22		0,65

\* dont produits financiers sur entreprises liées non consolidées par intégration globale ou proportionnelle au 31 mars 2002 : 0,96K €

#### N.B. : Comptes pro forma

Les comptes pro forma de l'exercice 2000/2001 ont été établis en tenant compte des résultats des filiales acquises en cours d'exercice sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001 et selon les principes comptables du groupe.

Les sociétés concernées sont Red Storm Entertainment, Ubi Soft Edutainment S.A., Ludimedia S.A., Ludi Factory SARL, 3D Planet SpA, Blue Byte Software Inc, Blue Byte Software Ltd., Blue Byte Software GmbH&Co. KG.

Sur l'exercice 2001/2002, aucune acquisition de société tiers n'ayant été effectuée, il n'a pas été établi de comptes pro forma.



### 3.1.3 Tableau de financement consolidé au 31 mars 2002

En K€

	31.03.02	31.03.01
<b>Flux d'exploitation</b>		
Bénéfice net	7 953	3 619
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	62 241	39 003
Amortissement net de reprise des écarts d'acquisition	5 401	1 379
Variation des provisions	3 168	-208
Variation des impôts différés	6 347	-5 032
Subvention	-49	/
Flux liés aux cessions d'immobilisations	325	129
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>85 386</b>	<b>38 890</b>
Augmentation des besoins d'exploitation	-20 101	-14 513
Diminution des besoins hors exploitation	1 685	4 517
<b>Total des flux</b>	<b>-18 416</b>	<b>-9 996</b>
<b>Flux liés aux investissements</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-105 522	-134 975
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-7 457	-6 826
Acquisitions de titres de participation	-448	-5 058
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-11 611	-310
Charges à répartir	-4 400	/
Cessions des immobilisations	236	834
Remboursement des prêts et autres immobilisations financières	621	623
Variation de périmètre (1)	/	-64 752
<b>Total des flux liés aux investissements</b>	<b>-128 581</b>	<b>-210 464</b>
<b>Flux des opérations de financement</b>		
Nouveaux emprunts à long et moyen terme	166 550	39 288
Remboursement des emprunts	-56 671	-19 823
Augmentation de capital	141	101
Augmentation de la prime d'émission	2 087	464
Augmentation de la prime de conversion	3 771	6 840
Augmentation de la prime d'émission des ABSA	2	7
Augmentation de la prime d'émission du PEG	1 242	/
Subventions reçues	182	124
Remboursement des comptes courants des actionnaires	/	-7 196
Autres flux	-601	430
<b>Total des flux des opérations de financement</b>	<b>116 703</b>	<b>20 235</b>
<b>Incidence des écarts de conversion</b>	<b>168</b>	<b>-95</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>55 260</b>	<b>-161 430</b>
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	-17 637	143 793
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	37 623	-17 637
(1) dont trésorerie des sociétés acquises	/	5 363

### 3.1.4 Annexes aux comptes consolidés

#### Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice, Ubi Soft Entertainment S.A. a procédé à la fusion-absorption de sa filiale Ubi Ventures, détenue à 100 %, ainsi qu'à la cession du fonds de commerce TLC à sa filiale Red Storm Entertainment Inc.

Elle a également acquis 40 % de la société 3D Planet pour la fusionner avec Ubi SpA (Italie) ; et vendu les titres Blue Byte GmbH à sa filiale Ubi Soft Entertainment GmbH.

La Suisse et le Canada assurent désormais la distribution de leurs produits.

Suite à la position de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC) à propos de l'amortissement des fonds de commerce acquis depuis l'application du règlement n° 99-02, le Groupe a décidé de les amortir de façon linéaire sur 20 ans à dater de l'exercice 2001/2002.

L'impact sur le résultat consolidé est de 2 021 K€.

#### 3.1.4.1 Principes comptables

Les comptes consolidés ont été établis selon le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable pour l'exercice ouvert à la date du 1<sup>er</sup> avril 2001.

Les notes et tableaux suivants sont présentés en milliers d'euros.

Les méthodes préférentielles préconisées par le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable ont été appliquées à l'exception de l'évaluation des engagements de retraite et prestations assimilées compte tenu de leur caractère non significatif.

Les différences de change, ayant trait à un élément monétaire significatif faisant en substance partie intégrante de l'investissement net d'une filiale, sont inscrites en écart de conversion.

##### a) Méthodes de consolidation

###### Intégration globale :

Les sociétés sont intégrées globalement en cas de contrôle exclusif résultant de la détention directe ou indirecte par Ubi Soft Entertainment S.A. de 50 % des droits de vote des sociétés consolidées, ou d'au moins 40 % des droits de vote si aucun actionnaire n'a de pourcentage de contrôle supérieur.

###### Mise en équivalence :

Les sociétés, conférant à Ubi Soft Entertainment S.A. une influence notable du fait de la possession directe ou indirecte

de 20 à 50 % des droits de vote, sont mises en équivalence. Au 31 mars 2002, les sociétés du groupe sont toutes contrôlées de façon exclusive par Ubi Soft Entertainment S.A., les comptes sont donc consolidés par intégration globale.

Les éliminations des opérations intra-groupe sont réalisées pour toutes les sociétés du groupe suivant les règles applicables en matière de consolidation.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les résultats internes non réalisés compris dans l'actif immobilisé et dans les stocks des sociétés consolidées sont éliminés.

##### b) Ecarts d'acquisition / Fonds de commerce / Marques

Les écarts d'acquisition correspondent, conformément à la réglementation des comptes consolidés, à la différence entre le prix d'acquisition et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Ces écarts sont affectés :

- le cas échéant, aux différents postes du bilan des sociétés acquises,
- au poste "écart d'acquisition" à l'actif du bilan consolidé pour le solde résiduel.

Ce dernier est amorti de façon linéaire sur une durée maximale de 20 ans.

Les écarts d'acquisition sont à chaque arrêté revus en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires de la filiale et de sa contribution au résultat de l'ensemble consolidé, et peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'amortissements ou de dépréciations exceptionnels.

Par prudence, les écarts d'acquisition négatifs sont repris sur la même durée que les écarts d'acquisition positifs (sur 20 ans).

Les fonds de commerce acquis comprennent tous les éléments incorporels (clientèle, savoir-faire) permettant d'exercer l'activité de la société et son développement. Les éléments incorporels résultent de la moyenne entre la valeur de productivité, le chiffre d'affaires, et un multiple sectoriel.

En cas de valorisation du fonds de commerce inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation serait pratiquée.

Selon le bulletin CNCC n°123 de Septembre 2001, les fonds commerciaux doivent être amortis selon les modalités retenues pour les écarts d'acquisition. Ils sont donc amortis de façon linéaire sur 20 ans.

Les marques acquises sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition ; pour les marques créées, les frais de dépôt sont immobilisés.

Les marques sont, à chaque arrêté, revues en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires potentiel généré et peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'amortissements ou de dépréciations exceptionnels.

#### **c) Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels de bureautique et les logiciels commerciaux.

Les logiciels de bureautique sont amortis en linéaire sur 12 mois.

Le coût de production des logiciels est déterminé en conformité avec l'avis du Conseil National de la Comptabilité d'avril 1987. Ces coûts sont inscrits au poste "immobilisations incorporelles en cours" (compte 232) au fur et à mesure de l'avancement du développement. A dater de leur première commercialisation, ils sont transférés dans les comptes "logiciels en cours de commercialisation" ou "développements extérieurs" (comptes 208).

Les logiciels-mères sont amortis à partir de leur date de lancement commercial, en fonction de la durée de commercialisation estimée de chaque produit, telle qu'appréciée à la date de clôture des comptes.

La durée d'amortissement est comprise entre 12 et 36 mois maximum. La prévision de chiffre d'affaires hors taxes des différents produits jusqu'à leur fin de vie est estimée à 742 652 K€ (il était de 643.526 K€ au 31 mars 2001).

Ce montant permet d'assurer l'amortissement des logiciels-mères correspondant. Le système d'amortissement retenu est celui du linéaire. Cependant, si les ventes se révélaient inférieures aux prévisions, un amortissement complémentaire serait pratiqué en conséquence. Les logiciels-outils, qui constituent un ensemble de programmes complexes de développement utilisables pour plusieurs produits, sont amortis de façon linéaire sur une durée de 36 mois maximum.

#### **d) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements calculés, par application de taux homogènes au sein du groupe, sont déterminés par référence aux modes et aux durées d'utilisation suivantes :

■ Matériels :	5 ans (linéaire)
■ Agencements et aménagements :	5 et 10 ans (linéaire)
■ Matériels informatiques :	3 ans (dégressif)
■ Mobilier de bureau :	10 ans (linéaire)

#### **e) Immobilisations financières**

La valeur brute des titres de participation correspond au coût d'acquisition ou à la souscription en numéraire des titres des sociétés non consolidées.

La valeur de la participation est appréciée à la fin de chaque exercice en fonction de la situation nette de la filiale à cette date, et en tenant compte des perspectives de développement à moyen terme. Une provision pour dépréciation est constituée, s'il y a lieu.

#### **f) Immobilisations acquises par voie de crédit-bail**

Les immobilisations significatives financées par voie de crédit-bail font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés, afin de se placer dans la situation où la société aurait acquis directement les biens concernés et les aurait financés par emprunts.

#### **g) Stocks et en-cours**

Les stocks de l'ensemble des sociétés du groupe sont valorisés, après élimination des marges internes, sur la base du prix de revient déterminé en activité normale.

Les stocks sont valorisés suivant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements, comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation est constatée, lorsque la valeur nette de réalisation probable est inférieure à la valeur comptable.

#### **h) Avances et acomptes versés**

Les licences concernent des droits de diffusion et de reproduction acquis auprès d'éditeurs tiers. La signature de contrats de licences donne lieu au paiement de montants garantis. Ces montants sont comptabilisés au compte 409.

A la clôture de l'exercice, le montant restant à amortir est comparé avec les perspectives de ventes. Si elles ne sont pas suffisantes, un amortissement complémentaire est pratiqué en conséquence.

#### **i) Clients et comptes rattachés**

Les clients et comptes rattachés ont été évalués à leur valeur nominale. Ils font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation en fonction de l'espérance de recouvrabilité des créances à la clôture.

#### j) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières sont constituées d'actions propres et de participations dans des fonds de placement d'une part, et de placements à court terme d'autre part, qui sont valorisés à leur prix d'achat ou à leur valeur de marché lorsque celle-ci est inférieure.

#### k) Disponibilités

Les disponibilités sont constituées des soldes de comptes de caisse et de banque.

#### l) Impôts différés

Des impôts différés sont constatés dans le compte de résultat et au bilan pour tenir compte du décalage entre les exercices où certaines dépenses et certains produits sont comptabilisés dans les comptes consolidés, et les exercices où ils interviennent pour la détermination du résultat fiscal.

Des impôts différés sont constatés au compte de résultat et au bilan pour tenir compte des déficits reportables dès l'année où la probabilité de récupération paraît effective.

En application de la méthode du report variable, l'effet des éventuelles variations des taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement, est enregistré en compte de résultat au cours de l'exercice où ces changements de taux sont connus.

#### m) Conversion des éléments en devises

##### Conversion en euros des éléments en devises des sociétés françaises

Les charges et produits des opérations en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les actifs et les dettes sont généralement convertis au taux de clôture, et les écarts de change résultant de cette conversion sont enregistrés dans le compte de résultat.

##### Conversion en euros des états financiers des filiales étrangères

Une distinction est à apporter en fonction du caractère autonome ou non autonome de la filiale étrangère :

La filiale est dite autonome :

- lorsqu'elle a une autonomie économique et financière vis-à-vis de l'entreprise consolidante ou des autres entreprises consolidées,
- et si les éléments monétaires de son bilan et la plupart de son compte de résultat sont liés à une autre devise que l'euro.

Dans ce cas, la méthode du cours de clôture est utilisée ; Elle consiste à convertir les éléments d'actif et passif des filiales étrangères, au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, et les éléments du compte de résultat au taux moyen annuel. Les capitaux propres sont conservés au taux historique.

Elle est considérée comme non-autonome lorsqu'elle constitue le prolongement des activités à l'étranger de la filiale consolidante. Ce qui signifie que la plupart de ses activités commerciales ou financières s'effectue avec la société consolidante. Dans ce cas, la méthode du cours historique est utilisée.

Dès lors, les éléments monétaires du bilan sont convertis au taux de clôture, les éléments non monétaires au taux historique. Le compte de résultat est converti au taux moyen annuel.

#### n) Provisions pour risques et charges

Des provisions, pour risques et charges, sont constituées lorsque des risques et charges nettement précis quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine, sont rendus probables par des événements survenus ou en cours.

Au 31 mars 2002, les provisions pour risques et charges concernent :

- le risque lié à un contrôle fiscal,
- le risque lié à la fermeture de certaines filiales à faible activité.

#### o) Résultat dilué par actions

Ce résultat est égal à la division du :

- résultat net avant dilution augmenté du montant net d'impôt des économies de frais financiers réalisées en cas de conversion des instruments dilutifs.
- par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation, augmenté par le nombre d'actions qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions et de l'exercice des droits.



### 3.1.4.2 Périmètre de consolidation

#### a) Sociétés retenues dans le cadre des comptes consolidés du groupe Ubi Soft Entertainment au 31 mars 2002

SOCIETE	Pays	Société consolidée	Pourcentage de contrôle	Méthode	Activité	Création
UBI SOFT ENTERTAINMENT S.A.	France	Oui	Société mère	Intégration Globale		1986
UBI SOFT ENTERTAINMENT Ltd.	Royaume-Uni	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1989
UBI SOFT Inc.	USA	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1991
UBI SOFT ENTERTAINMENT GmbH	Allemagne	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1991
UBI SOFT SRL	Roumanie	Non	100 %	Non consolidée	Engineering et commercialisation	1993
UBI STUDIOS S.A.	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	1994
UBI SOFT S.A.	Espagne	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1994
UBI SOFT KK	Japon	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1994
UBI PICTURES SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Graphisme et infographie	1995
UBI SOFT SpA	Italie	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1995
UBI GAME DESIGN SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Développement interactivité et ergonomie	1995
UBI SOUND STUDIO SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Voix, musique, bruitage	1995
UBI BOOKS AND RECORDS SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Gestion et administration	1995
UBI RESEARCH AND DEVELOPMENT SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	1996
UBI ANIMATION SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Studio d'animation et effets spéciaux	1996
UBI SIMULATIONS SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	1996
UBI SOFT PTY Ltd.	Australie	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1996
UBI GRAPHICS SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Graphismes et modélisations	1996
SHANGHAI UBI COMPUTER SOFTWARE Ltd.	Chine	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation et Engineering	1996
UBI SOFT MARKETING & COMMUNICATION S.A.	France	Oui	100%	Intégration Globale	Commercialisation	1997
UBI SOFT DIVERTISSEMENTS Inc.	Canada	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	1997
UBI NETWORKS SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Services internet	1998
UBI WORLD S.A.	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Marketing monde	1998
UBI SOFT ENTERTAINMENT SARL	Maroc	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	1998
UBI VOICES Inc.	USA	Oui	100 %	Intégration Globale	Gestion des droits d'auteur	1998
UBI SOFT ENTERTAINMENT NORDIC A.S.	Danemark	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1998
UBI INFO DESIGN SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Scénarisation d'interactivité	1998
UBI MUSIC PUBLISHING Inc.	Canada	Oui	100 %	Intégration Globale	Création musicale	1998
UBI SOFT ENTERTAINMENT Ltd.	Hong Kong	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1998
UBI SOFT ENTERTAINMENT BV	Hollande	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1998
UBI SOFT ENTERTAINMENT Sprl	Belgique	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1998
UBI STUDIOS SL	Espagne	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	1998
UBI STUDIOS Srl	Italie	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	1998
UBI SOFT France S.A.	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Edition et commercialisation	1998
UBI SOFT ENTERTAINMENT Inc.	USA	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	1998

SOCIETE	Pays	Société consolidée	Pourcentage de contrôle	Méthode	Activité	Création
UBI SOFT ENTERTAINMENT Ltda	Brésil	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1999
UBI PRODUCTIONS France SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	1999
UBI WORLD STUDIOS SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Direction des studios	1999
UBI COMPUTER SOFTWARE BEIJING COMPANY Ltd.	Chine	Oui	100%	Intégration Globale	Engineering	1999
UBI SOFT PUBLISHING OEM Inc.	Canada	Oui	100 %	Intégration Globale	Distribution de logiciels	1999
UBI STUDIOS KK	Japon	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	1999
UBI SOFT ENTERTAINMENT SWEDEN AB	Suède	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	1999
UBI COLOR SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Création graphique	1999
UBI MARKETING RESEARCH SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Etudes marketing	1999
UBI DIGITAL MOVIES Inc.	Canada	Non	100 %	Non consolidée	Création d'images numériques	1999
UBI MUSIC Inc.	Canada	Oui	100 %	Intégration Globale	Création musicale	1999
UBI STUDIOS Ltd.	Royaume-Uni	Oui	100 %	Intégration Globale	Engineering	2000
GAMEBUSTERS GesmbH	Autriche	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	2000
UBI SOFT EDUTAINMENT S.A.	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Création	2000
LUDIMEDIA S.A.	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Conception et scénarisation	2000
LUDI FACTORY SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Studio graphique et de localisation	2000
SINISTER GAMES Inc.	USA	Oui	100 %	Intégration Globale	Création et animation	2000
UBI EMEA SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	2000
UBI SOFT HOLDINGS Inc.	USA	Oui	100 %	Intégration Globale	Gestion et administration	2000
RED STORM ENTERTAINMENT	USA	Oui	100 %	Intégration Globale	Création et animation	2000
UBI ADMINISTRATION SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Gestion et administration	2000
UBI SOFT Canada Inc.	Canada	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	2000
BLUE BYTE SOFTWARE Inc.	USA	Oui	100 %	Intégration Globale	Création et animation	2001
BLUE BYTE SOFTWARE Ltd.	Royaume-Uni	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	2001
UBI SOFT ENTERTAINMENT NORWAY A.S.	Norvège	Oui	100 %	Intégration Globale	Commercialisation	2001
UBI.COM S.A.	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Internet	2001
UBI MANUFACTURING SARL	France	Oui	100 %	Intégration Globale	Suivi Fabrication	2001
UBI.COM Inc.	USA	Oui	100 %	Intégration Globale	Internet	2002
UBI SOFT ENTERTAINMENT S.A.	Suisse	Non	100 %	Non consolidée	Commercialisation	2002
UBI SOFT ENTERTAINMENT FINLAND OY	Finlande	Non	100 %	Non consolidée	Commercialisation	2002

La date de clôture de toutes les sociétés consolidées est le 31 mars.

Pour les sociétés détenues majoritairement, les seuils de signification sont fixés :

- à 76 K€ du "total bilan" pour les sociétés de production ;
- à 305 K€ de chiffre d'affaires pour les sociétés de distribution.

**b) Variation du périmètre**

## ■ Nouvelles sociétés entrées dans le périmètre de consolidation au 31 mars 2002 :

UBI SOFT CANADA Inc.	date d'entrée dans le périmètre : avril 2001
UBI.COM S.A.	date de création : juin 2001
UBI SOFT ENTERTAINMENT NORWAY A.S.	date de création : juillet 2001
UBI.COM Inc.	date de création : août 2001
UBI MANUFACTURING SARL	date de création : septembre 2001

## ■ Fusions réalisées sur l'exercice :

UBI SOFT SPA (Italie) a absorbé 3D Planet SPA au 1<sup>er</sup> avril 2001  
UBI SOFT ENTERTAINMENT S.A. a absorbé UBI VENTURES S.A. au 1<sup>er</sup> avril 2001  
UBI SOFT ENTERTAINMENT GmbH a absorbé BLUE BYTE SOFTWARE GmbH & Co.KG au 1<sup>er</sup> octobre 2001

**3.1.4.3 Notes sur le bilan**
**I. ECARTS D'ACQUISITION, FONDS DE COMMERCE ET MARQUES**
**a) Ecart d'acquisition**

Les écarts d'acquisition s'analysent comme suit au 31.03.2002 :

Société acquise	Date d'acquisition	Au 31.03.01 Brut	Augmentations	Diminutions	Frais d'acquisition	Au 31.03.02
UBI Studios S.A.	02.02.96	16	/	/	/	16
UBI Pictures S.A.	02.02.96	77	/	/	/	77
Ubi Soft Inc.	02.02.96	302	/	/	/	302
Ubi Soft Entertainment Ltd.	31.12.94	236	/	/	/	236
Ubi Soft Entertainment GmbH	01.08.95	153	/	/	/	153
Ubi Soft Holdings Inc.	28.09.00	/	/	/	95	95
Sinister Games Inc.	31.03.00	4 855	1 618	/	-30	6 443
3D Planet SPA	30.09.00	2 357	1 522	/	-27	3 852
Blue Byte Software Ltd.	06.02.01	1 082	/	/	/	1 082
Blue Byte Software GmbH CO.KG	06.02.01	7 229	/	/	-74	7 155
Blue Byte Software Inc.	06.02.01	13 174	/	/	/	13 174
Red Storm Entertainment	28.09.00	34 768	/	/	-116	34 652
Ubi Soft Canada Inc.	02.10.00	/	266	/	/	266
<b>Total</b>		<b>64 249</b>	<b>3 406</b>	<b>/</b>	<b>-152</b>	<b>67 503</b>

Les écarts d'acquisition sont revus à chaque arrêté en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires de la filiale et de sa contribution au résultat de l'ensemble consolidé et peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'amortissements ou de dépréciations exceptionnels.

Au 31.03.01				Au 31.03.02
Société acquise	Amortissements	Dotations	Reclassification	Amortissements
UBI Studios S.A.	4	1	/	5
UBI Pictures S.A.	20	4	/	24
Ubi Soft Inc.	79	15	/	94
Ubi Soft Entertainment Ltd.	71	12	/	83
Ubi Soft Entertainment GmbH	43	7	/	50
Ubi Soft Holdings Inc.	/	5	3	8
Sinister Games Inc.	243	322	/	565
3D Planet SPA	59	193	/	252
Blue Byte Software Ltd.	9	54	/	63
Blue Byte Software GmbH CO.KG	60	358	/	418
Blue Byte Software Inc.	110	658	/	768
Red Storm Entertainment	872	1 740	-3	2 609
Ubi Soft Canada Inc.	/	20	/	20
<b>Total</b>	<b>1 570</b>	<b>3 389</b>	<b>/</b>	<b>4 959</b>

Les écarts d'acquisition sont amortis sur 20 ans.

#### b) Fonds de commerce

Les fonds de commerce se décomposent ainsi au 31 mars 2002 :

Au 31.03.01					Au 31.03.02
	Brut	Augmentations	Diminutions	Reclassification	Brut
France	11 342	/	/	/	11 342
Etats-Unis	26 301	8	/	-10 000	16 309
Allemagne	6 810	/	/	/	6 810
Belgique	1 556	/	/	/	1 556
Hollande	1 144	/	/	/	1 144
Autriche	509	/	/	/	509
Suisse	/	1 524	/	/	1.524
Canada	/	2 028	/	/	2 028
<b>Total</b>	<b>47 662</b>	<b>3 560</b>	<b>/</b>	<b>-10 000</b>	<b>41 222</b>

Au 31.03.01			Au 31.03.02
	Amortissement	Augmentations	Brut
France	/	594	594
Etats-Unis	/	788	788
Allemagne	/	340	340
Belgique	/	78	78
Hollande	/	57	57
Autriche	/	25	25
Suisse	/	38	38
Canada	/	101	101
<b>Total</b>	<b>/</b>	<b>2 021</b>	<b>2 021</b>

Ubi Soft, au cours de l'exercice 2001/2002, a renforcé son réseau de distribution en reprenant la distribution des logiciels à la société Guillemot Corporation en Suisse et au Canada.

Les fonds de commerce sont amortis en linéaire sur 20 ans.



### c) Marques

Les marques sont constituées comme suit :

Au 31.03.01				Au 31.03.02
	Brut	Augmentations	Diminutions	Brut
Marques	104	10 268 *	3	10 369
<b>Total</b>	<b>104</b>	<b>10 268</b>	<b>3</b>	<b>10 369</b>

\* dont 10 004 K€ de reclassements de compte à compte et fusions

Au 31.03.01				Au 31.03.02
	Amortissement	Augmentations	Diminutions	Brut
Marques	/	144 *	/	144
<b>Total</b>	<b>/</b>	<b>144</b>	<b>/</b>	<b>144</b>

\* reclassements de compte à compte et fusions

## II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les Immobilisations incorporelles se décomposent ainsi au 31 mars 2002 :

Au 31.03.01				Au 31.03.02
Immobilisations	Amortissement	Augmentations	Diminutions	Brut
Logiciels en cours de commercialisation	111 766	(1)* 63 939	17 456	158 249
Développements extérieurs	5 098	(2) 15 758	6 263	14 594
Logiciels en cours de production	65 493	* 80 440	65 493	80 440
Logiciels outils	19 153	(3) 3 181	7 537	14 797
Autres licences	894	519	3	1 409
Logiciels bureautique	3 337	(4) 1 333	252	4 418
Divers	107	/	107	/
Autres	312	(5) 2 134	28	2 418
<b>Total</b>	<b>206 160</b>	<b>167 304</b>	<b>97 139</b>	<b>276 325</b>

(1) dont 58 943 K€ de reclassements de compte à compte

(2) dont 7 720 K€ de reclassements de compte à compte

(3) dont 2 281 K€ de reclassements de compte à compte

(4) dont 40 K€ de fusions et reclassements de compte à compte

(5) dont 28 K€ de reclassements de compte à compte

Ce qui donne une augmentation nette de fusions et reclassements de compte à compte de 98 292 K€.

\* Les logiciels encours de commercialisation et en cours de production comprennent également 9 M€ de développements extérieurs.

- logiciels en cours de commercialisation : il s'agit des logiciels développés en interne et commercialisés ;
- développements extérieurs : il s'agit de logiciels développés en collaboration avec les third parties et commercialisés ;
- logiciels en cours de production : il s'agit des développements internes et externes n'ayant pas encore été commercialisés. L'augmentation représente les logiciels en cours de production au 31 mars 2002 ;
- logiciels outils : ils constituent un ensemble de programmes complexes de développement utilisables pour plusieurs produits.

Au 31.03.01				Au 31.03.02
Amortissements	Cumulés	Augmentations	Diminutions	Cumulés
Logiciels en cours de commercialisation	63 824	50 178	17 317	96 685
Développements extérieurs	2 313	1 945	690	3 568
Logiciels outils	11 561	4 741	7 537	8 765
Autres licences	858	172	/	1 030
Logiciels bureautique	1 962	975	200	2 737
Autres	195	72	30	237
<b>Total</b>	<b>80 713</b>	<b>(1) 58 083</b>	<b>25 774</b>	<b>113 022</b>

(1) dont 96 K€ de reclassements de compte à compte

Tous les logiciels en cours de commercialisation sont amortis sur une durée de 3 ans au maximum.

### III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se répartissent comme suit :

Au 31.03.01					31.03.02
Immobilisations	Brut	Augmentations	Diminutions	Ecart de change	Brut
Installations techniques	4 873	(1) 2 158	1 122	-12	5 897
Matériel informatique et mobilier	20 807	(2) 5 120	3 606	-23	22 298
Matériel de transport	131	(3) 67	57	-1	140
Matériel informatique financé par crédit-bail	5 342	1 792	1 204	/	5 930
Immobilisations en cours	/	57	38	/	19
<b>Total</b>	<b>31 153</b>	<b>9 194</b>	<b>6 027</b>	<b>-36</b>	<b>34 284</b>

(1) dont 749 K€ de reclassements de compte à compte et fusions

(2) dont 974 K€ de reclassements de compte à compte et fusions

(3) dont 14 K€ de fusions

Au 31.03.01					31.03.02
Amortissements	Cumulé	Augmentations	Diminutions	Ecart de change	Cumulés
Installations techniques	1 913	909	808	/	2 014
Matériel informatique et mobilier	12 173	5 199	2 795	20	14 596
Matériel de transport	70	57	43	/	84
Matériel informatique financé par crédit-bail	4 532	852	1 148	/	4 237
<b>Total</b>	<b>18 688</b>	<b>(1) 7 017</b>	<b>4 794</b>	<b>20</b>	<b>20 931</b>

(1) dont 1 262 K€ de reclassements de compte à compte et fusions

**IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Au 31.03.01					31.03.02
Immobilisations	Brut	Augmentations	Diminutions	Ecart de change	Brut
Sociétés non consolidées	10 799	448	23	/	11 224
Autres titres immobilisés	4	/	/	/	4
Prêts	/	10 991	/	/	10 991
Dépôts et cautionnements	1 239	620	598	-21	1 240
<b>Total</b>	<b>12 042</b>	<b>12 059</b>	<b>621</b>	<b>-21</b>	<b>23 459</b>

Au 31.03.01					31.03.02
Provisions	Cumulés	Augmentations	Diminutions	Ubi Ventures	Cumulés
Prêts	/	453	/	/	453
Titres de participation	627	2 031	205	57	2 510
<b>Total</b>	<b>627</b>	<b>2 484</b>	<b>205</b>	<b>57</b>	<b>2 963</b>

Pourcentage de détention des sociétés non consolidées :

Sociétés	Valeur d'acquisition des titres (en K€)	Pourcentage de détention
Ubi Soft SRL (Roumanie)	799	99,35 %
Ubi Digital Movies Inc.	1	100 %
Gameloft S.A.	4 947	8,31 %
Financière Yacom	646	12 %
Ludopia Interactive S.A.	1 257	18,45 %
S.A. Teamchman	3 049	20 %
Cybersearch	149	Non significatif
Gameloft.com Ltda (Brésil)	1	1 %
Students-life.com	343	17,88 %
Ubi Soft Entertainment S.A. (Suisse)	24	99,80 %
Ubi Soft Entertainment Finland OY	8	100 %
<b>Total</b>	<b>11 224</b>	

Les sociétés dans lesquelles le groupe n'a pas une influence notable ne font pas partie du périmètre de consolidation ; il s'agit de Gameloft S.A., Yacom, Ludopia, Chman, Cybersearch, Gameloft.com Ltda et Students-Life.com.

Les autres sociétés exclues du périmètre le sont du fait :

- du délai d'établissement des comptes incompatible avec ceux requis pour la transmission des comptes consolidés aux Commissaires aux Comptes (Ubi Soft SRL) ;
- de leur liquidation en-cours (Ubi Digital Movies Inc.) ;
- de leur création récente (Ubi Soft Entertainment S.A. et Ubi Soft Entertainment Finland OY).

## Informations générales sur les principales sociétés non consolidées

Sociétés cotées	Gameloft.com S.A.	Cyberseach
Valeur comptable au 31.03.02	4 946 836	65 520
Nombre de titres	5 225 323	24 000
Valeur des titres par action au 28.03.02	0,9285	2,04
Dépréciation sur l'exercice	95 124	16 560

Sociétés non cotées	Comptes au	Capitaux propres	Résultat de l'exercice	Dépréciation de l'exercice
Ubi Roumanie	31.03.02	436 046	197 427	-128 491 (reprises)
S.A. Teamchman	31.10.01	2 388 125	-357 125	1 928 690 (dotations)

A partir du 1<sup>er</sup> avril 2002, Ubi Soft Entertainment a cédé ses participations minoritaires dans les sociétés Financière Yacom, Ludopia Interactive et Students-Life.com. Cette cession a été

réalisée en faveur de la holding Guillemot Brothers sur la base de la valeur d'acquisition initiale, en contrepartie de titres de la société Gameloft S.A.

## V. STOCKS ET EN-COURS

Les stocks de marchandises se décomposent comme suit :

	Au 31.03.02		Au 31.03.01
	Brut	Provision	Net
Marchandises	49 714	1 069	48 645
<b>Total</b>	<b>49 714</b>	<b>1 069</b>	<b>48 645</b>

La faible augmentation des stocks de marchandises au 31 mars 2002 est liée à une maîtrise accrue des délais de rotation, ainsi qu'à l'étalement des sorties de produits tout au long de l'année.

Le mode de dépréciation des stocks est calculé en fonction de l'ancienneté des supports. Les consoles ancienne génération (Nintendo 64 et les Dreamcast) ont été provisionnées à hauteur de 50 %.

Le faible niveau de la provision sur stock s'explique par la baisse des prix des consoles ancienne génération, ce qui ne risque pas de générer une obsolescence de nos jeux, ainsi que par la diminution de jeux Nintendo 64 et Dreamcast dans nos stocks.

## VI. AVANCES ET ACOMPTES VERSES

Il s'agit essentiellement des avances garanties versées sur les contrats de licences pour 53 431 K€.

Ces avances sont rapportées au résultat au prorata des ventes réalisées sur les produits concédés.

## VII. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les clients se répartissent comme indiqué ci-après :

	Au 31.03.02			Au 31.03.01
	Brut	Provisions	Net	Net
Clients et comptes rattachés	109 092	2 614	106 478	79 991
<b>Total</b>	<b>109 092</b>	<b>2 614</b>	<b>106 478</b>	<b>79 991</b>

## VIII. AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

Les autres créances et comptes de régularisation se décomposent ainsi :

	31.03.02	31.03.01
Impôts différés actifs (ARD)	14 185	8 159
Impôts différés actifs, retraitements de consolidation (1)	1 129	1 990
Avances en comptes courants	3 918	15 403
TVA	7 659	5 399
Autres créances fiscales et sociales	14 141	16 043
Avoirs fournisseurs à recevoir	1 732	514
Fournisseurs débiteurs	4 376	1 447
Autres	136	298
Charges constatées d'avance	3 424	2 400
Charges à répartir	4 173	470
Ecart de conversion	9	15
Prime de remboursement (2)	(*)15 294	(**)185
<b>Total</b>	<b>70 176</b>	<b>52 323</b>

La totalité des créances a une échéance à moins d'un an.

(1) Crédit-Bail : 88  
Marge sur stock : 1 041

(2) (\*) Le montant à l'origine de la prime de remboursement des Océanes constatée à l'actif est de 16 380 K€. L'amortissement de cette prime se fait sur la durée de l'emprunt, soit 1 086 K€ au 31 mars 2002.

(\*\*) Du fait de la conversion des 40 075 obligations et du remboursement anticipé de 636 obligations intervenus au cours de l'exercice, la prime de remboursement a été amortie à hauteur de 185 K€ sur l'exercice 2001/2002.

## IX. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont constituées par :

Nature	Valeur brute	Valeur nette
Actions propres	18 539	18 539
Fonds de placement	21 826	21 826
<b>Total</b>	<b>40 365</b>	<b>40 365</b>

Nature	Nombre	Prix moyen Euro	Valeur brute K€	Provision K€	Valeur nette K€	Pourcentage du capital
Actions propres	568 141	32,63	18 539	/	18 539	3,27 %

## X. DISPONIBILITES

Le poste "disponibilités" comprend des soldes de compte de caisse et de banque pour 30 548 K€ au 31 mars 2002 contre 34 986 K€ au 31 mars 2001.



## XI. CAPITAUX PROPRES

### Capital

Le capital de la société Ubi Soft Entertainment S.A. est composé au 31 mars 2002 de 17 368 732 actions d'une valeur nominale de 0,31 euro chacune, soit 5 384 307 euros.

Nombre maximal d'actions à créer : 5 646 664

- par conversion d'obligations : 3 905 470
- par levée de stock options : 827 594
- par exercice de bons de souscription : 913 600

### Variation des capitaux propres

Nature	Capital	Primes	Réserves consolidées et écarts de conversion	Résultat de l'exercice	Autres	
					Subvention reçue	Totaux capitaux propres
Situation au 31 mars 2000	5 055	252 138	25 509		49	282 751
Variation de capital de l'entreprise consolidante	101	7 205				7 306
Résultat consolidé de l'exercice (Part du groupe)				3 619		3 619
Variation des écarts de conversion			-579			-579
Subvention reçue					124	124
Autres mouvements			13			13
Situation au 31 mars 2001	5 156	259 343	24 943	3 619	173	293 234
Conversion capital en Euros	87		-87			/
Affectation du Résultat consolidé N-1			3 619	-3 619		/
Variation de capital de l'entreprise consolidante	141	7 063				7 204
Résultat consolidé de l'exercice (Part du groupe)				7 953		7 953
Variation des écarts de conversion			531			531
Subvention reçue					133	133
Situation au 31 mars 2002	5 384	266 406	29 006	7 953	306	309 055

### Nombre d'actions Ubi Soft Entertainment S.A.

<b>Au 01.04.01</b>	<b>16 909 122</b>
Levées d'options	207 068
Conversions d'obligations	205 470
Bons de souscriptions d'actions exercés	65
Actions Plan Epargne Groupe	47 007
<b>Au 31.03.02</b>	<b>17 368 732</b>

## Bons de souscription d'actions

### ■ Bons de souscription d'actions du 3 novembre 1999

Nombre initial de bons : 372 058, 2 bons permettant de souscrire à une action de 1,52 € (10 F) de nominal  
Suite à la division du nominal par 5, 2 bons permettent de souscrire à 5 actions de 0,31 € de nominal  
Prix d'émission : 136 Euros (892,10 F)  
Période d'exercice : du 3 novembre 1999 au 2 novembre 2002  
Prix d'exercice : 170 Euros (1 115,13 F)  
26 bons ont été souscrits durant l'exercice.  
Au 31 mars 2002, il reste 340 516 bons de souscription d'actions non encore exercés.

### ■ Bons de souscription d'actions du 12 mars 2001

Nombre et montant nominal : 53 266, 1 bon permettant de souscrire à 1 action de 0,31 € (2 F) de nominal  
Prix d'émission : 0,01 Euro (0,07 F)  
Période d'exercice : du 28 décembre 2001 au 11 mars 2006  
Prix d'exercice : 40,288 Euros (264,27 F)  
Au 31 mars 2002, aucun bon de souscription n'avait été exercé.

### ■ Bons de souscription d'actions du 19 mars 2001

Nombre et montant nominal : 9 044, 1 bon permettant de souscrire à une action de 0,31 € (2 F) de nominal  
Prix d'émission : 0,01 Euro (0,07 F)  
Période d'exercice : du 19 mars 2002 au 18 mars 2006  
Prix d'exercice : 32,072 Euros (210,38 F)  
Au 31 mars 2002, aucun bon de souscription n'avait été exercé.

## Stock options

L'augmentation du capital et des primes d'émission au cours de l'exercice résulte pour une partie de l'exercice de stock options. Pour mémoire, les conditions d'exercice des plans de stock options sont les suivantes :

	2 <sup>nd</sup> Plan	3 <sup>ème</sup> Plan	4 <sup>ème</sup> Plan	5 <sup>ème</sup> Plan	6 <sup>ème</sup> Plan
Nombre initial d'actions	250 000	250 000	40 471	400 000	44 605
Valeur nominale	0,31 €	0,31 €	0,31 €	0,31 €	0,31 €
Prix de souscription	12,10 €	20,40 €	38 €	34,51 €	34,51 €
Date de validité	22.04.97 au 22.04.02	23.10.98 au 23.10.03	08.12.00 au 08.12.05	09.04.01 au 09.04.06	25.04.01 au 24.04.06
Options non encore exercées au 31 mars 2002	97 793	244 725	40 471	400 000	44 605

## Augmentation de capital réservée aux salariés

L'Assemblée Générale Mixte du 13 septembre 2000, dans sa partie extraordinaire, a autorisé le Conseil d'Administration à procéder sur ses seules délibérations à une augmentation de capital d'Ubi Soft Entertainment réservée à ses salariés et à ceux de ses filiales françaises, dans la limite maximum de 2,5 % du montant total des actions composant le capital social au moment de son utilisation, par l'intermédiaire notamment d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise.

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 10 avril 2001, a utilisé l'autorisation de l'Assemblée Générale du 13 septembre 2000 en fixant le prix de souscription des actions à émettre à 26,72 euros chacune et a précisé que ces actions seraient souscrites par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise Ubi actions.

Les salariés ont souscrit à 47 007 actions par le biais du FCPE Ubi actions. Cette augmentation de capital a été constatée par le Conseil d'administration du 13 juillet 2001.

## XII. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges se décomposent ainsi :

	Au 31.03.01	Augmentation	Dotations	Reprises	Au 31.03.02
Provisions pour pertes de change	15	/	71	15	71
Provisions pour impôt	/	/	244	/	244
Ecart d'acquisition négatif	175	/	/	9	166
<b>Total</b>	<b>190</b>	<b>/</b>	<b>315</b>	<b>24</b>	<b>481</b>

L'écart d'acquisition négatif est lié à l'achat de la société Ubi Studios Ltd. au 1<sup>er</sup> février 2000.

Par prudence, il a été décidé de reprendre l'écart d'acquisition négatif d'Ubi Studios Ltd. sur la même durée que les écarts d'acquisition positifs, c'est-à-dire 20 ans.

Au 31 mars 2002, les provisions pour risques et charges concernent :

- le risque lié à un contrôle fiscal,
- le risque lié à la fermeture de certaines filiales à faible activité.

## XIII. DETTES FINANCIERES

Les dettes financières se décomposent ainsi :

	31.03.02	31.03.01
Emprunts obligataires	190 882	29 275
Emprunts auprès des organismes de crédits	152	37 109
Intérêts courus	2 118	1 104
Avances en devises	18 799	7 529
Crédits SPOT	/	25 307
Crédits syndiqués	/	37 498
Découverts bancaires	14 492	34 310
Emprunts résultant du retraitement des leasings	2 416	1 262
Avances Etat	38	38
<b>Dettes financières</b>	<b>228 897</b>	<b>173 432</b>
	<b>à - 1 an</b>	<b>+ 1 an et - 5 ans    + 5 ans</b>
Echéances restant à payer au 31.03.02	38 015	190 882    /

Le groupe a des dettes à taux fixe pour 214 405 K€, à taux variable pour 14 492 K€.

Les contrats de crédit-bail concernent principalement du matériel informatique dont la durée du contrat n'excède pas 3 ans.

Les découverts bancaires financent les besoins ponctuels de trésorerie liés aux variations des besoins en fonds de roulement.

A la clôture de l'exercice 2001/2002, l'endettement net financier est de 157 946 K€.

	31.03.02	31.03.01
Dettes financières hors avances Etat	228 859	173 394
Disponibilités	-30 548	-34 986
VMP	-40 365	-51 195
<b>Endettement net financier</b>	<b>157 946</b>	<b>87 213</b>

La répartition des dettes financières par devise est la suivante :

	31.03.02	31.03.01
Francs Français	/	107 001
Euros	202 877	6 250
Dollars US	24 296	55 044
Deutch Mark	/	3 510
Dollars Canadiens	1 569	/
Lire Italienne	/	945
Schilling Autrichien	/	319
Pesetas	/	318
Livre Sterling	153	45
RMB	/	/
Autres	2	/
<b>Dettes financières</b>	<b>228 897</b>	<b>173 432</b>

#### ■ Principales caractéristiques du premier emprunt obligataire :

Nombre et montant nominal : 167 000 obligations de nominal 91,47 € (600 F)  
 Prix d'émission : 91,47 € (600 F) par obligation  
 Date de jouissance et de règlement : 10 octobre 1997  
 Durée de l'emprunt : 5 ans et 173 jours  
 Intérêt annuel : 2 % l'an, soit 1,83 € (12 F) par obligation, payable le 1<sup>er</sup> avril de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998.  
 Taux de rendement actuariel brut : 4,26 % au 10 octobre 1997  
 Amortissement normal : amortissement en totalité le 1<sup>er</sup> avril 2003, par remboursement au prix de 681,58 F soit 113,6 % du prix d'émission.

Au 31 mars 2002 l'emprunt est clos.

166 364 obligations ont été converties, dont 40 075 sur l'exercice.

636 obligations ont été remboursées par anticipation du 21 mai au 20 août 2001.

#### ■ Principales caractéristiques du second emprunt obligataire :

Nombre et montant nominal : 314 815 obligations de nominal 164,64 € (1 080 F)  
 Suite à la division du nominal par 5, 1 obligation permet de souscrire à 5 actions de 0,31 € de nominal  
 Prix d'émission : 164,64 € (1 080 F) par obligation  
 Date de jouissance et de règlement : 16 juillet 1998  
 Durée de l'emprunt : 7 ans  
 Intérêt annuel : 3,80 % l'an, soit 6,26 € (41,04 F) par obligation, payable à partir du 16 juillet de chaque année  
 Taux de rendement actuariel brut : 3,80 % au 16 juillet 1998  
 Amortissement normal : amortissement en totalité le 16 juillet 2005, par remboursement au prix de 164,64 € (1 080 F) soit 100 % du prix d'émission.

163 721 obligations ont été converties, dont 1 019 sur l'exercice.

151 094 obligations restent à convertir.

#### ■ Principales caractéristiques du troisième emprunt obligataire :

O.C.E.A.N.E. (Obligations à option de Conversion et/ou d'Echange en Actions Nouvelles ou Existantes).

Le Conseil d'administration dans sa séance du 13 novembre 2001 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 octobre 2001, a consenti à l'émission d'obligations à option de conversion et/ ou échange d'actions nouvelles ou existantes de la société d'un montant total maximum d'environ 172,1 millions d'euros.

Nombre et montant nominal :	3 150 000 obligations de 47,50 € de nominal.
Chaque obligation donne droit à une action	
Prix d'émission :	47,50 €
Date de jouissance et règlement :	30 novembre 2001
Durée de l'emprunt :	5 ans à compter de règlement
Intérêt annuel :	2,5 % l'an payable à terme échu le 30 novembre de chaque année.
Taux de rendement actuariel brut :	4,5 % à la date de règlement (en l'absence de conversion et/ ou d'échange d'actions et en l'absence d'amortissement anticipé)
Amortissement normal :	les obligations seraient remboursées en totalité le 30 novembre 2006 par remboursement à un prix de 52,70 € soit environ 110,94 % de la valeur nominale.

Au 31 mars 2002, aucune obligation n'avait été exercée.

#### XIV. AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

Les autres dettes et comptes de régularisation se décomposent de la manière suivante :

	31.03.02	31.03.01
Dettes sociales	9 293	8 106
Dettes fiscales	20 818	13 622
Autres dettes*	19 539	8 198
Produits constatés d'avance	5 229	4 546
<b>Total</b>	<b>54 879</b>	<b>34 472</b>

\* Avoirs à établir et soldes créditeurs des comptes clients



## XV. INFORMATIONS DIVERSES

Répartition de l'actif par zone géographique :

### Actif en K€

	France	Allemagne	Angleterre	Reste Europe	Etats-Unis Canada	RDM	31.03.02 TOTAL
(valeurs nettes)							
Ecart d'acquisition/Fonds de commerce/Marques	25 347	11 816		3 053	69 629	2 125	111 970
Immobilisations incorporelles	150 906	138		214	10 953	1 092	163 303
Immobilisations corporelles	5 361	198	252	816	1 428	5 298	13 353
Immobilisations financières	19 788	42	120	125	41	380	20 496
Actif Immobilisé	201 402	12 194	372	4 208	82 051	8 896	309 122
Stocks et en-cours	15 112	4 974	7 635	8 264	10 255	2 405	48 645
Avances et acomptes versés	53 548	1 056	324	1	102	66	55 097
Clients et comptes rattachés	28 882	16 440	19 095	16 731	23 440	1 890	106 478
Autres créances et comptes de régularisation	41 310	1 356	1 661	1 872	15 154	8 823	70 176
Valeurs mobilières de placement	40 365						40 365
Disponibilités	6 128	5 215	2 461	2 520	8 310	5 914	30 548
Actif circulant	185 345	29 041	31 176	29 389	57 260	19 098	
<b>Total Actif</b>	<b>386 747</b>	<b>41 234</b>	<b>31 548</b>	<b>33 597</b>	<b>139 311</b>	<b>27 994</b>	<b>351 309</b>

### 3.1.4.4 Notes sur le compte de résultat

#### I. CHIFFRE D'AFFAIRES

La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

	31.03.02		31.03.01	
	K€	%	K€	%
Allemagne	43 892	12 %	34 887	13 %
Grande-Bretagne	41 458	11 %	34 048	13 %
Scandinavie	13 230	4 %	14 638	6 %
Italie	16 030	4 %	13 130	5 %
France	67 975	19 %	61 127	24 %
Autres pays d'Europe	29 775	8 %	18 246	7 %
USA	137 955	37 %	69 406	27 %
Reste du monde	18 646	5 %	14 333	5 %
<b>Total</b>	<b>368 961</b>	<b>100 %</b>	<b>259 815</b>	<b>100 %</b>

La répartition du chiffre d'affaires par activité est la suivante :

	31.03.02		31.03.01	
	K€	%	K€	%
Distribution	18 448	5 %	8 470	3 %
Développement	265 652	72 %	170 828	66 %
Edition/Publishing	84 861	23 %	80 517	31 %
<b>Total</b>	<b>368 961</b>	<b>100 %</b>	<b>259 815</b>	<b>100 %</b>

## II. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation se décomposent ainsi :

	31.03.02	31.03.01
Production immobilisée	77 001	60 723
Subventions d'exploitation	6 633	7 094
Reprises sur provisions	2 186	3 063
Transfert de charges	875	824
Autres produits	6 651	465
<b>Total</b>	<b>93 346</b>	<b>72 169</b>

## III. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation se décomposent ainsi :

	31.03.02	31.03.01
Autres charges externes	114 707	90 880
Autres charges	1 493	545
<b>Total</b>	<b>116 200</b>	<b>91 425</b>

Les autres charges externes comprennent principalement les dépenses de publicité, les royalties, les locations immobilières et mobilières.

## IV. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Les dotations aux amortissements et provisions se décomposent ainsi :

	31.03.02	31.03.01
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	57 987	32 885
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	5 755	6 045
Dotations charges à répartir	401	66
Dotations aux provisions	2 572	1 972
<b>Total</b>	<b>66 715</b>	<b>40 968</b>

## V. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier se décompose ainsi :

	31.03.02	31.03.01
Différences de change	1 283	1 662
Intérêts et produits de cession	-9 609	-3 918
Dépréciation nette	-2 234	-884
<b>Résultat financier total</b>	<b>-10 560</b>	<b>-3 140</b>

L'écart de conversion en application de la méthode du cours historique est non significatif.

Le montant des écarts de conversion portés en capitaux propres s'élève à 531 K€.

Il est essentiellement constitué par la baisse du dollars entre les cours historiques et le cours de clôture du 31 mars 2002.

### Risques de change

Afin de limiter le risque de change du groupe, Ubi Soft Entertainment couvre les risques de variations de change de plusieurs façons :

- lorsqu'elle prête en devises à ses filiales, la maison mère emprunte elle-même dans ces devises. Ainsi, si les cours des devises évoluent à la hausse ou à la baisse, le gain ou la perte réalisé sur le prêt est compensé par une perte ou un gain en sens inverse sur l'emprunt.
- pour les risques sur les ventes de devises provenant de transactions commerciales, ils sont, soit compensés naturellement sur l'année par d'autres transactions en sens inverse (achats de marchandises en devises compensés par des règlements de royalties provenant des filiales dans la même devise), soit couverts par des contrats de ventes à terme.

## VI. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel se décompose ainsi :

	31.03.02	31.03.01
Résultat exceptionnel sur opérations de gestion	2 728	71
Résultat exceptionnel sur opérations en capital	-276	-128
Dotations aux amortissements et provisions	-275	-7
<b>Résultat exceptionnel total</b>	<b>2 177</b>	<b>-64</b>

Au 31 mars 2002, le résultat exceptionnel comprend les résultats accumulés des sociétés contrôlées antérieurement et intégrées dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice, le boni sur achat d'actions propres, les indemnités versées par Take2 et la faillite du client Kmart.

## VII. IMPOTS SUR LES RESULTATS

Les impôts sur les résultats se décomposent ainsi :

	31.03.02	31.03.01
Impôts courants	2 869	4 730
Impôts différés	6 347	-5 032
<b>Total</b>	<b>9 216</b>	<b>-302</b>

L'impôt a été calculé pour les sociétés françaises au taux en vigueur au 31 mars 2002, soit 33,33 % plus 3 %.

	31.03.02	31.03.01
Impôts différés actifs	14 185	8 159
Impôts différés passifs	5 162	2 128

Ventilation des impôts différés par grandes catégories :

	31.03.02	31.03.01
Crédit-Bail	70	3
ARD	-7 695	-5 602
Marge sur stock	47	-1 021
Elimination opérations réciproques	790	-24
Elimination résultat interne	-368	-165
Homogénéisation	13 425*	1 500
Elimination titres	78	277
<b>Total</b>	<b>6 347</b>	<b>-5 032</b>

\* dont 8,6 M€ pour le transfert du fonds de commerce TLC à Red Storm et 3,9 M€ pour le retraitement des immobilisations incorporelles

Preuve d'impôt :

	31.03.02
Résultat avant impôt, hors Goodwill	22 579
Impôt théorique (34,33 %)	7 752
Réintégrations :	
Ubi Soft Entertainment : 1 825* 34,33 %	627
Impact différence taux d'impôt dans les filiales :	
Ubi Soft Inc. : 13 325 * (41,76 % - 34,33 %)	990
Red Storm : - 3 571 * (38,95 % - 34,44 %)	-165
Autres filiales :	12
<b>Total</b>	<b>9 216</b>

ARD reconnus / non reconnus :

En K€

	ARD reconnus	ARD non reconnus	Total
Ubi Soft Inc.	862	/	862
Ubi Soft Entertainment S.A.	10 835	/	10 835
Ludimedia S.A.	406	377	783
Ubi Studios Ltd.	693	3 769	4 462
Ubi.com S.A.	540	/	540
Ubi.com Inc.	374	/	374
Gamebusters GesmbH	277	/	277
Blue Byte Inc.	3 362	/	3 362
Red Storm	1 134	/	1 134
Canada Inc.	492	/	492
Ubi Soft Entertainment Ltd.	327	/	327
Autres	80	/	80
<b>Total</b>	<b>19 382</b>	<b>4 146</b>	<b>23 528</b>

Montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés au 31 mars 2002 :

■ Ubi Studios Ltd. : 3 769 M€

Par prudence et du fait de l'importance des crédits d'impôts différés,

il a été décidé d'activer les crédits d'impôts à hauteur de 693 K€

■ Ludimedia S.A. : 377 K€.

## VIII INFORMATIONS DIVERSES

### 1. Répartition géographique du résultat d'exploitation

En K€

	France	Allemagne	Angleterre	Reste Europe	Etats-Unis Canada	RDM	31.03.02 Total
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>67 975</b>	<b>43 892</b>	<b>41 458</b>	<b>59 035</b>	<b>137 955</b>	<b>18 646</b>	<b>368 961</b>
Autres produits d'exploitation	74 383	624	175	820	16 715	629	93 346
Achats consommés et autres charges d'exploitation	95 997	18 295	16 609	21 926	106 841	8 473	268 141
Charges de personnel	35 058	4 311	3 122	7 590	34 012	8 919	93 012
Impôts et taxes	1 743	537	116	220	383	478	3 477
Dotations aux amortissements et aux provisions	60 042	752	147	957	3 635	1 182	66 715
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-50 482</b>	<b>20 621</b>	<b>21 639</b>	<b>29 162</b>	<b>9 799</b>	<b>223</b>	<b>30 962</b>

### 2. Engagements hors bilan

Cautions données : 18 897 K€

Sûretés réelles consenties : néant

Cautions reçues : néant

**Crédit-bail**

valeur d'origine	amortissement	valeur nette	redevances payées	redevances à restant à payer		valeur résiduelle
5 928	5 099	828	934	- 1 an 643	+ 1 an 499	32

Les contrats de crédit-bail concernent principalement du matériel informatique dont la durée du contrat n'excède pas 3 ans.

Effets escomptés non échus : 1.568 K€

Indemnités de départ en retraite : du fait de la moyenne d'âge des effectifs, les engagements liés aux départs en retraite ne sont pas significatifs.

Différents produits sont commercialisés selon des contrats de licences signés par la société Ubi Soft Entertainment S.A. A la date du 31 mars 2002, les engagements pris prévoient le versement de royalties avec des minima garantis.

A la clôture de l'exercice, les engagements souscrits à titre de ce minimum garanti s'élèvent à 68,8 M€.

**3. Rémunération des dirigeants**

Le montant de la rémunération brute totale versée aux dirigeants au cours de l'exercice par la société et par les sociétés

contrôlées au sens de l'article L233-16, a été de 377 K€. Aucun jeton de présence n'a été versé.

Identité du dirigeant	Montant de la rémunération totale versée	Montant des avantages en nature versés
UILLEMOT Gérard	89 336 €	914 €
UILLEMOT Yves	79 275 €	Néant
UILLEMOT Michel	79 275 €	Néant
UILLEMOT Claude	64 034 €	Néant
UILLEMOT Christian	64 034 €	Néant

**4. Evénements postérieurs à la clôture**

- Le 30 août 2002, Guillemot Brothers S.A. a apporté à Guillemot Corporation S.A. 1 million d'actions Ubi Soft pour un montant de 15 millions d'euros. Guillemot Corp. S.A. détenant donc à cette date 6,4 % du capital et 6,6 % des droits de vote.
- La société a annoncé le 6 septembre 2002, conformément à l'article L 233-8 du Code de commerce, qu'à la suite de la perte par la société GUILLEMOT BROTHERS S.A. (anciennement UBI PARTICIPATIONS S.A.) d'une partie de ses droits de vote double le 30 août 2002, le nombre total de droits de vote attachés au 17 368 732 actions composant le capital social s'élevait à 16 839 671.
- La société a annoncé le 9 septembre 2002, avoir racheté 752 000 OCEANES 2,5 % à échéance 2006 (troisième emprunt obligataire), pour un prix correspondant à environ 61 % de leur valeur au bilan. Cette opération, effectuée au mois d'août, représente un gain financier ainsi qu'une réduction de la dette nette de 14,2 millions d'euros.

**5. Effectifs**

Les effectifs au 31 mars 2002 se répartissent comme suit :

Europe	934
Asie	234
Canada	369
USA	211
Maroc	73
Roumanie	63
Australie	14
Brésil	3
<b>Total</b>	<b>1 901</b>



## 3.2 Comptes sociaux au 31 mars 2002

### 3.2.1 Bilan au 31 mars 2002

#### Actif en K€

	31.03.02	31.03.02	31.03.02	31.03.01	31.03.00
	Brut	Amort/ Dépr	Net	Net	Net
Immobilisations incorporelles	258 055	105 927	152 128	124 343	68 870
Fonds de Commerce	12 867	/	12 867	37 042	/
Immobilisations corporelles	6 586	3 097	3 489	2 423	1 977
Immobilisations financières	124 396	4 385	120 011	162 653	111 455
Actif immobilisé	401 904	113 409	288 495	326 461	182 302
Stocks et en-cours	15 904	792	15 112	18 465	10 078
Avances et acomptes versés	53 548	/	53 548	36 391	24 467
Clients et comptes rattachés	100 213	405	99 808	69 418	68 677
Autres créances	48 318	2 445	45 873	80 518	52 553
Valeurs mobilières de placement	40 365	/	40 365	9 476	13 706
Disponibilités	4 866	/	4 866	13 107	23 371
Actif circulant	263 214	3 642	259 572	227 375	192 852
Prime de remboursement des obligations	15 294	/	15 294	185	200
Comptes de régularisation	6 622	/	6 622	2 608	1 538
<b>Total Actif</b>	<b>687 034</b>	<b>117 051</b>	<b>569 983</b>	<b>556 629</b>	<b>376 892</b>

#### Passif en K€

	31.03.02	31.03.01	31.03.00
Capital	5 384	5 156	5 055
Primes	266 406	259 343	251 573
Réserves	3 999	12 496	9 960
Résultat de l'exercice	-24 390	-8 409	3 102
Subventions d'investissement nettes	306	173	49
Capitaux propres	251 705	268 759	269 739
Provisions pour risques et charges	522	498	422
Emprunts obligataires	190 882	29 275	36 424
Dettes (1) (2)	29 261	137 811	11 559
Dettes financières diverses (3)	3 261	49 606	8 419
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 262	37 154	26 128
Dettes fiscales et sociales	1 026	545	588
Dettes sur immobilisations	27 048	23 800	18 033
Autres dettes	13 217	8 020	3 643
Total des dettes	316 957	286 211	104 794
Comptes de régularisation	799	1 161	1 937
<b>Total Passif</b>	<b>569 983</b>	<b>556 629</b>	<b>376 892</b>
(1) dont dettes à moins d'1 an :	17 013	126 099	6 757
dont dettes à plus d'1 an :	12 248	11 712	4 802
(2) dont concours bancaires courants et saldes créditeurs de banque :	26 988	32 696	1 024
(3) dont comptes courants	3 261	49 568	8 419

### 3.2.2 Compte de résultat au 31 mars 2002

en K€

	Exercice de 12 mois clos le 31.03.02	Exercice de 12 mois clos le 31.03.01	Exercice de 12 mois clos le 31.03.00
Production de l'exercice	226 134	161 470	126 250
Autres produits d'exploitation et transferts de charges	8 887	6 458	4 429
Total produits d'exploitation	235 021	167 928	130 679
Achats consommés	107 703	97 117	61 458
Variations de stocks	3 127	-8 640	-4 395
Autres achats et charges externes	86 499	51 221	36 562
Impôts et taxes	744	632	561
Charges de personnel	393	87	326
Autres charges	380	147	46
Dotations aux amortissements et aux provisions	59 053	33 326	31 721
Total charges d'exploitation	257 899	173 890	126 279
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-22 878</b>	<b>-5 962</b>	<b>4 400</b>
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	37	23	77
Autres intérêts et produits assimilés (1)	3 266	2 951	1 184
Reprises sur provisions	3 188	837	469
Différences positives de change	7 846	18 693	7 234
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	322	78	73
Total produits financiers	14 659	22 582	9 037
Dotations aux provisions	7 075	2 943	1 352
Autres intérêts et charges assimilées (2)	8 091	6 454	3 666
Différences négatives de change	4 630	15 593	4 927
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	407	-	-
Total charges financières	20 203	24 990	9 945
Résultat financier	-5 544	-2 408	-908
<b>Résultat courant</b>	<b>-28 422</b>	<b>-8 370</b>	<b>3 492</b>
Résultat exceptionnel	4 032	-39	-390
Résultat avant impôts	-24 390	-8 409	3 102
Impôts sur les bénéfices	/	/	/
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>-24 390</b>	<b>-8 409</b>	<b>3 102</b>
(1) dont produits concernant les entreprises liées :	3 105	2 534	1 024
(2) dont charges concernant les entreprises liées :	25	615	/

### 3.2.3 Tableau de financement au 31 mars 2002

en K€

	31.03.02	31.03.01
<b>Flux d'exploitation</b>		
Bénéfice net	-24 390	-8 409
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	57 516	32 533
Variations des provisions	5 002	2 488
Subventions	-49	/
Flux liés aux cessions d'immobilisations	10	39
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>38 089</b>	<b>26 651</b>
Augmentation des besoins d'exploitation	7 714	-35 715
Diminution des besoins hors exploitation	4 258	5 921
<b>Total des flux</b>	<b>11 972</b>	<b>-29 794</b>
<b>Flux liés aux investissements</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-90 994	-123 581
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-2 388	-1 861
Acquisitions de titres de participation	-55 215	-53 439
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-11 160	-60
Charges à répartir	-4 388	-543
Cessions des immobilisations	39 331	7
Remboursement des prêts et autres immobilisations	10	431
Annulation de titres de participations d'après fusion	100 000	/
<b>Total des flux liés aux investissements</b>	<b>-24 804</b>	<b>-179 046</b>
<b>Flux des opérations de financement</b>		
Nouveaux emprunts à long et moyen terme	164 300	17 575
Remboursement des emprunts	-52 149	/
Augmentation de capital	141	101
Augmentation de la prime d'émission	2 087	464
Augmentation de la prime de conversion	3 771	6 841
Augmentation de la prime d'émission des ABSA	2	7
Augmentation de la prime d'émission du PEG	1 242	/
Remboursement des comptes courants	-46 307	41 187
Subventions reçues	182	124
<b>Total des flux des opérations de financement</b>	<b>73 269</b>	<b>66 299</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>98 526</b>	<b>-115 890</b>
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	-80 257	35 633
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	18 269	-80 257

### 3.2.4 Annexes aux comptes sociaux

Les notes et tableaux ci-après, présentés en milliers d'euros, font partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2002 et constituent l'annexe au bilan avant répartition, dont le total est de 569,98 millions d'euros, et au compte de résultat dégageant une perte de 24,39 millions d'euros.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1<sup>er</sup> avril 2001 au 31 mars 2002.

#### Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice Ubi Soft Entertainment S.A. a procédé à la fusion-absorption de sa filiale Ubi Ventures détenue à 100 %, ainsi qu'à la cession du fonds de commerce TLC à sa filiale Red Storm Entertainment Inc.

Elle a également acquis 40 % de la société 3D Planet pour le fusionner avec Ubi SpA (Italie) et vendu les titres Blue Byte GmbH à sa filiale Ubi Soft Entertainment GmbH.

#### 3.2.4.1 Principes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux règles de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### 3.2.4.2 Règles et méthodes comptables

##### Fonds de commerce

Les fonds de commerce acquis comprennent tous les éléments incorporels (clientèle, savoir-faire) permettant d'exercer l'activité de la société et son développement. Les éléments incorporels résultent de la moyenne entre la valeur de productivité, le chiffre d'affaires, et un multiple sectoriel.

En cas de valorisation du fonds de commerce inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation serait pratiquée.

##### Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement les dépenses de conception de logiciels, c'est-à-dire :

- les logiciels commerciaux en cours de fabrication ou de commercialisation,
- les logiciels outils.

Elles sont amorties selon les durées suivantes :

- logiciels commerciaux : 3 ans maximum,
- logiciels outils : 3 ans.

Le coût de production des logiciels est déterminé en conformité avec l'avis du Conseil National de la Comptabilité d'avril 1987. Ces coûts sont inscrits au poste "immobilisations incorporelles en cours de production" (compte 232) au fur et à mesure de l'avancement du développement. A dater de leur première commercialisation, ils sont transférés dans les comptes "logiciels en cours de commercialisation" ou "développements extérieurs" (comptes 208).

Les logiciels-mères sont amortis à partir de leur date de lancement commercial en fonction de la durée de commercialisation estimée de chaque produit, telle qu'appréciée à la date de clôture des comptes.

La durée d'amortissement est comprise entre 12 et 36 mois maximum. La prévision de chiffre d'affaires hors taxes des différents produits jusqu'à leur fin de vie est estimée à 742 652 K€ (il était de 643 526 K€ au 31 mars 2001). Ce montant permet d'assurer l'amortissement des logiciels-mères correspondant. Le système d'amortissement retenu est celui du linéaire. A la clôture de l'exercice, le montant restant à amortir est comparé avec les perspectives de vente, si elles ne sont pas suffisantes un amortissement est pratiqué en conséquence. Les logiciels-outils, qui constituent un ensemble de programmes complexes de développement utilisables pour plusieurs produits, sont amortis de façon linéaire sur une durée de 36 mois maximum.

##### Immobilisations corporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût historique.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Matériels : 5 ans (linéaire)
- Agencements et aménagements : 5 et 10 ans (linéaire)
- Matériels informatiques : 3 ans (dégressif)
- Mobilier de bureau : 10 ans (linéaire)

### Immobilisations financières

Les titres de participation sont valorisés au coût historique, hors frais d'acquisition. En fin d'année, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

La valeur de la participation est appréciée à la fin de chaque exercice en fonction de la situation nette de la filiale à cette date, et en tenant compte des perspectives de développement à moyen terme.

### Stocks

Les stocks sont valorisés sur la base du prix de revient déterminé en activité normale, suivant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur nette de réalisation probable est inférieure à la valeur comptable.

### Clients et comptes rattachés

Ils sont évalués à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées, le cas échéant, par voie de provision lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

### Conversion des dettes et des créances en devises

Elles sont converties aux taux en vigueur au 31 mars 2002. L'écart de conversion en résultant est inscrit au bilan sous une rubrique spécifique. Une provision pour risques de change est comptabilisée si la conversion fait apparaître des pertes latentes.

### Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque des risques et charges nettement précis quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine, sont rendus probables par des événements survenus ou en cours.

Au 31 mars 2002, les provisions pour risques et charges concernent :

- les risques de change liés à l'actualisation des créances et dettes libellées en monnaies étrangères,
- le risque lié à un contrôle fiscal,
- le risque lié à la fermeture de certaines filiales à faible activité.

## 3.2.4.3 Notes sur le bilan

### I. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent ainsi :

Immobilisations				
	Au 31.03.01			Au 31.03.02
	Brut	Augmentations	Diminutions	Brut
Logiciels en cours de commercialisation	108 542	(1) 60 697	16 448	152 791
Développements extérieurs	4 846	(2) 8 923	6 121	7 648
Logiciels en cours de production	65 494	80 383	65 494	80 383
Logiciels outils	19 153	(3) 3 182	7 538	14 797
Autres licences	642	86	/	728
Autres immobilisations incorporelles en-cours	/	1 636	/	1 636
Autres	15	57	/	72
<b>Total</b>	<b>198 692</b>	<b>154 964</b>	<b>95 601</b>	<b>258 055</b>

(1) dont 58 943 K€ de reclassements de compte à compte

(2) dont 4 269 K€ de reclassements de compte à compte

(3) dont 2 281 K€ de reclassements de compte à compte



### Amortissements

	Au 31.03.01			Au 31.03.02
	Cumulés	Augmentations	Diminutions	Cumulés
Logiciels en cours de commercialisation	60 197	49 267	16 309	93 155
Développements extérieurs	2 061	1 946	549	3 458
Logiciels outils	11 561	4 742	7 538	8 765
Autres licences	530	19	-	549
<b>Total</b>	<b>74 349</b>	<b>55 974</b>	<b>24 396</b>	<b>105 927</b>

### Fonds de commerce

Nature	Au 31.03.01			Au 31.03.02
	Cumulés	Augmentations	Diminutions	Cumulés
Distribution France	11 342	/	/	11 342
TLC	25 700	/	25 700	/
LOGICO	/	1 525		1 525
<b>Total</b>	<b>37 042</b>	<b>1 525</b>	<b>25 700</b>	<b>12 867</b>

## II. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se décomposent ainsi :

### Immobilisations

	Au 31.03.01			Au 31.03.02
	Brut	Augmentations	Diminutions	Brut
Agencements	1 695	741	118	2 318
Matériel de transport	8	/	/	8
Matériel informatique et mobilier	3 795	1 636	1 183	4 248
Immobilisations corporelles en-cours	/	11	/	11
<b>Total</b>	<b>5 498</b>	<b>2 388</b>	<b>1 301</b>	<b>6 585</b>

### Amortissements

Nature	Au 31.03.01			Au 31.03.02
	Cumulés	Augmentations	Diminutions	Cumulés
Agencements	630	169	118	681
Matériel de transport	8	/	/	8
Matériel informatique et mobilier	2 437	1 154	1 183	2 408
<b>Total</b>	<b>3 075</b>	<b>1 323</b>	<b>1 301</b>	<b>3 097</b>

### III. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières se décomposent ainsi :

#### Immobilisations

	Au 31.03.01			Au 31.03.02
	Brut	Augmentations	Diminutions	Brut
Titres de participation	164 893	55 215	107 100	113 008
Autres titres immobilisés	4	/	/	4
Prêts	/	10 991	/	10 991
Dépôts et cautionnements	235	169	11	393
<b>Total</b>	<b>165 132</b>	<b>66 375</b>	<b>107 111</b>	<b>124 396</b>

L'augmentation des titres de participation est principalement due aux augmentations de capital chez Ubi Soft Inc. (San Francisco) pour 14,3 M€ et Ubi Holding Inc. pour 21,8 M€.

La diminution de titres de participation s'explique par la fusion entre Ubi Soft Entertainment S.A. et Ubi Ventures S.A. ainsi que par la cession des titres Blue Byte GmbH à Ubi Soft GmbH.

#### Provisions

Nature	Au 31.03.01	Fusion			Au 31.03.02
	Cumulés	Ventures	Augmentations	Diminutions	Cumulés
Titres de participation	2 478	113	2 933*	1 592	3 932
Prêts	/	/	453	/	453
<b>Total</b>	<b>2 478</b>	<b>113</b>	<b>3 386</b>	<b>1 592</b>	<b>4 385</b>

\* concerne essentiellement les titres de la Société Teamchman S.A. pour 1,9 M€.

### IV. STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se décomposent ainsi :

	Au 31.03.02			Au 31.03.01
	Brut	Provisions	Net	Net
Marchandises	15 904	792	15 112	18 465
<b>Total</b>	<b>15 904</b>	<b>792</b>	<b>15 112</b>	<b>18 465</b>

La diminution des stocks est liée à une maîtrise accrue des délais de rotation, ainsi qu'à l'étalement des sorties de jeux tout au long de l'année.

### V. AVANCES ET ACOMPTES VERSES

Il s'agit principalement des avances garanties versées sur les contrats de licences pour 53 431 K€.

Ces avances sont rapportées au résultat au prorata des ventes réalisées sur les produits concédés.

## VI. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Le poste "clients et comptes rattachés" se répartit comme indiqué ci-après :

	<b>Au 31.03.02</b>			<b>Au 31.03.01</b>
	<b>Brut</b>	<b>Provisions</b>	<b>Net</b>	<b>Net</b>
Clients	100 213	405	99 808	69 418
<b>Total</b>	<b>100 213</b>	<b>405</b>	<b>99 808</b>	<b>69 418</b>

L'augmentation de ce poste se justifie par l'accroissement de l'activité.

## VII. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

<b>ETAT DES CREANCES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>à - 1 an</b>	<b>à + 1 an</b>
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>			
Prêts	10 991	10 991	
Autres immobilisations financières	394		394
<b>Créances de l'actif circulant</b>			
Clients douteux	485	485	
Clients et comptes assimilés	99 728	99 728	
Etat (crédit de TVA, divers)	6 758	6 758	
Groupe et associés	33 284	33 284	
Avances et acomptes	53 548	53 548	
Autres débiteurs divers	8 276	8 276	
Charges constatées d'avance	2 025	2 025	
<b>Total</b>	<b>215 489</b>	<b>215 095</b>	<b>394</b>
<b>ETAT DES DETTES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>à - 1 an</b>	<b>à + 1 an</b>
Emprunts obligataires convertibles	190 882		190 882
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	29 261	17 013	12 248
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 262	52 262	
Dettes fiscales et sociales	1 026	1 026	
Autres dettes	13 217	13 217	
Dettes sur immobilisations	27 048	27 048	
Groupe et associés	3 261	3 261	
<b>Total</b>	<b>316 957</b>	<b>113 827</b>	<b>203 130</b>
Emprunts obligataires souscrits en cours d'exercice (dont 16 380 K€ de prime de remboursement )	166 005		
Emprunts bancaires souscrits en cours d'exercice	14 675		
Emprunts obligataires converties en cours d'exercice (dont 455 K€ par imputation sur prime de remboursement)	4 397		
Emprunt bancaire remboursé en cours d'exercice	48 206		
Montant des dettes contractées auprès des personnes physiques	1 186		

## VIII. PRODUITS A RECEVOIR

Avoirs fournisseurs à recevoir	2 513
Produits non facturés	5 048
Intérêts à recevoir	53
<b>Total</b>	<b>7 614</b>

## IX. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

A la clôture, les moins-values éventuelles font l'objet d'une provision.

Nature	Nombre	Prix moyen €	Valeur brute K€	Provision K€	Valeur nette K€	Pourcentage du capital
Actions propres	568 141	32 6317	18 539	/	18 539	3,27 %
OPCVM	8 039	2 714 96	21 826	/	21 826	/
<b>Total</b>			<b>40 365</b>		<b>40 365</b>	

## X. CHARGES A REPARTIR

Le poste "charges à répartir sur plusieurs exercices" comprend les frais d'emprunt d'obligations convertibles, amortis sur la durée de l'emprunt et les frais d'acquisition d'immobilisations, amortis sur trois ans.

Nature	Au 31.03.01			Au 31.03.02
	Cumulés	Augmentations	Diminutions	Cumulés
Frais d'émission d'emprunts et OCEANE	357	4 388	638	4 107
Frais d'acquisition fonds de commerce	491	/	182	309
<b>Total</b>	<b>848</b>	<b>4 388</b>	<b>820</b>	<b>4 416</b>

## XI. CAPITAUX PROPRES

en K€

	Solde au 31.03.01	Affectation Résultat 00/01	Augmentation de capital par apport en numéraire et conversion d'obligations et conversion en euro	Résultat 01/02	Solde au 31.03.02	Proposition d'affectation du résultat 01/02	Solde au 31.03.02 après affectation du résultat 01/02
Capital	5 156		228		5 384		5 384
Prime d'émission	259 343		7 063		266 406		266 406
Réserve légale	505				505		505
Réserves réglementées	238				238		238
Autres réserves	11 753		-88		11 665		11 665
Report à nouveau débiteur	/	-8 409			-8 409	-24 390	-32 799
Résultat de l'exercice	-8 409	8 409		-24 390	-24 390	24 390	/
Subventions d'investissement	173		133		306		306
<b>Total</b>	<b>268 759</b>	<b>0</b>	<b>7 336</b>	<b>-24 390</b>	<b>251 705</b>	<b>0</b>	<b>251 705</b>

## Bons de souscription d'actions

### ■ Bons de souscription d'actions du 3 novembre 1999

Nombre initial de bons : 372 058, 2 bons permettant de souscrire à une action de 1,52 € (10 F) de nominal  
Suite à la division du nominal par 5, 2 bons permettent de souscrire à 5 actions de 0,31 € de nominal  
Prix d'émission : 136 € (892,10 F)  
Période d'exercice : du 3 novembre 1999 au 2 novembre 2002  
Prix d'exercice : 170 € (1 115,13 F)  
26 bons ont été souscrits durant l'exercice.  
Au 31 mars 2002, il reste 340 516 bons de souscription d'actions non encore exercés.

### ■ Bons de souscription d'actions du 12 mars 2001

Nombre et montant nominal : 53 266, 1 bon permettant de souscrire à une action de 0,31 € de nominal  
Prix d'émission : 0,01€ (0,07 F)  
Période d'exercice : du 28 décembre 2001 au 11 mars 2006  
Prix d'exercice : 40,288 € (264,27 F)  
Au 31 mars 2002, aucun bon de souscription n'avait été exercé.

### ■ Bons de souscription d'actions du 19 mars 2001

Nombre et montant nominal : 9 044, 1 bon permettant de souscrire à une action de 0,31 € de nominal  
Prix d'émission : 0,01€ (0,07 F)  
Période d'exercice : du 19 mars 2002 au 18 mars 2006  
Prix d'exercice : 32,072 € (210,38 F)  
Au 31 mars 2002, aucun bon de souscription n'avait été exercé.

## Plan d'Epargne Groupe

L'Assemblée Générale Mixte du 13 septembre 2000, dans sa partie extraordinaire, a autorisé le Conseil d'Administration à procéder sur ses seules délibérations, à une augmentation de capital d'Ubi Soft Entertainment réservée à ses salariés et à ceux de ses filiales françaises, dans la limite maximum de 2,5 % du montant total des actions composant le capital social au moment de son utilisation, par l'intermédiaire notamment d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise.

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 10 avril 2001, a utilisé l'autorisation de l'Assemblée Générale du 13 septembre en fixant le prix de souscription des actions à émettre, à 26,72 euros chacune et a précisé que ces actions seraient souscrites par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise UBI ACTIONS.

Les salariés ont souscrit à 47 007 actions par le biais du FCPE Ubi actions. Cette augmentation de capital a été constatée par le Conseil d'administration du 13 juillet 2001.

Nombre d'actions créées	47 007
Valeur nominale	0,31 €
Prix de souscription	26,72 €
Période de souscription	Du 5 au 25 juin 2001

## Nombre d'actions Ubi Soft Entertainment S.A.

<b>Au 01.04.01</b>	<b>16 909 122</b>
Levées d'options	207 068
Conversions d'obligations	205 470
Bons de souscriptions d'actions exercés	65
Souscription au plan d'épargne entreprise	47 007
<b>Au 31.03.02</b>	<b>17 368 732</b>

Au 31 mars 2002, le capital social se compose de 17 368 732 actions de valeur nominale 0,31 €, soit 5 384 307 €.

L'augmentation du capital et des primes d'émission au cours de l'exercice résulte pour partie de l'exercice de stock options.  
Pour mémoire, les conditions d'exercice des plans de stock options sont les suivantes :

	2 <sup>nd</sup> Plan	3 <sup>ème</sup> Plan	4 <sup>ème</sup> Plan	5 <sup>ème</sup> Plan	6 <sup>ème</sup> Plan
Nombre initial d'actions	250 000	250 000	40 471	400 000	44 605
Valeur nominale	0,31 €	0,31 €	0,31 €	0,31 €	0,31 €
Prix de souscription	12,10 €	20,40 €	38 €	34,51 F	34,51 €
Date de validité	22.04.97 au 22.04.02	23.10.98 au 23.10.03	08.12.00 au 08.12.05	09.04.01 au 09.04.06	25.04.02 au 24.04.06
Options non encore exercées au 31 mars 2002	97 793	244 725	40 471	400 000	44 605

## XII. CHARGES A PAYER

Intérêts sur emprunts auprès des établissements de crédit	1 956
Agios bancaires à payer	152
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>2 108</b>
Fournisseurs, factures non parvenues	18 609
Avoirs à établir	6 312
Dettes fiscales et sociales	631
<b>Total</b>	<b>27 660</b>

## XIII. ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

<b>Actif circulant</b>	
Titres de participation	101 785
Clients et comptes rattachés	80 032
Autres créances	30 281
<b>Dettes</b>	
Emprunts et dettes financières diverses	2 067
Fournisseurs et comptes rattachés	20 360
Dettes sur immobilisations	17 443
Autres dettes	1 406
Produits financiers	2 544
Charges financières	32

## XIV. PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

	Au 01.04.01	Ubi Ventures	Dotations exercice	Reprises exercice	Au 31.03.02
<b>Provisions pour risques</b>					
Pour risques de change	498	/	181	498	181
Autres provisions pour risques et charges	/	/	341	/	341
<b>Total</b>	<b>498</b>	<b>/</b>	<b>522</b>	<b>498</b>	<b>522</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>					
Sur titres de participation	2 478	113	2 933	1 592	3 932
Sur autres immobilisations financières	/	/	453	/	453
Sur stock	566	/	791	565	792
Sur créances clients	524	/	182	302	404
Sur autres créances	121	/	2 324	/	2 445
Sur valeurs mobilières de placement	190	636	/	826	/
<b>Total</b>	<b>3 879</b>	<b>749</b>	<b>6 683</b>	<b>3 285</b>	<b>8 026</b>
<b>Total</b>	<b>4 377</b>	<b>749</b>	<b>7 205</b>	<b>3 783</b>	<b>8 548</b>



## XV. DETTES FINANCIERES

Les dettes financières se décomposent ainsi :

	31.03.02	31.03.01	
Emprunts obligataires (1)	190 882	29 275	
Emprunts auprès des organismes de crédits (1)	152	33 683	
Intérêts courus	2 108	1 099	
Avances en devises	18 674	70 334	
Découverts bancaires	8 289	32 696	
Avances Etat	38	38	
<b>Dettes financières</b>	<b>220 143</b>	<b>167 125</b>	
(1) à taux fixe			
	<b>à - 1 an</b>	<b>+ 1 an et - 5 ans</b>	<b>+ 5 ans</b>
Echéances restant à payer au 31.03.02	17 013	203 130	/

La répartition des dettes financières par devise est la suivante :

	31.03.02	31.03.01
Francs Français	/	105 884
Euros	195 705	6 250
Dollars US	24 285	54 989
Livre Sterling	153	2
<b>Dettes financières</b>	<b>220 143</b>	<b>167 125</b>

La société a émis 3 emprunts obligataires dont les caractéristiques sont les suivantes :

■ **Principales caractéristiques du premier emprunt obligataire :**

Nombre et montant nominal :	167 000 obligations de nominal 91,47 € (600 F)
Prix d'émission :	91,47 € (600 F) par obligation
Date de jouissance et de règlement :	10 octobre 1997
Durée de l'emprunt :	5 ans et 173 jours
Intérêt annuel :	2 % l'an, soit 1,83 € (12 F) par obligation, payable le 1 <sup>er</sup> avril de chaque année à partir du 1 <sup>er</sup> avril 1998.
Taux de rendement actuariel brut :	4,26 % au 10 octobre 1997
Amortissement normal :	amortissement en totalité le 1 <sup>er</sup> avril 2003, par remboursement au prix de 681,58 F soit 113,6 % du prix d'émission.

Au 31 mars 2002 l'emprunt est clos.

166 364 obligations ont été converties, dont 40 075 sur l'exercice.

636 obligations ont été remboursées par anticipation du 21 mai au 20 août 2001.

■ **Principales caractéristiques du second emprunt obligataire :**

Nombre et montant nominal :	314 815 obligations de nominal 164,64 € (1 080 F)
Suite à la division du nominal par 5,	1 obligation permet de souscrire à 5 actions de 0,31 € de nominal
Prix d'émission :	164,64 € (1 080 F) par obligation
Date de jouissance et de règlement :	16 juillet 1998
Durée de l'emprunt :	7 ans
Intérêt annuel :	3,80 % l'an, soit 6,26 € (41,04 F) par obligation, payable à partir du 16 juillet de chaque année
Taux de rendement actuariel brut :	3,80 % au 16 juillet 1998
Amortissement normal :	amortissement en totalité le 16 juillet 2005, par remboursement au prix de 164,64 € (1 080 F) soit 100 % du prix d'émission.

163 721 obligations ont été converties, dont 1 019 sur l'exercice.

151 094 obligations restent à convertir.

■ **Principales caractéristiques du troisième emprunt obligataire :**

O.C.E.A.N.E. (Obligations à option de Conversion et/ou d'Echange en Actions Nouvelles ou Existantes) :

Nombre et montant nominal :	3 150 000 obligations de nominal 47,50 €
Chaque obligation donne droit à une action	
Prix d'émission :	47,50 € par obligation
Date de jouissance et de règlement :	30 novembre 2001
Durée de l'emprunt :	5 ans
Intérêt annuel :	2,50 % l'an, soit 1,1875 € par obligation, payable à partir du 30 novembre de chaque année
Taux de rendement actuariel brut :	4,50 % au 30 novembre 2001
Amortissement normal :	amortissement en totalité le 30 novembre 2006, par remboursement au prix de 52,70 € soit 110,94 % du prix d'émission.

Aucune obligation n'a été convertie durant l'exercice.

### 3.2.4.4 Notes sur le compte de résultat

#### I. CHIFFRE D'AFFAIRES

La répartition en pourcentage du chiffre d'affaires est la suivante :

	31.03.02	31.03.01
Distribution	6 %	11 %
Edition	59 %	52 %
Licence	35 %	37 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

31.03.02	K€	%
Allemagne	33 976	15
Angleterre	30 943	14
Scandinavie	8 259	4
Italie	9 901	4
France	50 952	23
Autres pays d'Europe	25 426	11
USA	56 139	24
Reste du monde	10 538	5
<b>Total</b>	<b>226 134</b>	<b>100 %</b>

#### II. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Les dotations se décomposent ainsi :

	31.03.02	31.03.01
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	55 974	31 065
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1 324	1 416
Dotations charges à répartir	523	53
Dotations aux provisions	1 232	792
<b>Total</b>	<b>59 053</b>	<b>33 326</b>

#### III. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier se décompose ainsi :

	31.03.02	31.03.01
<b>Produits financiers :</b>		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	37	23
Autres intérêts et produits assimilés	3 266	2 951
Reprises sur provisions	3 188	837
Différences positives de change	7 846	18 693
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	322	78
	<b>14 659</b>	<b>22 582</b>
<b>Charges financières :</b>		
Dotations aux provisions	7 075	2 943
Autres intérêts et charges assimilées	8 091	6 454
Différences négatives de change	4 630	15 593
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	407	/
	<b>20 203</b>	<b>24 990</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-5 544</b>	<b>-2 408</b>

### Risques de change

Afin de limiter le risque de change du groupe, Ubi Soft Entertainment couvre les risques de variations de change de plusieurs façons :

- lorsqu'elle prête en devises à ses filiales, la maison-mère emprunte elle-même dans ces devises. Ainsi, si les cours des devises évoluent à la hausse ou à la baisse, le gain ou la perte réalisé sur le prêt est compensé par une perte ou un gain en sens inverse sur l'emprunt.

- pour les risques sur les ventes de devises provenant de transactions commerciales, ils sont, soit compensés naturellement sur l'année par d'autres transactions en sens inverses (achats de marchandises en devises compensés par des règlements de royalties provenant des filiales dans la même devise), soit couverts par des contrats de ventes à terme.

## IV. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel se décompose ainsi :

	31.03.02	31.03.01
<b>Produits exceptionnels :</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 242	/
Produits exceptionnels sur opérations en capital	39 380	7
	<b>43 622</b>	<b>7</b>
<b>Charges exceptionnelles :</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4	1
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	39 341	45
Dotations aux amortissements et provisions	245	/
	<b>39 590</b>	<b>46</b>
<b>Résultat exceptionnel total</b>	<b>4 032</b>	<b>-39</b>

Au 31 mars 2002, le résultat exceptionnel est constitué essentiellement du boni de fusion avec Ubi Ventures pour 1,2 M€ et des bonis sur rachat d'actions propres pour 2,8 M€.

## V. IMPOT SUR LES SOCIETES

	31.03.02	31.03.02
Résultat courant avant impôt	-28 422	-8 370
Résultat exceptionnel	4 032	-39
Résultat avant impôt	-24 390	-8 409
Base fiscale	-23 527	-7 809

### 3.2.4.5 Informations diverses

#### I. EFFECTIF

Au 31 mars 2002, l'effectif est composé de 5 cadres.

#### II. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Cautions données : 18 897 K€  
 Sûretés réelles consenties : néant  
 Cautions reçues : néant

#### Crédit-bail (en K€) :

Valeur d'origine	Amortissement	Valeur nette	Redevances payées	Redevances restant à payer		Valeur résiduelle
				- 1 an	+ 1 an	
5 899	5 087	812	924	641	489	18

Les biens pris en crédit-bail sont essentiellement des matériels informatiques.

Effets escomptés non échus : 1 568 K€

Indemnités de départ en retraite : du fait de la moyenne d'âge des effectifs, les engagements liés aux départs en retraite ne sont pas significatifs.

Différents produits sont commercialisés selon des contrats de licences signés par la société Ubi Soft Entertainment S.A. A la date du 31 mars 2002, les engagements pris prévoient le versement de royalties avec des minima garantis. A la clôture de l'exercice, les engagements souscrits à titre de ce minimum garanti s'élèvent à 68,8 M€.

Sur l'exercice prochain, les allègements (accroissements : néant) du calcul d'impôt seront les suivants :

■ Organique	98
■ Variations de change	799
	<u>897 K€</u>

Ubi Soft Entertainment S.A. s'engage à apporter son soutien financier à ses filiales, afin de satisfaire leur besoin de trésorerie.

#### III. REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des organes d'administration durant l'exercice 2001/2002 s'élève à 275 K€.

#### IV. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement susceptible d'avoir une incidence sur les états financiers n'a été relevé à ce jour.

## V. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/03/02

	Pays	Devise	Capital	Réserves et reports à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consenties par la société et non remboursés	Montant des cautions et garantie donnés par la société	Chiffres d'affaire hors taxes	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
			en milliers de devises	en milliers de devises		en milliers d'euros			en milliers de devises	en milliers de devises	en milliers de devises	en milliers de devises
						brut	net					
<b>FILIALES CAPITAL DETENU AU MOINS A 50 %</b>												
UBI SOFT ENTERTAINMENT GMBH	Allemagne	Euro	8 820	2 600	100 %	9 057	9 057	3 124	10 226	47 666	1 419	/
UBI SOFT HOLDINGS Inc.	USA	Dollar	47 137	/	100 %	54 725	54 725	5	/	/	-2	/
SINISTER GAMES Inc.	USA	Dollar	86	796	100 %	7 171	7 171	/	/	1 927	50	/
UBI SOFT SPA	Italie	Euro	241	969	100 %	4 555	4 555	1 327	/	23 632	-419	/
UBI SOFT Inc.	USA	Dollar	14 000	-1 771	100 %	15 489	15 489	9 040	1 790	121 643	7 708	/
UBI SOFT Canada Inc.	Canada Canadien	Dollar	2 501	-1 020	100 %	1 743	1 743	2 500	/	16 575	-239	/
<b>Sous-total</b>						<b>92 740</b>	<b>92 740</b>					
<b>Autres filiales</b>												
Filiales françaises		Euro				2 186	1 548	821				
Filiales étrangères		Euro				7 690	6 523	11 745				
<b>Sous-total</b>						<b>9 876</b>	<b>8 071</b>					
<b>PARTICIPATIONS CAPITAL DETENU ENTRE 10 ET 50 %</b>												
Participations françaises		Euro				5 295	3 366	419				
<b>PARTICIPATIONS CAPITAL DETENU POUR MOINS DE 10 %</b>												
Participations françaises		Euro				5 096	4 900	3 385				
Participations étrangères		Euro				1						
<b>Sous-total</b>						<b>5 097</b>	<b>4 900</b>					
<b>TOTAL GENERAL</b>						<b>113 008</b>	<b>109 077</b>					



### 3.2.5 Tableau financier (art. 135 du décret du 23 mars 1967)

#### Exercice

	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02
Capital social	3 390 989	3 423 781	5 054 712	5 155 558	5 384 307
Nb actions ordinaires	2 224 343	2 245 853	(1) 16 578 368	16 909 122	17 368 732
Nb actions à dividende prioritaire	/	/	/	/	/
Nb maximal d'actions à créer	264 957	608 262	(1) 2 698 235	2 870 262	5 646 664
• par conversion d'obligations	167 000	464 503	1 215 750	964 120	3 905 470
• par levée de stock options	97 957	143 759	630 940	992 477	827 594
• par exercice de bons de souscription	/	/	851 545	913 665	913 600
Chiffre d'affaires (K€)	81 241	102 895	126 250	161 470	226 134
Résultat avant impôts, participation, dotations (K€)	16 035	30 482	35 812	26 651	33 101
Impôts sur les bénéfices (K€)	1 978	3 158	/	/	/
Participation des salariés	/	/	/	/	/
Résultat après impôts, participation, dotations (K€)	2 383	4 223	3 102	-8 409	-24 390
Résultat distribué	/	/	/	/	/
Par action, résultat après impôts avant dotations (€)	6,32	12,17	2,16	1,58	1,91
Par action, résultat après impôt et dotations (€)	1,07	1,88	0,19	-0,50	-1,40
Dividende attribué à chaque action	/	/	/	/	/
Effectif moyen des salariés	44	25	5	5	5
Montant de la masse salariale (K€)	1 825	1 124	240	66	275
Cotisations sociales et avantages sociaux (K€)	748	411	86	21	119

(1) division du nominal par 5

# 4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## 4.1 Rapport sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2002

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Société UBI SOFT ENTERTAINMENT S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe consacré aux faits marquants de l'exercice, en introduction à l'annexe des comptes consolidés. Votre société a décidé, à compter de l'exercice clos le 31 mars 2002, d'amortir sur 20 ans les fonds de commerce acquis depuis l'application du Règlement 99-02 du C.R.C sur les comptes consolidés. A ce titre, elle a comptabilisé une dotation de 2021 K€ pour cet exercice.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. A l'exception de l'incidence des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Rennes et à Paris, le 26 août 2002

**LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**CABINET ANDRE METAYER**  
André METAYER

**COMPAGNIE CONSULAIRE  
D'EXPERTISE COMPTABLE JEAN DELQUIE**  
Benoît FLECHON

## 4.2 Rapport général relatif à l'exercice clos le 31 mars 2002

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2002 sur :

le contrôle des comptes annuels de la Société UBI SOFT ENTERTAINMENT S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport, les vérifications spécifiques et informations prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicable en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

### II – VERIFICATION ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur le sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la Loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Rennes et à Paris, le 26 août 2002

#### LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**CABINET ANDRE METAYER**  
André METAYER

**COMPAGNIE CONSULAIRE  
D'EXPERTISE COMPTABLE JEAN DELQUIE**  
Benoît FLECHON

## 4.3 Rapport spécial sur les conventions réglementées

### EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2002

Mesdames, Messieurs

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé.

Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### 1- CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE ET PREALABLEMENT AUTORISEES

#### 1-1 AVEC UBI PARTICIPATIONS

■ Convention autorisée par le conseil d'administration du 31 janvier 2002.  
Acquisition de 89 950 actions de la société UBI SOFT EDUTAINMENT S.A., pour un montant total de 137 127,89 EUROS.

#### 1-2 AVEC GAMELOFT

■ Convention autorisée par le conseil d'administration du 20 Août 2001.  
Acquisition de l'intégralité des actions composant le capital social de la société de droit suisse GAMELOFT S.A. (Lausanne) pour un montant de 24 000 Euros.

#### 1-3 AVEC LUDIMEDIA

■ Convention autorisée par le conseil d'administration du 31 décembre 2001.  
Acquisition de 499 parts sociales de la société LUDI FACTORY SARL pour un montant de 381 123 Euros.

#### 1-4 AVEC UBI SOFT ENTERTAINMENT G.M.B.H.

■ Convention autorisée par le conseil d'administration du 22 février 2002.  
Cession de l'intégralité des actions de la société BLUE BYTE SOFTWARE GMBH & CO. KG pour un montant de 7 089 880 Euros.

**1-5 AVEC UBI SOFT DIVERTISSEMENT Inc.**

■ Convention autorisée par le conseil d'administration du 14 janvier 2002.

Prêt consenti par cette filiale le 18 janvier 2002, d'un montant de 2 000 000 CAD et rémunéré au taux du LIBOR CAD plus 1,75 % par an. Les intérêts supportés au titre de l'exercice s'élèvent à 4 964,13 Euros.

Pour toutes ces conventions, les administrateurs concernés sont: Messieurs Yves GUILLEMOT, Michel GUILLEMOT, Claude GUILLEMOT, Gérard GUILLEMOT et Christian GUILLEMOT.

**1-6 AVEC MADAME YVETTE GUILLEMOT, ET MESSIEURS YVES, MICHEL, CLAUDE, GERARD, CHRISTIAN GUILLEMOT**

■ Convention autorisée par le conseil d'administration du 09 juillet 2001.

Acquisition de 6 actions de la société UBI VENTURES pour un montant global de 6 euros, afin de détenir l'intégralité du capital social de ladite société en vue de sa fusion-absorption par votre société.

**1-7 AVEC RED STORM ENTERTAINMENT Inc.**

■ Convention autorisée par le conseil d'administration du 7 mars 2002.

Cession des actifs " TLC" pour un montant de vingt-quatre millions de dollars (24 000 000 USD).

Administrateur concerné : Monsieur Yves GUILLEMOT.

**2- CONVENTION CONCLUE AU COURS D'EXERCICE ANTERIEUR ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE**

Par ailleurs, en application du décret du 23 Mars 1967, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'exercice antérieur, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

**AVEC LA SOCIETE LUDIMEDIA**

Administrateurs concernés : Messieurs Michel GUILLEMOT, Claude GUILLEMOT, Gérard GUILLEMOT, Christian GUILLEMOT.

Convention autorisée par le conseil d'administration du 1<sup>er</sup> décembre 1998.

En vertu du contrat de concession de licence de logiciels éducatifs et culturels, votre société a versé un montant de 791 518.35 Euros (H.T.) au titre de l'exercice clos le 31 mars 2002.

Fait à Paris et Rennes, le 26 août 2002

**LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**CABINET ANDRE METAYER**

André METAYER

**COMPAGNIE CONSULAIRE  
D'EXPERTISE COMPTABLE JEAN DELQUIE**

Benoît FLECHON



## 4.4 Rapport sur les rémunérations

### **Article L.225 - 115 - 4° Du Code de Commerce**

Sur la base de notre audit des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2002, nous certifions que le montant global des rémunérations versées aux 5 personnes les mieux rémunérées par la société, s'élevant à 275 331 euros, est exact et concorde avec les sommes inscrites à ce titre en comptabilité.

Fait à Rennes et à Paris, le 26 août 2002

### **LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

#### **CABINET ANDRE METAYER**

André METAYER

#### **COMPAGNIE CONSULAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE JEAN DELQUIE**

Benoît FLECHON



# 5 PROJET DES RESOLUTIONS SOU MIS AU VOTE DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 12 SEPTEMBRE 2002

## 5.1 Ordre du jour ordinaire

### PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2002)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et le rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes sociaux arrêtés à la date du 31 mars 2002 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### DEUXIEME RESOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2002)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et le rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés à la date du 31 mars 2002 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### TROISIEME RESOLUTION

(Approbation des conventions visées aux articles L 225-38 et L 225-42 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L 225-38 et L 225-42 du Code de commerce, en approuve les conclusions.

### QUATRIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2002)

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte du 31 mars 2002, se montant à 24 389 657,33 euros, en report à nouveau déficitaire.

L'Assemblée Générale prend en outre acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes au cours des trois exercices précédents.

### CINQUIEME RESOLUTION

(Quitus aux Administrateurs)

L'Assemblée Générale donne quitus aux administrateurs pour leur gestion durant l'exercice clos le 31 mars 2002.

### SIXIEME RESOLUTION

(Nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes suppléant en remplacement de Monsieur Jean Delquie)

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Jacques Le Dorze, 90 rue de Chateaugiron 35000 Rennes, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant, en remplacement de Monsieur Jean Delquie démissionnaire, pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 mars 2007.

### SEPTIEME RESOLUTION

(Autorisation d'achat et de vente de ses propres actions par la société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et de la note d'information visée par la Commission des Opérations de Bourse, autorise le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L 225-209 du Code de commerce à opérer en bourse sur ses propres actions.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués par tous moyens, ces moyens incluant l'utilisation de tout instrument financier dérivé, sur le marché ou

de gré à gré, notamment par voie d'opération de blocs de titres (sans limitation de volume), en une ou plusieurs fois et le cas échéant en période d'offre publique.

Le prix maximal d'achat par titre est fixé à 50 euros et le prix minimal de vente par titre à 8 euros.

L'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration à racheter des actions de la Société dans la limite de 10 % du capital social soit à ce jour un nombre maximal de 1 736 873 actions correspondant à un montant maximal de 86 843 650 euros, sur la base du prix maximal d'achat de 50 euros autorisé ci-dessus.

Les objectifs poursuivis, seraient par ordre de priorité, en fonction des opportunités, les suivants :

- la régularisation du cours de bourse de l'action de la Société par intervention systématique en contre-tendance sur le marché du titre ;
- les achats et ventes d'actions en fonction des situations de marché ;
- la remise des actions à l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société ;
- la remise d'actions en paiement ou à titre d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- l'attribution aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales, au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, d'un plan d'options d'achat d'actions ou d'un plan épargne entreprise ;
- l'objectif de favoriser le déblocage de participations croisées ;
- l'annulation des actions sous réserve de l'adoption de la neuvième résolution de la partie extraordinaire de l'Assemblée.

Les actions ainsi acquises pourront être conservées, cédées, transférées ou annulées conformément aux termes de l'autorisation prévue par la onzième résolution relevant de l'ordre du jour extraordinaire.

Cette autorisation est donnée pour une durée maximale de 18 mois à dater de la présente Assemblée. Elle annule et remplace celle précédemment accordée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 septembre 2001.

En vue d'assurer l'exécution de cette résolution, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration à l'effet :

- d'établir toute note d'information et d'exécuter toutes déclarations et formalités auprès de la Commission des

Opérations de Bourse et du Conseil des Marchés Financiers ;

- de passer tous ordres de bourse ou conclure tous accords à cet effet ;
- de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

## HUITIEME RESOLUTION

(Ratification du changement de siège social conformément à l'article L 225-36 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale ratifie, conformément à l'article L225-36 du Code de commerce, le transfert, à compter du 2 janvier 2002, du siège social du 61, rue St Hélier à Rennes (35000) au 107, Avenue Henri Fréville BP 10704, 35207 Rennes cedex 2, décidé par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 2 janvier 2002.

## NEUVIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir tous dépôts et formalités prévus par la loi où besoin sera.

## 5.2 Ordre du jour extraordinaire

### PREMIERE RESOLUTION

(Apport partiel d'actif à UBI EMEA SARL)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la convention d'apport partiel d'actif, du rapport du Conseil d'Administration, et du rapport du Commissaire à la scission, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, déclare approuver dans toutes ses dispositions, ladite convention et ses annexes conclues avec UBI EMEA, aux termes de laquelle il lui est fait apport,

d'une part, de la branche complète et autonome d'activité de production de jeux vidéo dont l'actif transmis est évalué à 1 689 141,27 euros, et le passif pris en charge à 1 476 998,49 euros et,

d'autre part, de la branche complète et autonome d'activité de distribution de jeux vidéo en Europe, en Asie et au Moyen-Orient, dont l'actif transmis est évalué à 68 366 629,17 euros, et le passif pris en charge à 13 427 872,21 euros, étant précisé

qu'il a été expressément convenu que UBI SOFT ENTERTAINMENT ne serait pas garante solidaire du passif attaché aux deux branches d'activité sus-visées, pris en charge par UBI EMEA et,

que toutes les opérations conclues depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 et concernant les branches d'activité apportées, seront considérées comme l'ayant été, tant activement que passivement, pour le compte et au profit de UBI EMEA.

L'Assemblée Générale prend acte que cet apport partiel d'actif sera rémunéré au moyen de la création par UBI EMEA de 11 952 104 parts sociales nouvelles de 1 euro chacune, entièrement libérées, attribuées en totalité à UBI SOFT ENTERTAINMENT et portant jouissance rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2002.

L'Assemblée Générale approuve spécialement le montant de la prime d'apport s'élevant à 43 198 795,74 euros.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

### DEUXIEME RESOLUTION

(Apport partiel d'actif à UBI EMEA SARL)

L'Assemblée Générale constate que l'apport partiel d'actif par la Société de ses branches d'activité de production de jeux vidéo et de distribution de jeux vidéo en Europe, en Asie et au Moyen-Orient à UBI EMEA, ne sera définitivement réalisé qu'à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de UBI EMEA approuvant cet apport et réalisant l'augmentation corrélative de son capital social. En conséquence, l'Assemblée Générale subordonne le maintien de la première résolution ci-dessus à la réalisation de cette condition avant le 31 mars 2003.

### TROISIEME RESOLUTION

(Apport partiel d'actif à UBI SOFT France S.A.)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la convention d'apport partiel d'actif, du rapport du Conseil d'Administration, et du rapport du Commissaire à la scission, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, déclare approuver dans toutes ses dispositions, ladite convention et ses annexes conclues avec UBI SOFT FRANCE, aux termes de laquelle, il lui est fait apport de la branche complète et autonome d'activité de distribution en France de jeux vidéo, dont l'actif transmis est évalué à 24 807 861,94 euros, et le passif pris en charge à 2 088 288,88 euros, étant précisé qu'il a été expressément convenu que UBI SOFT ENTERTAINMENT ne serait pas garante solidaire du passif pris en charge par UBI SOFT FRANCE et,

que toutes les opérations conclues depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 et concernant la branche d'activité apportée, seront considérées comme l'ayant été, tant activement que passivement, pour le compte et au profit de UBI SOFT FRANCE.

L'Assemblée Générale prend acte que cet apport partiel d'actif sera rémunéré au moyen de la création par UBI SOFT FRANCE de 1 342 335 actions nouvelles de 15,25 euros chacune, entièrement libérées, attribuées en totalité à UBI SOFT ENTERTAINMENT et portant jouissance rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2002.

L'Assemblée Générale approuve spécialement le montant de la prime d'apport s'élevant à 2 248 964,31 euros.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

## QUATRIEME RESOLUTION

(Apport partiel d'actif à UBI SOFT France S.A.)

L'Assemblée Générale constate que l'apport partiel d'actif par la Société de sa branche complète et autonome d'activité de distribution en France de jeux vidéo à UBI SOFT FRANCE, ne sera définitivement réalisé qu'à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de UBI SOFT FRANCE approuvant cet apport et réalisant l'augmentation corrélative de son capital social. En conséquence, l'Assemblée Générale subordonne le maintien de la troisième résolution ci-dessus à la réalisation de cette condition avant le 31 mars 2003.

## CINQUIEME RESOLUTION

(Ratification du plan de stock options du 25 octobre 2001)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, déclare approuver dans toutes ses dispositions le plan d'options de souscription d'actions mis en place, sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 19 octobre 2001, par le Conseil d'Administration lors de sa réunion en date du 25 octobre 2001, afin que ledit plan remplisse les conditions posées par la Security Exchange Commission pour être qualifié d'Incentive Stock Option auprès des autorités américaines et puisse ainsi bénéficier du régime de faveur attaché à ce type de plan.

L'Assemblée Générale prend acte que la Société a consenti, dans le cadre du plan sus-visé, 44 605 options de souscription d'actions au profit de mandataires sociaux et salariés des sociétés de droit américain SINISTER GAMES Inc. et UBI SOFT ENTERTAINMENT Inc., au prix de souscription de 34,51 euros, pouvant être exercées par palier à compter du 25 avril 2002 et jusqu'au 24 avril 2006 inclus.

## SIXIEME RESOLUTION

(Délégation conférée au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription dans la limite de € 8 000 000 de nominal)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration établi conformément aux dispositions de l'article L 225-129 III du Code de commerce :

**1-** Délègue au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, tant en France qu'à l'étranger :

**(a)** d'actions assorties ou non de bons de souscription d'actions de la Société,

**(b)** de valeurs mobilières donnant droit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon, combinaison de ces moyens ou de toute autre manière, à l'attribution, à tout moment ou à date fixe, de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quotité du capital de la Société. Ces valeurs mobilières pourront prendre toute forme compatible avec les lois en vigueur et notamment, l'une des formes visées aux articles L 225-150 à L 225-176 du Code de commerce et à l'article L 228-91 du même Code;

**(c)** de bons qui confèrent à leurs titulaires le droit de souscrire à des titres représentant une quote-part du capital de la Société et, pour permettre l'exercice de ces bons, autorise le Conseil d'Administration à augmenter le capital social de la Société. L'émission de ces bons pourra avoir lieu soit par offre de souscription dans les conditions prévues ci-dessus, soit par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes, en application de l'article L 228-95 du Code de commerce.

**2-** Décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la délégation susvisée, ne pourra être supérieur à 8 000 000 euros, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés conformément à la Loi. Les valeurs mobilières visées aux paragraphes (a), (b) et (c) ci-dessus, émises dans le cadre de cette résolution, pourront être émises, soit en monnaies étrangères, soit en euros ou autres unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies.

**3-** Décide que les montants des autorisations d'augmentations de capital directes ou différées susceptibles d'être réalisées en vertu des pouvoirs délégués par l'Assemblée au Conseil d'Administration par la présente résolution s'imputent sur le montant nominal global de 8 000 000 euros prévu par la présente résolution.

**4-** Décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la Loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible. En outre le Conseil

d'Administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil pourra user, dans l'ordre qu'il estime opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites ;
- offrir au public tout ou partie des actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites.

**5-** Constate que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la société, susceptibles d'être émises, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription auquel ces valeurs mobilières donnent droit.

**6-** Décide que le montant principal maximal des titres de créances ne pourra excéder 300 000 000 euros, ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision de l'émission, étant précisé que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créances dont l'émission est déléguée au Conseil d'Administration par la présente Assemblée Générale.

**7-** Décide que la présente délégation, conformément aux dispositions de l'article L 225-129 du Code de commerce est conférée au Conseil d'Administration pour une durée de vingt-six mois.

Le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à son Président, dans les conditions fixées par la Loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer les dates de souscription, la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis, le cas échéant, de prévoir les conditions de

leur rachat en bourse, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts. En outre, le Conseil d'Administration ou son Président pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions.

En cas d'émission de titres d'emprunt, le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au Président, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société.

**8-** Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure relative à l'émission immédiate et/ou à terme d'actions de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription.

## SEPTIEME RESOLUTION

(Délégation conférée au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription dans la limite d'un montant de € 8 000 000 de nominal).

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes établis conformément aux dispositions de l'article L 225-129 III du Code de commerce :

**1-** Délègue au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, tant en France qu'à l'étranger :

**(a)** d'actions assorties ou non de bons de souscription d'actions de la Société,

**(b)** de valeurs mobilières donnant droit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon, combinaison de ces moyens ou de toute autre manière, à l'attribution, à tout moment ou à date fixe, de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quotité du capital de la Société.

Ces valeurs mobilières pourront prendre toute forme compatible avec les lois en vigueur et notamment, l'une des formes visées aux articles L 225-150 à L 225-176 du Code de commerce et à l'article L 228-91 du même Code;

**(c)** de bons qui confèrent à leurs titulaires le droit de souscrire à des titres représentant une quote-part du capital de la Société et, pour permettre l'exercice de ces bons autorise le Conseil d'Administration à augmenter le capital social de la Société. L'émission de ces bons pourra avoir lieu soit par offre de souscription dans les conditions prévues ci-dessus, soit par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes, en application de l'article L 228-95 du Code de commerce.

**2-** Décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la délégation susvisée, ne pourra être supérieur à 8 000 000 euros, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés conformément à la Loi. Les valeurs mobilières visées aux paragraphes (a), (b) et (c) ci-dessus, émises dans le cadre de cette résolution, pourront être émises soit en euros, soit en monnaies étrangères, soit en autres unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies.

**3-** Décide que les montants des autorisations d'augmentations de capital directes ou différées susceptibles d'être réalisées en vertu des pouvoirs délégués par l'Assemblée au Conseil d'Administration par la présente résolution s'imputent sur le montant nominal global de 8 000 000 euros prévu par la présente résolution.

**4-** Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre, étant entendu que le Conseil d'Administration pourra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité sur toute partie de l'émission, pendant le délai et les conditions qu'il fixera. Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables, mais pourra, si le Conseil d'Administration l'estime opportun, être exercée tant à titre irréductible que réductible.

**5-** Décide que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée,

- répartir librement tout ou partie des actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites,
- offrir au public tout ou partie des actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites.

**6-** Constate que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la société, susceptibles d'être émises, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription auquel ces valeurs mobilières donnent droit.

**7-** Décide que le montant principal maximal des titres de créances ne pourra excéder 300 000 000 euros, ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision de l'émission, étant précisé que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créances dont l'émission est déléguée au Conseil d'Administration par la présente Assemblée Générale.

**8-** Décide que la présente délégation, conformément aux dispositions de l'article L 225-129 du Code de commerce, est conférée au Conseil d'Administration pour une durée de vingt-six mois.

Le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à son Président, dans les conditions fixées par la Loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer les dates de souscription, la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis, le cas échéant, de prévoir les conditions de leur rachat en bourse, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts. En outre, le Conseil d'Administration ou son Président, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions.

En cas d'émission de titres d'emprunt, le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au Président, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des



conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société.

- 9-** Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure relative à l'émission immédiate et/ou à terme d'actions de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription et faculté de conférer un délai de priorité.

## HUITIEME RESOLUTION

(Maintien des autorisations en cas d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article L 225-129 IV du Code de commerce, décide expressément que les délégations données au Conseil dans les sixième et septième résolutions ci-dessus, à l'effet de réaliser toute augmentation de capital de la société sont maintenues, en période d'offre publique d'achat ou d'échange de titres de la société.

Le maintien, en période d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la société, des délégations données au Conseil d'Administration est valable à compter de ce jour et jusqu'à la tenue de la prochaine Assemblée Générale de la Société appelée à statuer sur les comptes de l'exercice en cours.

## NEUVIEME RESOLUTION

(Autorisation donnée au Conseil d'Administration d'émettre des actions dans le cadre du PEE Ubi Soft).

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration dans le cadre de l'article L 225-138 du Code de commerce, à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions à souscrire en numéraire, dont la souscription sera réservée aux membres du personnel salarié de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées à l'article L 225-180 du Code de commerce, adhérant à un plan épargne de groupe.

Le nombre total d'actions qui sera souscrit en application de la présente résolution au jour de la décision du Conseil d'Administration ne pourra être supérieur à 2,5 % du montant des actions composant le capital social. La présente résolution emporte renonciation au droit préférentiel de souscription des actionnaires à la souscription des actions

à émettre en vertu de l'autorisation qui précède.

Cette autorisation est valable 2 ans à compter de la présente Assemblée.

Tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation au Président du Conseil d'Administration, dans les conditions prévues par la loi pour :

- décider à l'occasion de chacune de ces augmentations de capital si les actions doivent être souscrites directement par les salariés adhérant au plan d'épargne, ou si elles doivent l'être par le biais d'un fonds commun de placement ;
- arrêter l'ensemble des conditions et des modalités de la ou des opérations à intervenir, et déterminer notamment le prix de souscription des actions nouvelles conformément à l'article L. 443-5 du code du travail ;
- accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et, plus généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

## DIXIEME RESOLUTION

(Autorisation donnée au Conseil d'Administration de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises par les Assemblées Générales Extraordinaires, autorise le Conseil d'Administration, en application des articles L 225-177 et suivants du Code de commerce à consentir en une ou plusieurs fois aux salariés et aux dirigeants sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options donnant droit à la souscription d'actions de la Société (les options de souscription) et à l'achat d'actions de la Société (les options d'achat) :

- à utiliser la présente autorisation dans un délai de trente huit mois à compter de la date de la présente Assemblée,
- à constater que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options de souscription.

Il est précisé que le Conseil d'Administration ne pourra pas octroyer d'options aux dirigeants sociaux et salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions

visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, détenant plus de 10 % du capital social conformément aux dispositions de l'article L. 225-182 du Code de commerce.

Le nombre d'actions nouvelles, susceptibles d'être souscrites ou achetées par les bénéficiaires des options qui seront consenties par le Conseil d'Administration au titre de la présente autorisation, ne saurait être supérieur à 2,5 % du montant des actions composant le capital de la Société au moment de l'attribution des options par le Conseil d'Administration, et avant prise en compte des actions susceptibles d'être émises en cas de levée d'options de souscription d'actions qui seraient consenties, compte tenu des ajustements susceptibles d'être opérés.

Le prix de souscription ou d'achat des actions par les bénéficiaires des options, sera fixé par le Conseil d'Administration, le jour où il consentira les options à leurs bénéficiaires, sans pouvoir être :

- concernant les options de souscription : inférieur à 80 % de la moyenne des premiers cours constatés aux vingt séances de bourse, précédant le jour de chaque réunion du Conseil d'Administration, au cours de laquelle seraient consenties des options de souscription,
- concernant les options d'achat : inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce.

Le prix fixé pour la souscription ou l'achat des actions ne pourra pas être modifié pendant la durée de l'option, à l'exception des ajustements, auxquels le Conseil d'Administration devra procéder dans les différents cas visés par l'article L. 225-181 du Code de commerce.

Les options ne pourront être consenties par le Conseil d'Administration :

- Dans le délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics ;
- Dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la Société ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur les cours des titres de la Société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour fixer le délai maximum de levée d'option qui ne saurait excéder 10 années, à compter de l'attribution ainsi que le délai de conservation des actions, qui sera imposé aux bénéficiaires à compter de la levée d'option, sans que ce dernier délai ne puisse excéder 3 ans à compter de la levée de l'option.

Conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, le Conseil d'Administration informera chaque année, dans un rapport spécial, les actionnaires, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

Dans l'hypothèse où les options de souscription et/ou les options d'achat d'actions, seraient attribuées à des personnes domiciliées ou résidant à l'étranger ou à des personnes domiciliées ou résidant en France, mais soumises à un régime fiscal étranger, le Conseil pourra adapter les conditions applicables aux options de souscription et/ou d'achat d'actions, afin de les rendre conformes aux dispositions du droit étranger concerné et d'assurer le meilleur traitement fiscal possible. A cet effet, le Conseil pourra à sa discrétion, adopter un ou plusieurs sous-plans applicables aux différentes catégories de salariés soumis à un droit étranger. Certaines de ces options de souscription d'actions pourront notamment être destinées à être des Incentive Stocks Option au sens du United State Internal Revenue Code et pourront être soumises à des conditions supplémentaires conformes à l'esprit du plan, afin de satisfaire aux exigences de ce régime particulier.

L'augmentation du capital social résultant des levées d'options de souscription sera définitivement réalisée du seul fait de la déclaration de levée d'option, accompagnée du bulletin de souscription et du paiement, en numéraire ou par compensation de créance, de la somme correspondante.

Tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'Administration afin d'accomplir les formalités nécessaires et de procéder à la modification corrélative de l'article des statuts qui fixe le montant du capital social.

## ONZIEME RESOLUTION

(Autorisation à donner au Conseil d'Administration pour réduire le capital social par annulation d'actions)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration :

- à annuler les actions acquises au titre de la mise en œuvre de l'autorisation qui lui a été donnée par la sixième résolution relevant de l'ordre du jour ordinaire dans la limite de 10% du capital par périodes de vingt-quatre mois et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles,

- à procéder à une telle réduction, à constater la ou les réductions de capital consécutives aux opérations d'annulation autorisées par la présente résolution, à modifier en conséquence les statuts et, plus généralement, à accomplir toutes formalités nécessaires.

La présente autorisation est donnée pour une durée maximale de dix-huit mois.

## **DOUZIEME RESOLUTION**

(Ratification de la modification de l'article 2 des statuts suite au transfert de siège social décidé par le Conseil d'Administration)

L'Assemblée Générale ratifie la modification de l'article 2 des statuts relatif au siège social, décidée par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 2 janvier 2002, suite au transfert dudit siège social.

## **TREIZIEME RESOLUTION**

(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir tous dépôts et formalités prévus par la loi où besoin sera.

# 6 RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL

## 6.1 Renseignements concernant la société

### 6.1.1 Dénomination sociale et siège social

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mars 1996 a substitué la raison sociale Ubi Soft Entertainment S.A. à la précédente dénomination : "UBI SOFT S.A."

Le Conseil d'Administration du 2 janvier 2002 a décidé de transférer le siège social de la société du 61, rue St Hélier à Rennes (35000) au 107, Avenue Henri Fréville BP 10704 à Rennes (35207 cédex 2). Cette décision sera soumise à la ratification de l'assemblée générale mixte du 12 septembre 2002.

### 6.1.2 Forme juridique

Société Anonyme régie par le Code de commerce.

### 6.1.3 Législation applicable

Société soumise à la législation française.

### 6.1.4 Date de constitution et expiration de la société

La société a été constituée le 28 mars 1986 pour une durée de 99 ans expirant le 9 avril 2085, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

### 6.1.5 Objet social (article 3 des statuts)

La société Ubi Soft Entertainment S.A. a pour objet, en France comme à l'étranger, directement ou indirectement :

- la création, l'édition et la diffusion de tous produits multimédias, audiovisuels et informatiques, notamment les jeux vidéo, logiciels éducatifs et culturels, dessins animés, œuvres littéraires, cinématographiques et télévisuelles sur tous supports actuels et futurs,

- la diffusion de tous produits multimédias et audiovisuels en particulier au moyen des nouvelles technologies de communication telles que les réseaux, les services en ligne,
- l'achat, la vente et d'une manière générale, le négoce, sous toutes ses formes, à l'importation comme à l'exportation, par voie de location ou autrement, de tous matériels d'informatique et de traitement de textes avec leurs accessoires ainsi que tous matériels ou produits de reproduction de l'image et du son,
- la commercialisation et la gestion de tous programmes informatiques, de traitement des données ou de textes,
- le conseil, l'assistance et la formation se rapportant à l'un des domaines précités,
- la participation de la société dans toutes opérations pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusions ou autrement,
- et généralement toutes opérations quelles qu'elles soient se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la société.

### 6.1.6 Registre du Commerce et des Sociétés

La société est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Rennes sous le numéro 335 186 094.

Code APE : 921 G

### 6.1.7 Lieu de consultation des documents juridiques relatifs à la société

Les statuts, comptes et rapports, procès-verbaux d'Assemblées Générales peuvent être consultés à l'adresse commerciale ou au siège social.

### 6.1.8 Exercice social

L'exercice social, de 12 mois, commence le 1<sup>er</sup> avril et finit le 31 mars de chaque année.

### 6.1.9 Répartition statutaire des bénéfices (article 17 des statuts)

Les produits de l'exercice, déduction faite des charges d'exploitation, amortissements et provisions, constituent le résultat. Il est prélevé sur le bénéfice de l'exercice, le cas échéant diminué des pertes antérieures :

- les sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et, en particulier, 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction ;
- les sommes que l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, jugera utiles d'affecter à toutes réserves extraordinaires ou spéciales ou de reporter à nouveau.

Le solde est distribué aux actionnaires. Toutefois, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'assemblée peut, conformément aux dispositions de l'article L.232-18 du Code de Commerce (anciennement article 351 de la loi n° 66-537 du 24 Juillet 1966), accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire ou en actions.

### 6.1.10 Assemblées Générales (article 14 des statuts)

Les Assemblées Générales sont composées de tous les actionnaires, à l'exclusion de la société elle-même, Ubi Soft Entertainment S.A. Elles représentent l'universalité des actionnaires.

Elles sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par le Code de Commerce et par le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Elles sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, à défaut, par un administrateur désigné à cet effet par l'assemblée.

Tout actionnaire a le droit, sur justification de son identité, de participer aux Assemblées Générales, en y assistant personnellement, en retournant un bulletin de vote par correspondance ou en désignant un mandataire, sous la condition :

- pour les titulaires d'actions nominatives ou de certificats de droit de vote, d'une inscription nominative dans les registres de la société,
- pour les titulaires d'actions au porteur, du dépôt aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation, d'un certificat délivré par un intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité de leurs actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'Assemblée.

Ces formalités doivent être accomplies cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

Dans toutes les Assemblées Générales, le droit de vote attaché aux actions comportant un droit d'usufruit est exercé par l'usufruitier.

#### Franchissement de seuil (article 6 des statuts)

Tout actionnaire agissant seul ou de concert, sans préjudice des seuils visés à l'article L.233-7 du Code de Commerce, venant à détenir directement ou indirectement 1 % au moins du capital ou des droits de vote de la société ou un multiple de ce pourcentage inférieur ou égal à 4 %, est tenu d'informer, par lettre recommandée avec avis de réception, la société dans le délai prévu à l'article L.233-7 (anciennement article 356-1 de la loi du 24 juillet 1966).

L'information prévue à l'alinéa précédent pour tout franchissement de seuil d'un multiple de 1 % du capital ou des droits de vote est également faite lorsque la participation au capital ou aux droits de vote devient inférieure au seuil mentionné ci-dessus.

Le non respect de déclaration des seuils, tant légaux que statutaires, donne lieu à la privation des droits de vote dans les conditions prévues à l'article L.233-14 du Code de Commerce (anciennement article 356-4 de la loi du 24 juillet

1966), sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5 % du capital ou des droits de vote de la société.

#### **Rachat par la société de ses propres titres**

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale ordinaire du 29 septembre 2001, les objectifs envisagés, conformément aux articles L 225-209 et suivants du Code de commerce, étant par ordre de priorité :

- régulariser le cours de bourse de l'action de la société,
- remettre les titres en paiement ou échange dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- conserver les actions et le cas échéant les transférer notamment par cession en bourse, de gré à gré ou par cession de blocs de titres,

- octroyer des options d'achat d'actions aux salariés et mandataires sociaux de la société ou proposer l'acquisition d'actions dans les conditions prévues aux articles 443-1 et suivants du code du travail et le deuxième alinéa de l'article L 225-191 du Code de commerce.

Dans le cadre de ce programme de rachat d'actions, la société avait acquis, au 1<sup>er</sup> août 2002, 858 141 de ses propres actions, représentant 4,591 % du capital social.

#### **Clause d'agrément**

Les statuts de la société Ubi Soft Entertainment S.A. ne comportent pas de clause d'agrément.

## 6.2 Renseignements concernant le capital

### **6.2.1 Capital social**

Le montant du capital social au 31 mars 2002 est de 5 384 306,92 euros divisé en 17 368 732 actions de 0,31 euro de nominal.

### **6.2.2 Conditions de modification du capital et droits respectifs des diverses catégories d'actions (articles 7 et 8 des statuts)**

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation à une part égale à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou à la suite d'une augmentation ou d'une réduction de capital, quelles qu'en soient les modalités, d'une fusion ou de toute autre opération, les propriétaires d'actions en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer leurs droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de droits formant rompus nécessaire.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

### 6.2.3 Capital autorisé non émis

**a)** Le Conseil d'Administration du 29 septembre 1997 a utilisé l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 2 septembre 1997 et consenti à l'émission d'obligations convertibles avec suppression du droit préférentiel de souscription à hauteur de 15,275 millions d'euros (100,2 millions de francs).

■ **Principales caractéristiques du premier emprunt obligataire :**

Nombre et montant nominal :	167 000 obligations de nominal 91,47 € (600 F)
Prix d'émission :	91,47 € (600 F) par obligation
Date de jouissance et de règlement :	10 octobre 1997
Durée de l'emprunt :	5 ans et 173 jours
Intérêt annuel :	2 % l'an, soit 1,83 € (12 F) par obligation, payable le 1 <sup>er</sup> avril de chaque année à partir du 1 <sup>er</sup> avril 1998.
Taux de rendement actuariel brut :	4,26 % au 10 octobre 1997
Amortissement normal :	amortissement en totalité le 1 <sup>er</sup> avril 2003, par remboursement au prix de 103,91 € (681,58F) soit 113,6 % du prix d'émission.

Au 31 mars 2002 l'emprunt est clos.

166 364 obligations ont été converties, dont 40 075 sur l'exercice.

636 obligations ont été remboursées par anticipation du 21 mai au 20 août 2001.

**b)** Le Conseil d'Administration du 30 juin 1998 a utilisé l'autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du même jour et consenti à l'émission d'obligations convertibles avec suppression du droit préférentiel de souscription à hauteur de 51,83 millions d'euros (340 millions de francs).

■ **Principales caractéristiques du second emprunt obligataire :**

Nombre et montant nominal :	314 815 obligations de nominal 164,64 € (1 080 F)
Suite à la division du nominal par 5, 1 obligation permet de souscrire à 5 actions de 0,31 € de nominal	
Prix d'émission :	164,64 € (1 080 F) par obligation
Date de jouissance et de règlement :	16 juillet 1998
Durée de l'emprunt :	7 ans
Intérêt annuel :	3,80 % l'an, soit 6,26 € (41,04 F) par obligation, payable à partir du 16 juillet de chaque année
Taux de rendement actuariel brut :	3,80 % au 16 juillet 1998
Amortissement normal :	amortissement en totalité le 16 juillet 2005, par remboursement au prix de 164,64 € (1 080 F) soit 100 % du prix d'émission.

163 721 obligations ont été converties, dont 1 019 sur l'exercice.

151 094 obligations restent à convertir.



**c)** Le Conseil d'Administration dans sa séance du 13 novembre 2001 sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 octobre 2001, a consenti à l'émission d'obligations à option de conversion et/ou échange d'actions nouvelles ou existantes de la société d'un montant total maximum d'environ 172,5 millions d'euros.

■ **Principales caractéristiques du troisième emprunt obligataire :**

Nombre et montant nominal :	3 150 000 obligations de 47,50 euros de nominal.
Prix d'émission :	47,50 euros
Date de jouissance et règlement :	30 novembre 2001
Durée de l'emprunt :	5 ans à compter du règlement
Intérêt annuel	2,5 % l'an payable à terme échu le 30 novembre de chaque année
Taux de rendement actuariel brut :	4,5 % à la date de règlement (en l'absence de conversion et/ou d'échange d'actions et en l'absence d'amortissement anticipé)
Amortissement normal :	les obligations seraient remboursées en totalité le 30 novembre 2006 par remboursement à un prix de 52,70 euros soit environ 110,94 % de la valeur nominale.

Au 31 mars 2002, aucune obligation n'avait été exercée.

**d)** Le Conseil d'Administration dans sa séance du 19 octobre 1999 a utilisé l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 1998 et a consenti à l'émission de 372 058 actions à bons de souscription d'actions à hauteur de 332 millions de francs (environ 50,61 millions d'euros).

■ **Principales caractéristiques des bons de souscription d'actions de 1999 :**

Nombre initial de bons :	372 058
Prix d'émission :	136 euros (soit 892,10 francs)
Prix d'exercice :	170 euros (soit 1115,13 francs)
Période d'exercice :	du 3 novembre 1999 au 2 novembre 2002 inclus.

Les bons qui n'auraient pas été exercés avant la fin de la période d'exercice perdront toute valeur et seront annulés.

Au 31 mars 2002, il reste 340 516 bons de souscription à exercer.

**e)** Le Conseil d'Administration dans sa séance du 12 mars 2001 a utilisé l'autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 mars 2001 et consenti à l'émission de 53 266 bons de souscription d'actions à hauteur de 16 240,70 euros de nominal.

■ **Principales caractéristiques des bons de souscription d'actions du 12 mars 2001 :**

Nombre initial de bons :	53 266
Prix d'émission :	0,01 euro
Prix d'exercice :	40,29 euros
Période d'exercice :	du 28 décembre 2001 au 11 mars 2006.

Les bons qui n'auraient pas été exercés avant la fin de la période d'exercice perdront toute valeur et seront annulés.

Au 31 mars 2002, aucun bon de souscription n'avait été exercé.

f) Le Conseil d'Administration dans sa séance du 19 mars 2001 a utilisé l'autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 mars 2001 et consenti à l'émission de 9 044 bons de souscription d'actions à hauteur de 2803,64 euros de nominal.

■ **Principales caractéristiques des bons de souscription d'actions du 19 mars 2001 :**

Nombre initial de bons :	9 044
Prix d'émission :	0,01 €
Prix d'exercice :	32,072 €
Période d'exercice :	du 19 mars 2002 au 18 mars 2006 inclus.

Les bons qui n'auraient pas été exercés avant la fin de la période d'exercice perdront toute valeur et seront annulés.

Au 31 mars 2002, aucun bon de souscription n'avait été exercé.

#### 6.2.4 Titres non représentatifs du capital

Néant.

#### 6.2.5 Identification des porteurs de titres

L'article 5 des statuts autorise la société à mettre en œuvre une procédure d'identification des détenteurs de titres.

#### 6.2.6 Capital potentiel

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 1996 et l'Assemblée Générale Mixte du 2 septembre 1997 ont autorisé le Conseil d'Administration à consentir au profit des salariés du groupe des options de souscription ouvrant droit à la souscription d'un nombre d'actions maximum et total de 1 000 000 actions de 2 francs de nominal, soit une augmentation de capital maximale et totale de 2 millions de francs de nominal.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 septembre 2000 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir au profit des salariés du groupe des options de souscription ouvrant droit à la souscription d'un nombre d'actions maximum et total de 2,5 % du montant des actions composant le capital social au moment de l'utilisation de l'autorisation par le Conseil d'Administration.

Faisant usage des autorisations données par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 1996, par l'Assemblée Générale Mixte dans sa partie extraordinaire du 2 septembre 1997 et par l'Assemblée Générale Mixte dans sa partie extraordinaire du 13 septembre 2000, le Conseil d'Administration de la société a décidé :

- le 15 juin 1996 l'attribution d'options de souscription au profit des salariés portant sur 250 000 actions,

- le 22 avril 1997 l'attribution d'options de souscription au profit des salariés portant sur 250 000 actions,
- le 23 octobre 1998 l'attribution d'options de souscription au profit des salariés portant sur 250 000 actions,
- le 8 décembre 2000 l'attribution d'Incentive Stock Options au profit des salariés portant sur 40 471 actions,
- le 9 avril 2001 l'attribution d'options de souscription au profit des salariés portant sur 400 000 actions,
- le 25 octobre 2001 l'attribution d'Incentive Stock Options au profit des salariés des filiales américaines portant sur 44 605 actions.

A la date du 31 mars 2002, 827 594 options donnant droit à autant d'actions Ubi Soft n'avaient pas encore été levées.

#### 6.2.7 Augmentation de capital réservée aux salariés

L'Assemblée Générale Mixte du 13 septembre 2000, dans sa partie extraordinaire, a autorisé le Conseil d'Administration à procéder sur ses seules délibérations à une augmentation de capital d'Ubi Soft Entertainment réservée à ses salariés et à ceux de ses filiales françaises, dans la limite maximum de 2,5 % du montant total des actions composant le capital social au moment de son utilisation, par l'intermédiaire notamment d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (ci-après "FCPE").

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 10 avril 2001, a utilisé l'autorisation de l'Assemblée Générale du 13 septembre en fixant le prix de souscription des actions à émettre à 26,72 euros chacune et a précisé que ces actions seraient souscrites par le Fonds Commun de Placement d'Entreprise Ubi actions.

Les salariés ont souscrit à 47 007 actions par le biais du FCPE Ubi actions. Cette augmentation de capital a été constatée par le Conseil d'Administration du 13 juillet 2001.

	1 <sup>er</sup> Plan	2 <sup>nd</sup> Plan	3 <sup>ème</sup> Plan	4 <sup>ème</sup> Plan	5 <sup>ème</sup> Plan	6 <sup>ème</sup> Plan
Date de l'Assemblée Générale	15.06.96	02.09.97	02.09.97	13.09.00	13.09.00	25.10.01
Date du Conseil d'Administration	15.06.96	22.04.97	23.10.98	08.12.00	09.04.01	24.04.06
<b>OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ATTRIBUEES DURANT L'EXERCICE</b>						
Nombre total d'options attribuées	250 000	250 000	250 000	40 471	400 000	44 605
dont membres du comité de direction	0	0	0	0	0	0
Point de départ d'exercice des options	15.06.97	22.04.01	23.10.02	08.12.01	09.04.02	25.04.02
Date d'expiration des options	15.06.01	22.04.02	23.10.03	08.12.05	09.04.06	24.04.06
Prix des options	5,49 € (36 F)	12,10 € (79,40 F)	20,40 € (133,80 F)	38 €	34,51 €	34,51 €
Modalités d'exercice des options	25 % par an	/	/	25 % par an	25 % par an	25 % par an
<b>OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS LEVEES DURANT L'EXERCICE</b>						
Nombre total d'options levées au 31 mars 2002	56 431	148 457	2 180	0	0	0
<b>OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ANNULEES DURANT L'EXERCICE</b>						
Nombre total d'options annulées	0	0	0	0	0	0
<b>OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS RESTANTES</b>						
Nombre total d'options restantes	0	97 795	244 725	40 471	400 000	44 605

	Nombre	Dates d'échéance	Prix	Plan n°
<b>OPTIONS DE SOUSRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ATTRIBUEES DURANT L'EXERCICE</b>				
Options attribuées aux mandataires sociaux	0			
Options attribuées aux dix salariés non mandataires dont le nombre d'options est le plus élevé :				
- 1 salarié	18 000	9.04.06	34,51 €	5
- 1 salarié	13 500	24.04.06	34,51 €	6
- 2 salariés (information pour chacun)	9 000	9.04.06	34,51 €	5
- 1 salarié	5 000	24.04.06	34,51 €	6
- 1 salarié	5 400	9.04.06	34,51 €	5
- 2 salariés (information pour chacun)	4 500	9.04.06	34,51 €	5
- 2 salariés (information pour chacun)	3 600	9.04.06	34,51 €	5
- 1 salarié	3 240	9.04.06	34,51 €	6
<b>OPTIONS DE SOUSRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS LEVEES DURANT L'EXERCICE</b>				
Actions souscrites ou achetées par chacun des mandataires sociaux en levant les options détenues	0			
Actions souscrites ou achetées en levant les options détenues par chacun des dix salariés non mandataires dont le nombre d'actions ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé :				
- 1 salarié	14 840	15.06.01	5,49 € (36 F)	1
- 1 salarié	12 250	15.06.01	5,49 € (36 F)	1
- 1 salarié	8 340	15.06.01	5,49 € (36 F)	1
- 3 salariés (information pour chacun)	6 000	22.04.02	12,10 € (79,40 F)	2
- 2 salariés	2 505	15.06.01	5,49 € (36 F)	1
- 5 salariés (information pour chacun)	2 250	22.04.02	12,10 € (79,40 F)	2

## 6.2.8 Tableau d'évolution du capital

Date Nature de l'opération	Nombre d'actions	Nombre cumulé d'actions	Montant de l'augmentation de capital	Valeur nominale de l'action (en F)*	Prime d'émission (en F)*	Montants cumulés du capital (en F)*
			par apport en numéraire (en F)*	par incorporation (en F)*		
03/1986 Création de la société	2 500	2 500		100	/	250 000
09/1990 Augmentation de capital par incorporation de réserves	22 500	25 000	2 250 000	100	/	2 500 000
09/1991 Augmentation de capital par incorporation de réserves	25 000	50 000	2 500 000	100	/	5 000 000
02/1993 Augmentation de capital par incorporation de réserves	30 000	80 000	3 000 000	100	/	8 000 000
01/1994 Augmentation de capital par incorporation de réserves	20 000	100 000	2 000 000	100	/	10 000 000
03/1996 Augmentation de capital par incorporation de réserves	50 000	150 000	5 000 000	100	/	15 000 000
03/1996 Augmentation de capital par apports en numéraire	50 000	200 000	5 000 000	100	/	20 000 000
03/1996 Division de la valeur de F 100 à F 10		2 000 000		10	/	20 000 000
06/1996 Augmentation de capital lors de l'introduction	222 300	2 222 300	2 223 000	10	53 352 000	22 223 000
31/03/97 Augmentation de capital suite à la conversion d'options de souscription	818	2 223 118	8 180	10	139 060	22 231 180
31/03/98 Augmentation de capital suite à la conversion d'options de souscription	1 225	2 224 343	12 250	10	208 250	22 243 430
31/03/99 Augmentation de capital suite à la conversion d'options de souscription et de conversion d'obligations	21 510	2 245 853	215 100	10	11 005 610	22 458 530
3/11/99 Augmentation de capital suite à l'émission d'actions à bons de souscription et conversion d'options de souscription et conversion d'obligations	399 328	2 645 181	3 993 280	10	343 205 937	26 451 810
17/01/00 Division de la valeur nominale de l'action par cinq		13 225 905		2		26 451 810

Tableau d'évolution du capital (suite)

Date Nature de l'opération	Nombre d'actions	Nombre cumulé d'actions	Montant de l'augmentation de capital	Valeur nominale de l'action (en F)*	Prime d'émission (en F)*	Montants cumulés du capital (en F)*
			par apport en numéraire (en F) *	par incorporation (en F) *		
17/01/00 Augmentation de capital suite à la conversion d'options de souscription, d'obligations et de bons de souscription.	191 270	13 417 175		2	18 879 641	26 834 350
14/03/00 Augmentation de capital suite à l'émission d'actions et à la conversion d'options de souscription, d'obligations et de bons de souscription	2 725 363	16 142 538	13 626 815	2	1 190 520 727	32 285 076
31/03/00 Augmentation de capital suite à la conversion d'options de souscription, d'obligations et de bons de souscription	435 830	16 578 368	2 179 150	2	92 594 390	33 156 736
11/04/01 Augmentation de capital suite à la conversion d'options de souscription, d'obligations et de l'exercice de bons de souscription	330 754	16 909 122	661 508	2	47 956 367	33 818 244
13/07/01 Augmentation de capital réservée aux salariés (PEE) et conversion d'options de souscription d'actions, d'obligations et de l'exercice des bons	181 543	17 090 665	25 941 828	2	25 578 742	34 181 330
19/10/01 Conversion du capital social en euro (augmentation de la valeur nominale de l'action)			87 195,98 €	0,31 €		5 298 106,15 €
22/04/02 Augmentation de capital suite à la conversion d'options de souscription, d'obligations et de l'exercice de bons de souscription	278 067	17 368 732	4 292 812,97 €	0,31 €	4 206 612,20 €	5 384 306,92 €

\* A partir du 19.10.01, capital converti en euro.

## 6.3 Répartition du capital et des droits de vote au 1<sup>er</sup> Août 2002

	Capital		Droits de vote	
	Nbre de titres	%	Quantité	%
Guillemot Brothers S.A. *	1 915 227	11,027 %	3 830 529	21,123 %
Claude Guillemot	148 772	0,857 %	148 772	0,820 %
Yves Guillemot	204 671	1,178 %	204 671	1,129 %
Michel Guillemot	164 674	0,948 %	164 674	0,908 %
Gérard Guillemot	164 666	0,948 %	164 666	0,908 %
Christian Guillemot	132 006	0,760 %	132 006	0,728 %
Autres membres famille Guillemot	40 875	0,235 %	40 875	0,225 %
Ubi Soft Entertainment S.A.	858 141	4,941 %	—	—
Gameloft S.A.	301 933	1,738 %	—	—
Public**	13 437 767	77,368 %	13 447 848	74,159 %
<b>Total</b>	<b>17 368 732</b>	<b>100 %</b>	<b>18 134 041</b>	<b>100 %</b>

\* La société Guillemot Brothers S.A. (anciennement Ubi Participations S.A.) a absorbé la société Guillemot Participations S.A. le 22 juillet 2002.  
Composition du capital de Guillemot Brothers S.A. (anciennement Ubi Participations S.A.) :

Noms	Nbre de titres	%	Nbre de droits de vote	%
Claude Guillemot	17 674 320	20 %	17 674 320	20 %
Yves Guillemot	17 674 320	20 %	17 674 320	20 %
Michel Guillemot	17 674 320	20 %	17 674 320	20 %
Gérard Guillemot	17 674 320	20 %	17 674 320	20 %
Christian Guillemot	17 674 320	20 %	17 674 320	20 %
Marcel Guillemot	311	ns	311	ns
Yvette Guillemot	311	ns	311	ns
<b>Total</b>	<b>88 372 222</b>		<b>88 372 222</b>	<b>100 %</b>

\*\* les pourcentages de titres et de droits de vote détenus par les salariés du groupe représentent une part minime.

Le pourcentage de capital détenu par l'ensemble des organes du Conseil d'Administration est de 4,691 %. Le pourcentage des droits de vote détenus par l'ensemble des organes du Conseil d'Administration est de 4,493 %.

La modification dans la répartition du capital résulte des différentes augmentations de capital ayant entraîné une dilution de l'actionnariat, de la cession d'actions des frères Guillemot et de la société Ubi Participations, notamment dans le cadre des acquisitions.

La société Guillemot Brothers S.A. a acquis le 15 juin 2001 un droit de vote double pour ses actions détenues au nominatif pur depuis deux ans.

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires entre Guillemot Brothers S.A., Claude, Michel, Yves, Gérard, Christian, Marcel et Yvette Guillemot, ni de pacte liant les actionnaires précités à des actionnaires tiers.



Les actionnaires suivants détenaient plus de 1 % du capital social au 31 mars 2002 :

Oppenheimer Funds Inc.	10,54 %
Société Générale Asset Management	3,90 %
Invesco Asset Management Ltd.	3,89 %
Etoile Gestion	2,02 %
Finama Asset Management	1,84 %
AGF Asset Management	1,63 %
Royal London Asset Management	1,49 %
Ecureuil Gestion	1,20 %
BNP PARIBAS Asset Management	1,05 %
CIC Gestion S.A.	1,03 %

Les pourcentages de droits de vote sont similaires aux pourcentages de capital détenus.

## 6.4 Evolution du capital et des droits de vote au cours des trois derniers exercices

31.03.99	Capital		Droits de vote	
	Nbre de titres	%	Nbre de droits de vote	%
Claude Guillemot	235 399	10,481 %	465 141	13,657 %
Michel Guillemot	237 799	10,588 %	469 941	13,798 %
Yves Guillemot	235 395	10,481 %	465 137	13,657 %
Gérard Guillemot	237 799	10,588 %	469 941	13,798 %
Christian Guillemot	235 449	10,484 %	460 191	13,510 %
Suzanne Guillemot	2 400	0,107 %	4 800	0,141 %
Nathalie Guillemot	2 400	0,107 %	4 800	0,141 %
Joëlle Guillemot	2 400	0,107 %	4 800	0,141 %
Yvette Guillemot	2 400	0,107 %	4 800	0,141 %
Total Famille Guillemot	1 191 441	53,051 %	2 349 551	68,984 %
Public et salariés du groupe	1 054 412	46,949 %	1 056 687	31,016 %
<b>Total</b>	<b>2 245 853</b>	<b>100 %</b>	<b>3 406 238</b>	<b>100 %</b>

31.03.00				
	Capital		Droits de vote	
	Nbre de titres	%	Nbre de droits de vote	%
Ubi Participations S.A.	4 206 263	25,371 %	4 206 263	24,386 %
Claude Guillemot	152 045	0,917 %	293 979	1,704 %
Michel Guillemot	152 024	0,917 %	284 002	1,647 %
Yves Guillemot	152 044	0,917 %	284 022	1,647 %
Gérard Guillemot	152 036	0,917 %	284 014	1,647 %
Christian Guillemot	152 280	0,919 %	284 258	1,648 %
Suzanne Guillemot	12 000	0,072 %	12 000	0,069 %
Nathalie Guillemot	12 000	0,072 %	12 000	0,069 %
Joëlle Guillemot	12 000	0,072 %	12 000	0,069 %
Yvette Guillemot	12 000	0,072 %	12 000	0,069 %
Total Famille Guillemot	5 014 692	30,246 %	5 684 538	32,955 %
Public et salariés du groupe	11 563 676	69,754 %	11 563 900	67,045 %
<b>Total</b>	<b>16 578 368</b>	<b>100 %</b>	<b>17 248 438</b>	<b>100 %</b>

09.08.01 (après acquisition du droit de vote double par la société UBI PARTICIPATIONS S.A.)				
	Capital		Droits de vote	
	Nbre de titres	%	Nbre de droits de vote	%
Ubi Participations S.A.	2 693 302	15,76 %	5 065 179	27,03 %
Claude Guillemot	147 873	0,87 %	147 873	0,79 %
Michel Guillemot	159 873	0,87 %	159 873	0,79 %
Yves Guillemot	147 853	0,94 %	147 853	0,85 %
Gérard Guillemot	159 865	0,94 %	159 865	0,85 %
Christian Guillemot	148 108	0,87 %	148 108	0,79 %
Autres membres famille Guillemot	48 000	0,28 %	48 000	0,25 %
Total Famille Guillemot	3 504 874	20,51 %	5 876 751	31,358 %
Ubi Soft Entertainment S.A.	392 068	2,29 %	/	/
Ubi Ventures S.A.	338 480	1,98 %	/	/
Ludigames S.A.	74 365	0,44 %	74 365	0,40 %
Gameloft.com S.A.*	74 365	0,44 %	74 365	0,40 %
Public et salariés du groupe	12 706 513	74,32 %	12 715 058	67,85 %
<b>Total</b>	<b>17 090 665</b>	<b>100 %</b>	<b>18 740 539</b>	<b>100 %</b>

\* Gameloft S.A. a absorbé la société Ludigames S.A. le 29 mars 2002

## 6.5 Marché des titres

### Informations générales sur le marché des titres de l'émetteur

- Code Euroclear : 5447 (Bloomberg : UBI.FP ; Reuters : UBIP.PA)
- Place de cotation : Euronext-Paris - Premier Marché
- Nombre d'actions cotées au 31 mars 2002 : 17 368 732
- Capitalisation boursière au 28 mars 2002 : 590 M€ sur le cours de bourse de clôture (33.98 €).
- Cours d'introduction : 250 F (38,11 €) avant division du nominal par 5, le 17.01.00.

Mois	Cours maximum (en euros)	Cours minimum (en euros)	Cours moyen <sup>(1)</sup> (en euros)	Volume échangé	Capitaux échangés (en millions d'euros)
Avril 2001	46,90	32,39	38,04	580 976	22,995
Mai 2001	48,09	41,60	44,68	1 446 101	64,846
Juin 2001	45,98	37,10	41,42	993 085	40,215
Juillet 2001	42,84	36,10	39,12	927 798	36,293
Août 2001	47,25	39,25	41,96	2 161 650	92,779
Septembre 2001	40,64	22,20	30,82	1 332 758	38,622
Octobre 2001	37,80	26,50	33,00	1 469 570	49,158
Novembre 2001	43,45	35,62	39,52	3 019 739	118,051
Décembre 2001	41,80	35,65	38,31	1 586 511	62,249
Janvier 2002	37,98	35,80	37,36	1 325 931	49,521
Février 2002	39,97	29,46	33,06	2 685 186	88,479
Mars 2002	35,50	32,40	33,79	1 504 640	50,721
Avril 2002	31,92	31,04	31,48	1 829 034	57,311
Mai 2002	30,80	29,73	30,25	2 764 658	83,475
Juin 2002	25,29	23,54	24,41	2 508 602	55,815
Juillet 2002	15,06	13,73	14,39	2 248 903	32,513
Août 2002	15,54	14,51	15,02	1 618 505	24,218

Source : Euronext Paris

(1) Moyenne mensuelle pondérée par le volume du dernier cours coté.

## 6.6 Dividendes

La société n'a pas distribué de dividende au cours des trois derniers exercices et n'envisage pas d'en distribuer à court ou moyen terme.

# 7 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

## 7.1 Direction du Groupe

**Président Directeur Général** Yves Guillemot

**Directeurs Généraux Délégués** Claude Guillemot  
Michel Guillemot  
Gérard Guillemot  
Christian Guillemot

### Nom

	Date d'entrée en fonction	Date d'expiration du mandat
<b>Yves Guillemot</b> Président Directeur Général	26 Février 1988	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007
<b>Claude Guillemot</b> Directeur Général Délégué	9 janvier 1996	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007
<b>Michel Guillemot</b> Directeur Général Délégué	9 janvier 1996	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007
<b>Gérard Guillemot</b> Directeur Général Délégué	9 janvier 1996	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007
<b>Christian Guillemot</b> Directeur Général Délégué	9 janvier 1996	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007

### Informations complémentaires sur la Direction du Groupe

Directeur des territoires EMEA :	Alain Corre
Directeur Amérique du Nord :	Laurent Detoc
Directeur Financier :	Alain Martinez
Directeur de la production internationale :	Christine Burgess-Quemard
Directeur de la politique éditoriale :	Serge Hascoet

## 7.2 Composition du Conseil d'Administration

Nom			
	Date d'entrée en fonction	Date de renouvellement du mandat	Date d'expiration du mandat
<b>Yves Guillemot</b> Administrateur Président du Conseil d'Administration	28 février 1988	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 1989</li> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 8 septembre 1995</li> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 2001</li> </ul>	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007
<b>Claude Guillemot</b> Administrateur	28 février 1988	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 1989</li> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 8 septembre 1995</li> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 2001</li> </ul>	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007
<b>Michel Guillemot</b> Administrateur	28 février 1988	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 1989</li> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 8 septembre 1995</li> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 2001</li> </ul>	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007
<b>Gérard Guillemot</b> Administrateur	28 février 1988	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 1989</li> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 8 septembre 1995</li> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 2001</li> </ul>	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007
<b>Christian Guillemot</b> Administrateur	28 février 1988	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 1989</li> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 8 septembre 1995</li> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 2001</li> </ul>	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007
<b>Yvette Guillemot</b> Administrateur	25 janvier 1996	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renouvelé lors de l'AGO du 29 septembre 2001</li> </ul>	Expiration du mandat prévue lors de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007

Le Conseil d'Administration s'est réuni environ vingt fois au cours de l'exercice 2001/2002.

Il n'existe pas d'options conférées sur les actions de la société et de ses filiales ou sous-filiales à l'ensemble des membres des organes d'administration.

Il n'existe pas de comités constitués par les organes d'administration ou de direction.

## 7.3 Mandats exercés par les Administrateurs

### Monsieur Yves GUILLEMOT

Administrateur et Président Directeur Général d'Ubi Soft Entertainment S.A.

Son mandat expirera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007.

#### AUTRES FONCTIONS :

##### Président Directeur Général

Ubi Soft France S.A.

Ubi World S.A.

Ubi Soft Marketing & Communication S.A.

Ubi.Com S.A.

##### Gérant

Ubi Administration SARL

Ubi Books & Records SARL

Ubi Manufacturing SARL

Ubi Pictures SARL

Ludifactory SARL

Ubi Emea SARL

Ubi Research & Development SARL

Ubi Simulations SARL

Ubi Animation SARL

Ubi Color SARL

Ubi Game Design SARL

Ubi Graphics SARL

Ubi Info Design SARL

Ubi Networks SARL

Ubi Sound Studio SARL

Ubi World Studios SARL

Ubi Productions France SARL

Ubi Soft Entertainment SPRL (Belgique)

Ubi Soft Entertainment BV (Hollande)

Ubi Soft Entertainment SARL (Maroc)

##### Administrateur

Ludigames France S.A.

##### Président

Ubi Soft Entertainment Norway a/s (Norvège)

Ubi Soft Entertainment S.A. (Suisse)

Ubi Soft Entertainment OY (Finlande)

Gamebusters Gesmbh (Autriche)

Ubi Soft SPA (Italie)

Ubi Soft S.A. (Espagne)

Ubi Soft Entertainment Ltd. (Hong Kong)

Ubi Computer Software Beijing Company Ltd. (Pékin)

Ubi Soft Divertissements Inc. (Canada)

Ubi Soft Canada Inc. (Canada)

Ubi Soft Inc. (San Francisco)

Ubi Holdings Inc. (San Francisco)

Ubi.Com Inc. (San Francisco)

Red Storm Entertainment Inc. (USA)

Blue Byte Software Inc. (USA)

Ubi Studios KK (Japon)

##### Directeur

Ubi Soft Entertainment GmbH (Allemagne)

Ubi Soft Entertainment nordiC A.S. (Danemark)

Ubi Soft Entertainment Ltd. (Grande-Bretagne)

Ubi Studios Ltd. (Grande-Bretagne)

Ubi Soft Pty Ltd. (Australie)

Ubi Soft Entertainment Sweden AB (Suède)

##### Vice-président

Shanghai UBI Computer Software COMPANY Ltd. (Chine)

##### Administrateur et Directeur Général Délégué

Gameloft S.A.

Guillemot Brothers S.A.

Guillemot Corporation S.A.

## Monsieur Gérard GUILLEMOT

Administrateur et Directeur Général Délégué d'Ubi Soft Entertainment S.A. Son mandat expirera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007.

### AUTRES FONCTIONS :

#### Président Directeur

Ludimedia S.A.

#### Administrateur

Ubi Studios S.A.

Ubi Soft France S.A.

Ubi World S.A.

Ubi Soft Marketing & Communication S.A.

Ubi Soft SpA (Italie)

Ubi Soft Divertissements (Canada)

Ubi Soft Canada Inc. (Canada)

#### Gérant

Ludi Factory SARL

#### Directeur

Ubi Soft Entertainment Ltd. (Hong Kong)

Ubi Studios KK (Japon)

Shanghai Ubi Computer Software Company Ltd. (Chine)

Ubi Soft Inc. (San Francisco)

Ubi Holdings Inc. (San Francisco)

Ubi Soft S.A. (Espagne)

#### Président

Ubi Music Publishing Inc. (Canada)

Ubi Music Inc. (Canada)

Ubi Soft Entertainment Inc. (New York)

Ubi Voices (San Francisco)

#### Administrateur et Directeur Général Délégué

Gameloft S.A.

Guillemot Brothers S.A.

Guillemot Corporation S.A.

## Monsieur Michel GUILLEMOT

Administrateur et Directeur Général Délégué d'Ubi Soft Entertainment SA. Son mandat expirera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007.

### AUTRES FONCTIONS :

Administrateur et Président Directeur Général

Gameloft S.A.

Ubi Studios S.A.

#### Administrateur

Ludimedia S.A.

Ubi Soft France S.A.

Ubi Soft Marketing & Communication S.A.

Ubi World S.A.

Ubi.Com S.A.

Ubi Soft SpA (Italie)

Ubi Music Inc. (Canada)

Ubi Soft Canada Inc. (Canada)

#### Président Directeur Général

Ludigames France S.A.

#### Gérant

Ubi Studios SrL (Italie)

Ubi Studios SL (Espagne)

Ubi Soft SRL (Roumanie)

#### Directeur

Ubi Soft S.A. (Espagne)

Ubi Soft KK (Japon)

Shanghai Ubi Computer Software Company Ltd. (Chine)

Ubi Computer Software Beijing Company Ltd. (Pékin)

Ubi Soft Entertainment Ltd. (Hong Kong)

Ubi Soft Inc. (San Francisco)

Ubi Holdings Inc. (San Francisco)

Ubi Soft S.A. (Espagne)

#### Président

Ubi Soft Divertissements Inc. (Canada)

#### Administrateur et Directeur Général Délégué

Guillemot Brothers S.A.

Guillemot Corporation S.A.



## Monsieur Claude GUILLEMOT

Administrateur et Directeur Général Délégué d'Ubi Soft Entertainment S.A. Son mandat expirera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007.

### AUTRES FONCTIONS :

#### Administrateur

Ludimedia S.A.  
Ubi Studios S.A.  
Ubi Soft France S.A.  
Ubi World S.A.  
Ubi Soft Marketing & Communication S.A.  
Ludigames France S.A.  
Ubi Soft Divertissements Inc. (Canada)  
Ubi Soft Canada Inc. (Canada)  
Ubi Music Inc. (Canada)  
Ubi Soft SpA (Italie)

#### Directeur

Ubi Soft Entertainment Ltd. (Hong Kong)  
Shanghai Ubi Computer Software company Ltd. (Chine)  
Ubi Soft Inc. (San Francisco)  
Ubi Holdings Inc. (San Francisco)  
Ubi Soft Entertainment Nordic A.S. (Danemark)  
Ubi Soft Entertainment Sweden AB (Suède)  
Ubi Studios Ltd. (Grande Bretagne)  
Ubi soft Entertainment Inc. (New York)

#### Président Directeur Général

Guillemot Corporation S.A.

#### Administrateur et Directeur Général Délégué

Guillemot Brothers S.A.  
Gameloft S.A.

## Monsieur Christian GUILLEMOT

Administrateur et Directeur Général Délégué d'Ubi Soft Entertainment S.A. Son mandat expirera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007.

### AUTRES FONCTIONS :

#### Administrateur

Ludimedia S.A.  
Ubi Studios S.A.  
Ubi Soft France S.A.  
Ubi World S.A.  
Ubi Soft Marketing & Communication S.A.  
Ubi.Com S.A.  
Ludigames France S.A.  
Ubi Soft Divertissements Inc. (Canada)  
Ubi Music Inc. (Canada)  
Ubi Soft Canada Inc. (Canada)  
Ubi Soft SpA (Italie)

#### Directeur

Ubi Soft Entertainment Nordic A.S. (Danemark)  
Ubi Soft Entertainment Ltd. (Grande Bretagne)  
Ubi Soft Entertainment Ltd. (Hong Kong)  
Shanghai Ubi Computer Software Company Ltd. (Chine)  
Ubi Soft Entertainment Norway A.S. (Norvège)  
Ubi Soft Inc. (San Francisco)  
Ubi Holdings Inc. (San Francisco)  
Ubi.Com Inc. (San Francisco)  
Ubi Soft Entertainment NY Inc. (New York)  
Ubi Soft Entertainment Sweden AB (Suède)

#### Administrateur et Directeur Général Délégué

Gameloft S.A.  
Guillemot Corporation S.A.

#### Administrateur et Président Directeur Général

Guillemot Brothers S.A.

## Madame Yvette GUILLEMOT

Administrateur d'Ubi Soft Entertainment S.A. Son mandat expirera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2007.

### AUTRES FONCTIONS :

#### Administrateur

Ubi World S.A.  
Ludigames France S.A.

#### Directeur

Shanghai Ubi Computer Software Company Ltd. (Chine)

## 7.4 Intérêts des dirigeants

### **Rémunération des dirigeants et des membres du Conseil d'Administration**

Cf tableau 3, page 67.

### **Plan d'options d'achat et de souscription d'actions**

Les dirigeants et les membres du Conseil d'Administration ne bénéficient d'aucune option d'achat et de souscription d'actions.

### **Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction**

Cf Rapport spécial des Commissaires aux Comptes, page 88.

### **Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des organes d'administration et de direction**

Néant

# 8 RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

## 8.1 Responsable du document de référence

Yves GUILLEMOT  
Président Directeur Général

## 8.2 Attestation du responsable du document de référence

A ma connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives d'Ubi Soft Entertainment S.A. ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

**Yves GUILLEMOT**

## 8.3 Attestation des Commissaires aux Comptes portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Ubi Soft Entertainment et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité de Monsieur Yves Guillemot, Président du Conseil d'Administration. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. S'agissant de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 mars 2000, 2001, 2002 arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve, ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Rennes et Paris, le 29 août 2002.

### LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**CABINET ANDRE METAYER**  
André METAYER

**COMPAGNIE CONSULAIRE  
D'EXPERTISE COMPTABLE JEAN DELQUIE**  
Benoît FLECHON

## 8.4 Noms et adresses des Commissaires aux Comptes

	Date de 1 <sup>ère</sup> nomination	Prochaine échéance du mandat
Titulaire : <b>André METAYER</b> Cabinet André METAYER 5, rue Marie Alizon 35000 RENNES	1986	2004
Suppléant : <b>Pierre BORIE</b> 15, rue Charles Le GOFFIC 35700 RENNES	1996	2004
Titulaire : <b>Compagnie Consulaire d'Expertise Comptable Jean Delquié</b> Responsable Benoît Fléchon 84, boulevard de Reuilly 75012 PARIS	1996	2007
Suppléant : <b>Jacques Le Dorze</b> 90, rue du Châteaugiron 35000 RENNES	1996	2007

## 8.5 Politique d'information

### RESPONSABLE DE L'INFORMATION :

#### Yves GUILLEMOT

Président Directeur Général  
28, rue Armand Carrel  
93108 MONTREUIL-SOUS-BOIS Cedex  
Tél. : 01.48.18.50.00  
www.ubisoft.com

## 8.6 Calendrier de la communication financière prévu pour l'exercice 2002/2003 :

	Date
Chiffre d'affaires 1 <sup>er</sup> trimestre	Vendredi 2 août 2002
Chiffre d'affaires semestriel	Mercredi 30 octobre 2002
Résultats semestriels SFAF	Jeudi 12 décembre 2002
Chiffre d'affaires 3 <sup>ème</sup> trimestre	Mercredi 5 février 2003
Chiffre d'affaires annuel	Mercredi 7 mai 2003
Réunion SFAF	Mercredi 25 juin 2003

## GLOSSAIRE

**AAA (triple A) :** label délivré à un jeu vidéo quand il obtient une note de 95 % auprès de la presse spécialisée et quand plus d'un million d'unités s'est vendu dans le monde.

**Blockbuster :** jeu connaissant un fort succès et/ou très fort potentiel de vente.

**Console de jeu :** ordinateur sans clavier dédié au jeu. En général, des machines avec des performances impressionnantes grâce à leur spécialisation. Les consoles de troisième génération sont apparues en 2000 et tournent en 128 bits, peuvent être connectées à Internet pour jouer en réseau et être équipées d'un lecteur DVD.

**Dreamcast :** console de jeu de Sega. Elle tourne en 128 bits et a été la première console avec modem 56K intégré, pour jouer en réseau (via Internet), lancée au Japon en novembre 1998 et en 1999 aux USA. Sa production a été arrêtée en 2001.

**GameBoy® :** console portable de Nintendo. Ce fut la première sur le marché. Depuis, elle a été éditée avec un écran couleur Game Boy Color (GBC). La série des consoles portables a été commercialisée à plus de 100 millions d'exemplaires.

**GameBoy® Advance :** nouvelle console portable de Nintendo, avec un processeur de 64 bits. Sa commercialisation a débuté en mars 2001 au Japon. Pendant la première semaine, 700 000 exemplaires ont été commercialisés.

**GameCube™ :** nouvelle console de Nintendo commercialisée à partir de septembre 2001 au Japon, novembre aux Etats-Unis et en mai 2002 en Europe. Elle est compatible avec la GameBoy® Advance.

**Game play :** forme donnée au jeu (scénarii, énigmes, actions) afin qu'il soit suffisamment intéressant et évolutif.

**Hit :** jeu vidéo connaissant un fort succès, se vendant à plusieurs centaines de milliers d'unités.

**Localisation :** adaptation linguistique et culturelle d'un jeu pour un pays étranger.

**Matching :** opération qui consiste à réunir les joueurs, jouant en réseau, dans une même partie.

**MMO (massively multiplayer on line) :** dénomination donnée aux jeux qui sont "massivement multi-joueurs en ligne", et qui permettent de jouer en réseau via une connexion Internet. La particularité étant que le jeu ne s'arrête jamais.

**Moteur :** noyau qui ne peut pas fonctionner en l'absence d'un frontal. Dans les jeux, le moteur c'est le cœur du système qui permet d'utiliser et de faire fonctionner toutes les animations, les images et le son et assure l'interactivité du jeu.

**N64 (Nintendo 64) :** console de jeu 64 bits conçue par Nintendo en 1995 faisant partie de la "New generation" (consoles à 64 bits).

**Pay per play :** procédé qui permet de jouer en ligne uniquement si l'abonnement (le plus souvent mensuel) a été payé. Le joueur doit, en général, acheter également la boîte de jeu.

**Plate-forme :** ensemble constitué par un système d'exploitation et un ordinateur (architecture matérielle).

**PlayStation® :** console de jeu 32 bits de Sony, aussi appelée PSX ou PS®One sortie en 1995. Elle utilise des CD comme support pour les jeux (contrairement aux consoles à cartouche, type la N64).

**PlayStation®2 :** console de jeu de Sony, remplaçante de la PlayStation. Elle a été lancée en 2000 aux Etats-Unis et en Europe. Elle est basée sur un processeur à 128 bits appelé "Emotion Engine" et un DVD-ROM.

**Portage :** Action consistant à porter un programme, c'est-à-dire à adapter une application à un système différent de celui sur lequel elle a été originellement développée (et pour lequel elle a été conçue) d'un environnement à un autre.

**Production :** période durant laquelle le jeu est développé (animation des personnages, intégration des données dans le moteur, etc.)

**Xbox™ :** console de jeu de Microsoft, munie d'un processeur à 128 bits. Elle a été lancée aux Etats-Unis en novembre 2001 et en février 2002 en Europe.

## TABLE DE CONCORDANCE

Le présent document a été établi conformément au règlement n° 98-01 de la Commission des Opérations de Bourse, relatif à l'information à diffuser lors de l'admission sur un marché réglementé d'instruments financiers et lors de l'émis-

sion d'instruments financiers dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée, et à l'instruction d'application de ce règlement.

Rubriques de l'instruction d'application du règlement COB 98-01		Rapport Annuel 2001/2002	Page
Chapitre 1	<b>RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES</b>	Chapitre 8	120
1.1	Responsable du document de référence	8.1	120
1.2	Attestation du responsable du document de référence	8.2	120
1.3	Noms et adresses des Commissaires aux Comptes	8.4	122
1.4	Attestation des Commissaires aux Comptes	8.3	121
1.5	Politique d'information	8.5	122
Chapitre 2	<b>EMISSION DE VALEURS MOBILIERES</b>	Néant	/
Chapitre 3	<b>UBI SOFT ENTERTAINMENT S.A. ET SON CAPITAL</b>	Chapitre 6	100
3.1	Renseignements de caractère général concernant Ubi Soft Entertainment S.A.	6.1	100
3.2	Renseignements de caractère général concernant le capital	6.2	102
3.3	Répartition du capital et des droits de vote	6.3	110
3.4	Evolution du capital et des droits de vote au cours des trois derniers exercices	6.4	111
3.5	Marché des titres	6.5	113
3.6	Projet des résolutions soumis au vote de l'Assemblée Générale Mixte du 14 septembre 2001	Chapitre 5	91
Chapitre 4	<b>L'ACTIVITE D'UBI SOFT ENTERTAINMENT</b>	Chapitre 1 & Chapitre 2	28 30
4.1	Présentation de la société et du groupe L'activité de l'année 2000/2001 Effectifs	Chapitre 1 Chapitre 2 2.4	28 30 36
4.2	<b>AUTRES INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE</b> Protection des marques Dépendance d'Ubi Soft Entertainment à l'égard de certains contrats – Principaux clients Litiges Engagements	2.6 2.6.1 2.6.5 2.6.4 2.6.6	38 38 39 39 40
4.3	Politique d'investissement Politique de recherche	2.6.2 2.6.3	39 39
Chapitre 5	<b>PATRIMOINE – SITUATION – RESULTATS</b>	Chapitre 3	43
5.1	Comptes consolidés	3.1	43
5.2	Comptes sociaux	3.2	68
Chapitre 6	<b>RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ADMINISTRATION ET LA DIRECTION DU GROUPE UBI SOFT ENTERTAINMENT</b>	Chapitre 7	114
Chapitre 7	<b>RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR</b>		
7.1	Evolution récente	2.7	41
7.2	Perspectives et stratégies	2.8	42